

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail



**MINISTERE DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET
DES ENERGIES RENOUVELABLES**



**PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES OUVRAGES DU SYSTEME
ELECTRIQUE ET D'ACCES A L'ELECTRICITE
(PROSER)**

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1088 LOCALITES

**LOT 3 : DISTRICTS DE LA VALLEE DU BANDAMA, DES SAVANES ET DU
DENGUELE**



**PLAN CADRE DE REINSTALLATION (PCR)
RAPPORT FINAL**

- OCTOBRE 2019 -

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	1
LISTE DES TABLEAUX	3
DEFINITION DES TERMES UTILISES DANS CE RAPPORT	4
RESUME EXECUTIF	8
1. INTRODUCTION	10
1.1. contexte du projet	10
1.2. Justification du plan cadre de réinstallation (PCR)	11
1.3. Objectifs du PCR	11
1.4. Approche méthodologique utilisée	12
1.4.1. Cadre d'élaboration du PCR	12
1.4.2. Revue documentaire	12
1.4.3. Visites de terrain et entretiens	12
1.5. Contenu et structuration du PCR	14
2. DESCRIPTION DU PROJET	15
2.1. Objectifs du projet et conditions de base de sa préparation	15
2.2. Localisation des zones d'influence du projet	15
2.2.1. Présentation de la zone d'influence élargie du projet	15
2.2.2. Zones de couverture ciblées du projet	15
2.3. Consistance des travaux	18
2.4. Composante du projet et emprise susceptibles d'entraîner des déplacements involontaires de populations	18
2.5. Présentation de l'initiateur du projet	18
3. IMPACTS, RESTRICTIONS D'ACCES TEMPORAIRE	21
3.1. Impacts positifs potentiels	21
3.1.1. Impacts positifs sur la santé	21
3.1.2. Impacts positifs sur l'éducation	21
3.1.3. Impacts positifs sur le niveau de vie économique	22
3.1.4. Impacts positifs spécifiques sur les conditions de vie des femmes	22
3.1.5. Impacts positifs spécifiques sur les organisations des femmes	22
3.2. Impacts sociaux négatifs potentiels	23
3.2.1. Méthodologie de l'identification des impacts socioéconomiques négatifs	23
3.2.2. Impacts négatifs probables du projet	23
3.2.2.1. Restriction d'Accès Temporaire	23
3.2.2.2. Destruction de cultures et/ou de pâturages	23
3.2.2.3. Perturbation des activités commerciales	23
3.2.2.4. Destruction des infrastructures d'habitations et bâtiments annexes	23
3.2.2.5. Autres impacts négatifs	24
4. DISPOSITIONS POUR L'EXECUTION	25
4.1. Déclenchement de la SO2 de la BAD	25
4.2. Principes et règles	25
4.2.1. Respect de la réglementation et des procédures en vigueur	25
4.2.2. Evitement et minimisation des déplacements physiques et réinstallations involontaires	26
4.2.3. Prise en compte de l'équité dans les dédommagements et réparation des préjudices	26
4.2.4. Implications des PAPs dans le processus de réinstallation involontaire	26
4.3. Objectifs de la politique de réinstallation	27
4.4. Fondement de la politique de réinstallation	28
4.5. Matrice des droits de compensation	28
5. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET LEGAL DE LA REINSTALLATION	31
5.1. Cadre politique national	31
5.1.1. Politique nationale en matière d'environnement	31
5.1.2. Politique de développement durable	31
5.1.3. Politique de la santé et de l'hygiène publique	32
5.1.4. Politique nationale de l'électricité	32
5.1.5. Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'électricité	32
5.1.6. Politique nationale en matière genre	33

5.1.7.	Politique de décentralisation	33
5.2.	Revue de la législation nationale en matière d'acquisition des terres et de réinstallation	34
5.2.1.	Le régime foncier	34
5.2.2.	Le domaine public	34
5.2.3.	La compensation des plantes et récoltes	35
5.2.4.	L'expropriation pour cause d'utilité publique	35
5.2.4.1.	Les personnes pouvant exproprier	36
5.2.4.2.	La procédure normale de l'expropriation	36
5.2.4.3.	La fixation de l'indemnité	36
5.2.5.	L'acquisition des terres détenues traditionnellement	37
5.3.	Exigence de la BAD en matière de réinstallation forcée	38
5.4.	Ecart entre les exigences juridiques nationales et celles de la BAD	38
6.	PREPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PAR	42
6.1.	Agences ou structures d'exécution des PAR	42
6.1.1.	Au niveau national	42
6.1.2.	Au niveau régional ou communal	43
6.1.3.	Au niveau départemental ou sous-préfectoral	43
6.2.	Procédure de triage et de revue	44
6.3.	Triage pour la réinstallation involontaire	44
6.4.	Etude de base et données socioéconomiques	45
6.5.	Préparation du PAR des sous-projets	45
6.5.1.	Description du cadre des mesures de réinstallation	45
6.5.1.1.	Mesure en guise de garanties	46
6.5.1.2.	Identification et prise en compte des personnes vulnérables	46
6.5.1.3.	Date butoir	47
6.5.1.4.	Recensement des personnes affectées	47
6.5.2.	Description du plan de réinstallation	47
6.5.2.1.	Exigence d'un contenu adapté aux SO2	47
6.5.2.2.	Elaboration des documents cadres de réinstallation involontaire	48
6.5.3.	Facilitation de la planification de la réinstallation	49
6.6.	Revue des plans d'actions de réinstallation des sous-projets	49
6.7.	Approbation des PAR	49
7.	ESTIMATION DES POPULATIONS DEPLACEES ET CATEGORIES D'ELIGIBILITE	51
7.1.	Estimation des populations déplacées	51
7.2.	Acquisition des terres et catégories probables d'impacts	51
7.3.	Critères d'éligibilité	51
8.	METHODES D'EVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTES	53
8.1.	Evaluation des terres utilisées par le public	53
8.2.	Calculs pour le paiement des compensations et autres considérations	53
8.2.1.	Principes de base	53
8.2.1.1.	Compensation des pertes de terre	54
8.2.1.2.	Compensation des pertes de structures et de bâtiments	54
8.2.1.3.	Compensation des pertes de revenus	54
8.2.1.4.	Compensation des pertes d'accès aux ressources naturelles	55
8.2.1.5.	Compensation des pertes de biens communautaires	55
8.2.2.	Méthode de valorisation des biens éligibles et conditions particulières	55
8.2.3.	Forme de compensation et d'appui	56
8.2.4.	Éléments de bonifications environnementales et sociales	56
9.	ELEMENTS ET PROCEDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS	57
9.1.	Informations et concertation publique	57
9.2.	Documentation des avoirs et des biens	57
9.3.	Convention pour la compensation	57
9.4.	Exécution de la compensation	58
9.5.	Responsabilité organisationnelle	58
9.6.	Renforcement des capacités	60
10.	GENERIQUES DU PROGRAMME D'EXECUTION ET LIAISON DE LA REINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX	61

10.1.	Processus d'élaboration et mise en œuvre des PAR	61
10.1.1.	Planification	61
10.1.2.	Mise en œuvre de la réinstallation	61
10.1.3.	Suivi-évaluation	61
10.2.	Chronologie de mise en œuvre en lien avec l'exécution des travaux	61
11.	MECANISME DE RECOURS EN CAS DE PLAINTÉ	63
11.1.	Objectifs des recours en cas de plainte	63
11.2.	Consensus, négociation et règlement des conflits	63
11.2.1.	Enregistrement des plaintes	63
11.2.2.	Mécanisme de résolution amiable	64
11.2.3.	Recours à la justice	64
11.2.4.	Dispositions spécifiques pour la gestion des conflits liés à la terre	64
12.	MECANISME DE CONSULTATION DU PUBLIC	65
12.1.	Procédures de notification	65
12.2.	Mécanismes de consultations du public	65
12.2.1.	Consultation sur le cadre de Politique de Réinstallation (PCR)	65
12.2.2.	Consultation sur les plans d'action de réinstallation (PAR)	65
12.2.2.1.	Participation à la phase d'élaboration des PAR	66
12.2.2.2.	Participation à la phase de mise en œuvre des PAR	66
12.2.2.3.	Participation à la phase de suivi-évaluation	66
13.	DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION	67
13.1.	Consistance du suivi et de l'évaluation	67
13.1.1.	Objectifs du suivi-évaluation	67
13.1.2.	Processus de suivi et d'évaluation	67
13.2.	Dispositif de suivi et d'évaluation	68
13.2.1.	Acteurs et périodes de suivi et de l'évaluation	68
13.2.2.	Indicateurs potentiels et objectifs de performance	68
13.2.3.	Rapportage	72
14.	ESTIMATION DU BUDGET DU PCR	73
	CONCLUSION	74
	ANNEXES	75
	ANNEXE 1 : SYNTHESE DES PREOCCUPATIONS SOULEVEES ET REPONSES APPORTEES	76
	ANNEXE 2 : CANEVAS TYPE D'ELABORATION D'UN PAR	93
	ANNEXE 3 : POINTS-CLES DES TDRS DE PLANS DE REINSTALLATION	94
	ANNEXE 4: GRILLE D'ANALYSE SOCIALE	96
	ANNEXE 5 : ENVIRONNEMENT HUMAIN DES ZONES CONCERNEES PAR LE PROJET	97
	ANNEXE 6. TERMES DE REFERENCE	117
	SIGLES ET ACRONYMES	120

LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
AFOLU	Agriculture Forestry and Other Land Use
AIPH	Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à Huile
ANDE	Agence Nationale De l'Environnement
AP	Aire protégée
AT	Assistance Technique
BAD	Banque Africaine de Développement
BAU	Business As Usual
BEEA	Bureau d'Etudes Environnementales Agréé (Consultant)
BM	Banque Mondiale
BNETD-CCT	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement - Centre de Cartographie et de Télédétection
BT	Basse Tension
CCBA	the Climate, Community & Biodiversity Alliance
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CF-ARN	Cadre Fonctionnel d'Accès aux Ressources Naturelles
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CGPP	Cadre de Gestion des Pestes et des Pesticides
CGRCP	Cadre de Gestion des Ressources Culturelles Physiques
CLIP	Consultation Libre et Informée Préalable
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
CS	Comité de Suivi
DFPE	Domaine Forestier Permanent de l'Etat
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EESS	Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EFI-IEF	European Forest Institute - Institut Européen de la Forêt
EIES	Etude d'Impact Environnementale et Sociale
EP	Eclairage Public
FC	Forêt classée
FIA	Fonds d'Investissement Agricole
FPCF	Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
GIE	Groupe d'Intérêt Economique
INS	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MINEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MNV	Mesure, Notification, Vérification
MT	Moyenne Tension
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PAP	Personne Affectée par le Projet
PAEMIR	Projet d'Amélioration de l'accès à l'Electricité en Milieu Rural
PCI	Principes, Critères et Indicateurs
PERACI	Projet d'électrification et d'accès à l'électricité de 668 localités en Côte d'Ivoire
PFNL	Produit Forestier Non Ligneux
PND	Programme National de Développement
PO	Politiques Opérationnelles (Banque mondiale)

PP	Parties Prenantes
PPP	Partenariat Public Privé
PRC-EGS	Plan de Renforcement des Capacités dans les domaines de l'Evaluation, la Gestion et le Suivi environnementaux
PSE	Paieement pour Services Environnementaux
PSR	Plan Succinct de Réinstallation
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCI	République de Côte d'Ivoire
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SFI	Société Financière Internationale (sauvegardes)
TDRs	Termes de références
SODEFOR	Société de Développement des Forêts
TCP	Technical Cooperation Program (FAO)
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UGP	Unité de Gestion de Projet

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: répartition des localités concernées par le projet	16
Tableau 2: Impacts négatifs en rapports avec les critères d'éligibilité et de compensation	28
Tableau 3: Comparaison entre les exigences nationales et la Politique de la BAD	39
Tableau 4 : Type de document de réinstallation en rapport avec les activités du projet.....	45
Tableau 5 : Formes de compensation et d'appui.....	56
Tableau 6 : Missions et responsabilités des acteurs	59
Tableau 7 : Cadre logique du suivi-évaluation des PAR.....	68
Tableau 8 : Estimation du budget de mise en œuvre du PCR.....	73

DEFINITION DES TERMES UTILISES DANS CE RAPPORT

- **Acquisition (forcée ou involontaire) de terre** : c'est le processus par lequel une personne est obligée par une agence publique de se séparer de l'ensemble ou d'une partie de la terre qui lui appartient ou qu'il /elle possède, et de la mettre à la disposition et à la possession de cette agence, pour usage public moyennant paiement.
- **Allocation de délocalisation** : C'est une forme de compensation fournie aux personnes éligibles qui sont déplacées de leur logement, qu'elles soient propriétaires fonciers ou locataires, et qui exigent une allocation de transition, payée par le projet. Les allocations de délocalisation peuvent être graduées pour refléter les différences dans les niveaux de revenus, et sont généralement déterminées selon un calendrier fixé au niveau national par l'agence de mise en œuvre
- **Aménagements fixes** : Investissements, autres que des constructions, qui ne peuvent pas être déménagés lorsqu'une parcelle de terre est expropriée. Il peut s'agir d'un puits, d'une latrine, d'une fosse septique, etc.
- **Assistance à la réinstallation**: C'est une forme d'aide qui est fournie aux personnes déplacées physiquement par le Projet. Cette aide ou assistance peut , par exemple, comprendre les appuis en espèce et/ou en nature pour couvrir les frais de déménagement et de Recasement, d'hébergement et/ou divers services offerts aux personnes affectées tels que les dépenses de déménagement et le temps de travail perdu durant le déménagement et la réinstallation. Elle peut également comprendre des indemnités en espèces pour le désagrément subi du fait de la réinstallation.
- **Ayant droit ou bénéficiaire** : toute personne affectée par un projet et recensée avant la date butoir à ce titre qui, de ce fait, a droit à une compensation. Cette définition extensive inclut non seulement les personnes qui, à cause du projet, doivent physiquement être déplacées mais aussi les personnes qui perdent certaines de leurs possessions (par exemple une partie des terres qu'elles cultivent) ou l'accès à certaines ressources qu'ils utilisaient auparavant.
- **Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) ou Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP)** : Document qui présente les lignes directrices du développement de Plan de Réinstallation (PR) ou Plan d'Action de Réinstallation (PAR), une fois que l'investissement est assez bien défini pour pouvoir déterminer ses impacts.
- **Compensation**: Paiement monétaire ou en nature ou les deux combinés des coûts de tous les biens (terres, infrastructures, aménagements fixes, cultures, arbres, etc.) perdus du fait d'une déclaration d'utilité publique.
- **Conflits** : est considéré comme conflit, les divergences de points de vue, découlant des logiques et enjeux entre les différents acteurs lors de l'expropriation et/ou de la réinstallation. Il s'agit des situations dans lesquelles deux ou plusieurs parties poursuivent des intentions concurrentes ou adhèrent à des valeurs divergentes, de façon incompatible et de telle sorte qu'elles s'affrontent (négatif) ou, négocient et s'entendent (positif). Dans les deux cas, le Projet doit disposer des mécanismes de médiation sociale et de prévention de ces conflits.

- **Coût de remplacement** : Pour les maisons et les structures, il désigne le coût d'une nouvelle structure pour remplacer la structure affectée sans y déduire le montant de la dépréciation, ni la valeur des matériaux de l'ancien bâtiment qui seront récupérés pour la construction de la nouvelle structure. Pour les terres, cultures, arbres et autres biens, le coût de remplacement est la valeur actuelle du marché sans préjudice des pertes de sources de revenus ou de moyens d'existence tirés de ces biens pendant le temps que dure la perturbation. Le coût de remplacement d'un élément est équivalent au montant requis pour le remplacer dans son état initial.
- **Déplacement économique**: Pertes de source de revenu ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrain ou de restriction d'accès à certaines ressources (terre, eau, forêt), du fait de la construction ou de l'exploitation du Projet ou de ses installations annexes. Les Personnes Economiquement Déplacées n'ont pas forcément toutes besoin de déménager du fait du Projet.
- **Déplacement involontaire** : désigne le déplacement nécessaire d'une population ou d'un groupe de personnes pour la réalisation d'un projet dont l'intérêt public est justifié. Le déplacement survient en cas de prise involontaire de terres et les personnes quittent leurs terres, maisons, fermes, etc., en raison des activités du Projet. Il peut également résulter d'une restriction involontaire d'accès aux ressources naturelles (parcs et zones pastorales légalement constitués et aux aires protégées) entraînant des impacts négatifs sur les moyens d'existence des PAP.
- **Déplacement physique** : Perte de l'hébergement et des biens du fait des acquisitions de terres pour la réalisation d'un projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site. Les Personnes Physiquement Déplacées doivent déménager du fait du Projet.
- **Enquête de base ou enquête sociale** : Le recensement de population affectée par le projet et l'inventaire de leurs biens perdus (terres, structures, autres biens non déplaçables). Dans les cas d'opérations qui touchent l'économie des PAP, les enquêtes couvrent aussi les sources de revenus, les rentes annuelles familiales et d'autres thèmes économiques y relatifs.
- **Expropriation involontaire** : L'acquisition de terrain par l'Etat à travers une déclaration d'utilité publique, ce qui implique la perte de terres, structures, autres biens ou des droits pour les personnes affectées.
- **Groupes vulnérables** : Personnes qui, du fait de sexe, de l'âge, de leur ethnie, de handicaps physiques ou mentaux ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation ou qui disposent de capacité limitée à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages.
- **Plan de Réinstallation (PR) ou Plan d'Action de Réinstallation (PAR)**: plan détaillé qui décrit et définit tout le processus de réinstallation d'une population à la suite d'un déplacement forcé. Il est basé sur les enquêtes sociales ; le plan technique détaillé des mesures à entreprendre quant à la compensation, la réinstallation et la réhabilitation économique dans le cadre d'une opération d'expropriation.

- **Personnes Affectées par le Projet (PAP)**: il s'agit des personnes, des ménages et des communautés dont les moyens d'existence se trouvent négativement affectés à cause de la réalisation d'un projet du fait (i) d'un déplacement involontaire ou de la perte du lieu de résidence ou d'activités économiques; (ii) de la perte d'une partie ou de la totalité des investissements (biens et actifs); (iii) de la perte de revenus ou de sources de revenus de manière temporaire ou définitive, ou (iv) de la perte d'accès à ces revenus ou sources de revenus.
- **Relogement** : traduit l'opération qui consiste à trouver un nouvel emplacement à une personne (ou famille) ou à une activité qui est déplacée suite à une opération de réinstallation involontaire/recasement physique des FAP/PAP, à partir de leur domicile d'avant-projet.
- **Recasement** : Réinstallation des personnes affectées par le projet sur un autre site suite à un déplacement involontaire.
- **Réinstallation involontaire** : Ensemble des mesures entreprises mises en œuvre dans l'intention de mitiger les impacts négatifs du projet : compensation (indemnisation), relocation (recasement) et réhabilitation économique.
- **Réinstallation temporaire**: Réhabilitation d'une activité commerciale (marché par exemple,) qui affecte les revenus d'un certain nombre de vendeurs pendant une période limitée, après laquelle les vendeurs peuvent reprendre leurs places et continuer leurs activités.
- **Réinstallation à base communautaire** : elle traduit une expression de choix volontaire de populations locales qui conviennent de façon consensuelle pour des besoins stratégiques de gestion et/ou d'accès à des ressources ou d'aménagement de l'espace, de procéder à un déplacement et à une réinstallation d'une partie des membres de la communauté affectés par un projet communautaire, défini de façon consensuelle. Elle est volontaire, répond à un caractère de résolution locale et est reproductible par les initiateurs eux-mêmes, en se basant sur les ressources et valeurs locales. Elle renvoie aux initiatives collectives qui sont entreprises pour recaser des populations qui ont été victimes et/ou affectées par des actions d'aménagement des espaces de manière consensuelle.
- **Rémunération** : paiement en espèces ou en nature de la valeur de remplacement des biens acquis, ou la valeur de remplacement des ressources perdues à la suite d'un projet.
- **Réhabilitation** : Ce sont les mesures compensatoires autres que le paiement de la valeur de remplacement des biens acquis.
- **Réhabilitation économique** : Les mesures à entreprendre quand le projet affecte le revenu des PAP. La politique de la Banque mondiale requiert qu'après la réinstallation, toutes les personnes affectées puissent avoir à nouveau des revenus au moins à un niveau équivalent aux revenus avant le projet. Les thèmes de la restauration des revenus, des standards de qualité de vie et des degrés de productivité des personnes affectées constituent le noyau de la politique.
- **Valeur intégrale de remplacement** : Le taux de compensation des biens perdus doit être calculé à la valeur intégrale de remplacement, c'est à dire la valeur du marché des biens plus les coûts de transaction. En ce qui concerne la terre et les bâtiments, la valeur de remplacement est définie comme suit:

- **Terrains agricoles:** le prix du marché pour un terrain d'usage et de potentiel équivalents situé au voisinage du terrain affecté, plus le coût de mise en valeur permettant d'atteindre un niveau semblable ou meilleur que celui du terrain affecté, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation;
- **Terrain en zone urbaine:** le prix du marché pour un terrain d'usage et de taille équivalents, avec des équipements et services publics égal ou supérieur au terrain affecté, situé au voisinage de ce dernier, plus le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation;
- **Bâtiments privés ou publics :** Le coût d'achat ou de construction d'un nouveau bâtiment de surface et de standing égal ou supérieur au bâtiment affecté ou de réparation d'un bâtiment partiellement affecté, y compris le coût de la main d'œuvre, les honoraires des entrepreneurs, et le coût de toutes taxes d'enregistrement et de mutation. Dans la détermination du coût de remplacement, ni la dépréciation du bien ni la valeur des matériaux éventuellement récupérés ne sont pris en compte. La valorisation éventuelle des avantages résultant du Projet ne sont pas non plus déduits de l'évaluation d'un bien affecté.
- **Moyens de subsistance :** Gamme complète des capacités économiques, sociales et culturelles, d'actifs et à d'autres moyens, que les individus, les familles et les collectivités utilisent pour satisfaire leurs besoins.
- **Biens :** les actifs économiquement productifs (terres, forêts, élevage et semences), mais aussi les actifs qui ont une valeur sociale ou culturelle (plutôt qu'économique), par exemple des sites sacrés et les structures communautaires.
- **Communauté :** Un groupe de personnes qui forment une communauté instinctive et sous-jacente, et se soutiennent par la confiance, l'interaction et la coopération mutuelle.

RESUME EXECUTIF

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) ont pour ambition de mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées, afin de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Le projet mis en route par Côte d'Ivoire Energies qui assure la maîtrise d'ouvrage déléguée contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture d'accès à l'électricité et le taux de desserte avec des effets induits positifs sur les populations bénéficiaires. Ce projet se réalisera outre les impacts positifs attendus certainement avec des impacts négatifs dans la zone d'intervention.

Le Plan Cadre de Réinstallation (PCR) requis par CI-Energies est un instrument proposant des dispositions et des mesures d'atténuation par anticipation des effets de réinstallation de sorte que les déplacements physiques soit réduits au strict minimum ou le cas échéant proposer des dispositions idoines. Il est utilisé chaque fois que (i) la localisation précise et/ou le contenu des activités d'un projet ne sont pas connus avec précision.

Son élaboration se justifie par le fait que le présent projet est pour le moment imprécis relativement au tracé d'où la non maîtrise des impacts sociaux réels de ses activités sur la population du point de vue du déplacement de personnes, des pertes d'activités socioéconomiques et de biens, de l'acquisition de terres. Le PCR vise à clarifier les règles applicables en cas de réinstallation, d'organisation prévue et les critères applicables pour les différentes sous-composantes, en précisant la procédure de compensation à mettre en œuvre, afin de protéger les populations dont la perte de l'identité culturelle, de l'autorité traditionnelle et de la cohésion sociale pourrait remettre en cause leur stabilité et leur bien-être social.

Les principaux textes constituant le régime foncier et domanial en Côte d'Ivoire reposent sur :

- la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural ;
- le Décret du 25 novembre 1930 portant expropriation pour cause d'utilité publique ;
- le Décret n° 96-884 du 25 octobre 1996 porte purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général.

Selon ces différents textes, le sol est la propriété exclusive de l'Etat qui peut mettre le terrain exproprié à la disposition d'une collectivité publique ou d'une personne privée qui doit exécuter les travaux ou réaliser les opérations d'intérêt public. L'expropriation des terres est soumise au respect d'une procédure très rigoureuse qui a pour objet de garantir les droits des personnes expropriées aussi bien dans la phase administrative que dans la phase judiciaire.

Les détenteurs d'un droit coutumier ou légal (titre foncier par exemple) sur les terres reçoivent une compensation juste et préalable. Les personnes qui ne détiennent aucun droit formel sur les terres qu'elles occupent, recevront uniquement une aide à la réinstallation.

En cas de besoin, des Plans d'Action pour la Réinstallation (PAR) seront préparés par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) qui les soumettra à l'approbation et à la validation du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable à travers l'Agence Nationale de

l'Environnement (ANDE). Les PAR seront transmis à la Banque Africaine de Développement pour évaluation et approbation.

Le PCR présente les principes généraux qui serviront de guides à toutes les opérations de réinstallation dans le cadre du projet. De façon spécifique, pour les activités du projet dont la réalisation exige une acquisition de terre résultant ou non au déplacement physique des PAP, l'Unité de Coordination élabore un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) en étroite collaboration avec les administrations concernées et d'autres organes d'exécution.

Aussi, ce cadre présente une analyse comparative du dispositif législatif et réglementaire ivoirien et des dispositions des sauvegardes intégrées de la BAD en matière de réinstallation. Il définit les procédures à suivre en matière de reconnaissance préalable des droits d'expropriation et d'indemnisation. Il précise le mécanisme de recours et identifie le dispositif institutionnel et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des procédures d'expropriation et de recours. Il donne une prévision budgétaire correspondant à sa mise en œuvre, à prendre en considération dans le budget global du projet. Celui-ci sera révisé en conséquence lors de la préparation du PAR.

Les consultations et la participation des personnes affectées par le projet (PAPs) étant des composantes essentielles pour la préparation d'un PAR, l'Unité de Coordination du Projet veillera à informer, à consulter le plus largement possible, et à donner l'opportunité à ce que les Personnes Affectées par le Projet participent à toutes les étapes du processus de manière participative et constructive.

Les informations à communiquer sont basées sur un mécanisme clair et transparent de plaintes et de gestion des conflits éventuels : mécanismes locaux de résolution à l'amiable, de saisine des instances locales, et de saisine de la justice en dernier recours.

La procédure d'expropriation comprend une déclaration d'utilité publique, une requête en expropriation et un plan d'expropriation.

Les mécanismes de compensation seront soit en numéraire, en nature, ou sous forme d'appui et de mesures d'accompagnement sans oublier les mesures de bonification qui pourront s'étendre à l'appui aux organisations féminines performantes pour contribuer au processus d'autonomisation de la femme.

Le suivi et l'évaluation seront effectués pour s'assurer que toutes les PAPs sont indemnisées, déplacées et réinstallées dans le délai le plus court possible et sans impact négatif significatif et ce, avant le démarrage effectif des travaux.

L'estimation du coût global du PCR est de sept cent cinq millions six cent mille (705 600 000) de francs CFA. Les plans de réinstallation et la compensation seront donc préparés dans le respect de ce cadre réglementaire et seront soumis à la BAD pour revue et approbation.

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE DU PROJET

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'accès à l'électricité (PROSER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme, le PROSER (Programme de Renforcement des Ouvrages du Système Electrique et d'Accès à l'Electricité) visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 088 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

Le projet étant localisé dans une dizaine de districts autonomes et de districts du pays, il a fait l'objet d'un allotissement (4 lots) et il est attendu de procéder à l'élaboration d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) pour chacun des lots, aux fins de se conformer aux exigences ivoiriennes en matière de protection environnementale et sociale, et aux Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) du Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement.

La mission assignée au Bureau d'études **NATRA CONSULTANT** dans le cadre du présent projet porte sur le lot 3 du Projet concernant 175 Localités réparties dans le district de la VALLEE DU BANDAMA (20 localités), le district des SAVANES (140 localités) et le district du DENGUELE (16 localités.)

DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT
VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)
	HAMBOL (08)	NIAKARAMADOUGOU (08)
SAVANES (139)	BAGOUÉ (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)
	PORO (39)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KORHOGO (04) ; M'BENGUE (02)
	PORO (81)	KORHOGO (80)
		DIKODOUGOU (01)
	TCHOLOGO (03)	FERKESSEDOUGOU (03)
DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05)
	KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)

1.2. JUSTIFICATION DU PLAN CADRE DE REINSTALLATION (PCR)

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Côte d'Ivoire envisage la réalisation d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) dans la mesure où le projet va affecter des personnes se trouvant dans l'emprise des travaux à réaliser. Il est prévu en outre l'élaboration de ce plan cadre de réinstallation dans la mesure où en fait le projet est composé de 4 sous-projets d'électrification de 1088 localités dispersées sur 11 districts et impliquant 21 des 31 Régions que compte la Côte d'Ivoire.

Un Plan Cadre de Réinstallation est envisagé dans la mesure où la mise en œuvre du projet est susceptible d'entraîner :

- la relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ;
- la perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ;
- la perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance tenant au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres.

Pour ce faire, le Système de Sauvegarde Intégré prévoit la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO 2) intitulée Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations pour :

- éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenue, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ;
- établir un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et pour la résolution des problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent de façon à éviter des programmes de réinstallation mal préparés et mal exécutés.

1.3. OBJECTIFS DU PCR

L'objectif de ce PCR consiste également à clarifier les principes guidant la réinstallation, les dispositions organisationnelles et les critères conceptuels applicables aux activités.

Le PCR est avant tout un document présentant les principes directeurs pour la collecte, l'analyse des données et l'élaboration de Plans d'Actions de Réinstallation involontaire des personnes affectées. Par ce fait, Il vise spécifiquement à contribuer à l'amélioration et à la rationalisation des procédures, des normes juridiques et pratiques actuellement applicables en matière de réinstallation involontaire.

1.4. APPROCHE METHODOLOGIQUE UTILISEE

1.4.1. Cadre d'élaboration du PCR

Le présent Plan Cadre de Réinstallation (PCR) vise à mettre à la disposition de CI-énergies, de ses Partenaires Techniques et Financiers et des professionnels de la conception, en matière de gestion environnementale et préservation de la biodiversité, un référentiel qui pourrait aider à améliorer et rationaliser les procédures, les normes légales et les pratiques locales relatives aux évaluations des biens affectés et aux compensation des pertes qui en découlent.

La démarche d'élaboration du PCR a ainsi été caractérisée par la collecte et l'analyse des données, comme épine dorsale de toute l'étude à travers les étapes suivantes:

- revue documentaire touchant aux domaines de la gestion environnementale et sociale ;
- entretiens avec les catégories les plus pertinentes d'acteurs ayant une expérience diverse à partager en matière de gestion de l'environnement et de préservation de la biodiversité, notamment les acteurs institutionnels et gouvernementaux, ainsi que d'autres acteurs des activités du PROSER (Programme de Renforcement des Ouvrages Du Système Electrique et d'Accès A l'Electricité) avec une forte implication des bénéficiaires potentiels;
- tenue de consultations publiques impliquant également différents acteurs au niveau national dans plusieurs chefs-lieux de régions, ainsi que de département et dans différents villages ;
- analyse des textes réglementaires et des pratiques en matière de réinstallation en Côte d'Ivoire et des politiques de certaines institutions internationales ;
- croisement et l'analyse de toutes ces données et la rédaction d'un document provisoire du PCR.

1.4.2. Revue documentaire

La revue documentaire a consisté en la collecte d'informations et de données. Elle a permis de caractériser la zone potentielle du projet et d'analyser les documents de base en matière de réinstallation et des textes légaux régissant la gestion de l'environnement, de la propriété et de l'expropriation en Côte d'Ivoire. Cette revue documentaire s'est faite dans une perspective comparative des dispositions nationales avec les dispositions de sauvegardes des partenaires techniques et financiers dont celles de la BAD en matière de gestion des impacts des projets.

1.4.3. Visites de terrain et entretiens

L'élaboration du présent PCR s'est fondée sur une démarche participative d'identification des impacts potentiels (leur nature, portée, durée, importance...) et de recueil des avis et préoccupations des bénéficiaires potentiels en vue de dégager des propositions d'atténuation des impacts sociaux négatifs du projet.

- **Visites de terrains et ciblage des bénéficiaires à enquêter**

Des visites de terrains ont été effectuées dans 12 localités bénéficiaires choisies comme cibles des consultations. Ces consultations publiques se sont déroulées à la fois dans les chef-lieu de Département et dans les villages. Ces villages visités ont été retenus par un échantillonnage aléatoire en combinant les critères d'importance de la population, de diversité de circonscription administratives (Département et Sous-préfecture) et d'accessibilité (du fait de la saison pluvieuse en cours dans la zone du projet) notamment la proximité de la localité avec les grandes voies de circulations.

Ces visites ont permis d'étudier la situation socioéconomique des localités, d'identifier les impacts potentiels du projet sur les personnes et les biens, et d'évaluer leur ampleur grâce aux collectes de données du milieu et surtout aux échanges avec les bénéficiaires lors des consultations publiques..

- **Entretiens et consultations publiques**

Trois (3) niveaux de rencontres ont été retenus. Il s'agit des rencontres avec les autorités administratives, des consultations publiques avec les parties prenantes au niveau départemental et des consultations publiques avec les populations des villages ciblés.

Les rencontres avec les autorités administratives (Préfets et sous-préfets) ont servi de cadre d'échanges sur l'environnement global du projet, les moyens de facilitation de la mise en œuvre du projet, le contexte institutionnel local applicable à la réalisation du projet et la préparation des consultations publiques.

Les consultations publiques au niveau départemental avec les autres parties prenantes se sont tenues en présence des autorités administratives (Préfets, Sous-préfets, Maires et Conseils Régionaux) et coutumières (Chefs des villages) et a impliqué les acteurs des services déconcentrés des Ministères en charge de l'agriculture, des eaux et forêts, l'environnement, la construction, la santé, des affaires sociales, les organisations féminines et de l'emploi ainsi que les services publics d'eau et d'électricité notamment, la SODECI et la CIE.

Ces consultations publiques ont permis de recueillir des avis, des préoccupations et craintes ainsi que des recommandations/suggestions à prendre en compte dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Les interventions des parties prenantes lors des consultations sont synthétisées et présentées en annexe 1.

1.5. CONTENU ET STRUCTURATION DU PCR

En conformité avec le plan recommandé par les termes de références de l'EESS, ce cadre réglementaire de réinstallation involontaire couvrira les points clés ci-après :

- DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS CE RAPPORT
- RESUME
- INTRODUCTION
- DESCRIPTION DU PROJET ET DISPOSITION POUR L'EXECUTION (Description des travaux prévus)
- IMPACTS, ACQUISITION DES TERRES ET REINSTALLATION
- PRINCIPES ET OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN MATIERE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE
- PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION
- ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES ET CATÉGORIES D'ÉLIGIBILITÉ
- MÉTHODES D'ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTÉS
- ÉLÉMENTS ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS
- GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX CIVILS
- MÉCANISMES DE RECOURS EN CAS DE PLAINTÉ
- MÉTHODES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION
- DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION
- ESTIMATION DU BUDGET
- ANNEXES

Le présent document résulte donc de l'analyse des données collectées lors des recherches documentaires, des visites de terrain et des consultations avec les différents acteurs. Il a pris en compte la recommandation selon laquelle les propositions qui seront faites doivent considérer à la fois la réglementation nationale et le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD notamment les Sauvegardes Opérationnelles (SO1 et SO2).

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1. OBJECTIFS DU PROJET ET CONDITIONS DE BASE DE SA PREPARATION

L'objectif général du projet est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. Spécifiquement, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte

2.2. LOCALISATION DES ZONES D'INFLUENCE DU PROJET

2.2.1. Présentation de la zone d'influence élargie du projet

La Côte d'Ivoire est un État de l'Afrique occidentale de 322 463 km², avec une population de 22,8 millions d'habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014. Au niveau économique, la Côte d'Ivoire avec un taux de croissance annuel estimé à 7,9%. Elle dispose de solides atouts économiques et se classe selon la Banque mondiale parmi les pays à revenu moyen inférieur avec un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant d'environ 990 000 Francs CFA (1 520 dollars US) en 2016 (Banque Mondiale).

Néanmoins, la pauvreté demeure un phénomène majoritairement rural, qui se manifeste dans les inégalités d'accès aux services essentiels et les disparités hommes-femmes et qui nourrit les clivages entre groupes de revenu économique mais aussi entre les populations urbaine et rurale.

Le pays assure son autosuffisance énergétique grâce à l'exploitation depuis quelques années de gisements de gaz et de pétrole. Ils lui ont permis d'exporter de l'électricité (Mali, Guinée, Burkina Faso) et des produits pétroliers dans la sous-région.

L'organisation administrative de la Côte d'Ivoire présente deux districts autonomes (district autonome d'Abidjan et district autonome de Yamoussoukro), douze districts dont les districts de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Denguélé constituant la zone d'influence élargie du projet, cible du présent PCR.

Les trois (3) districts s'étendent du Centre au Nord de la Côte d'Ivoire, et est frontalier des républiques du Burkina Faso, du Mali (au Nord) et de la Guinée (à l'Ouest). Ce bloc que constituent ces trois (3) Districts est limité dans sa partie sud par les Districts du Woroba, de la Marahoué-Sassandra, de la Comoé et des Lacs, puis enfin dans sa partie Ouest par celui du Zanzan.

Les présentations des aspects socioéconomiques spécifiques des régions constitutives des différents districts sont fournies en annexe 6.

2.2.2. Zones de couverture ciblées du projet

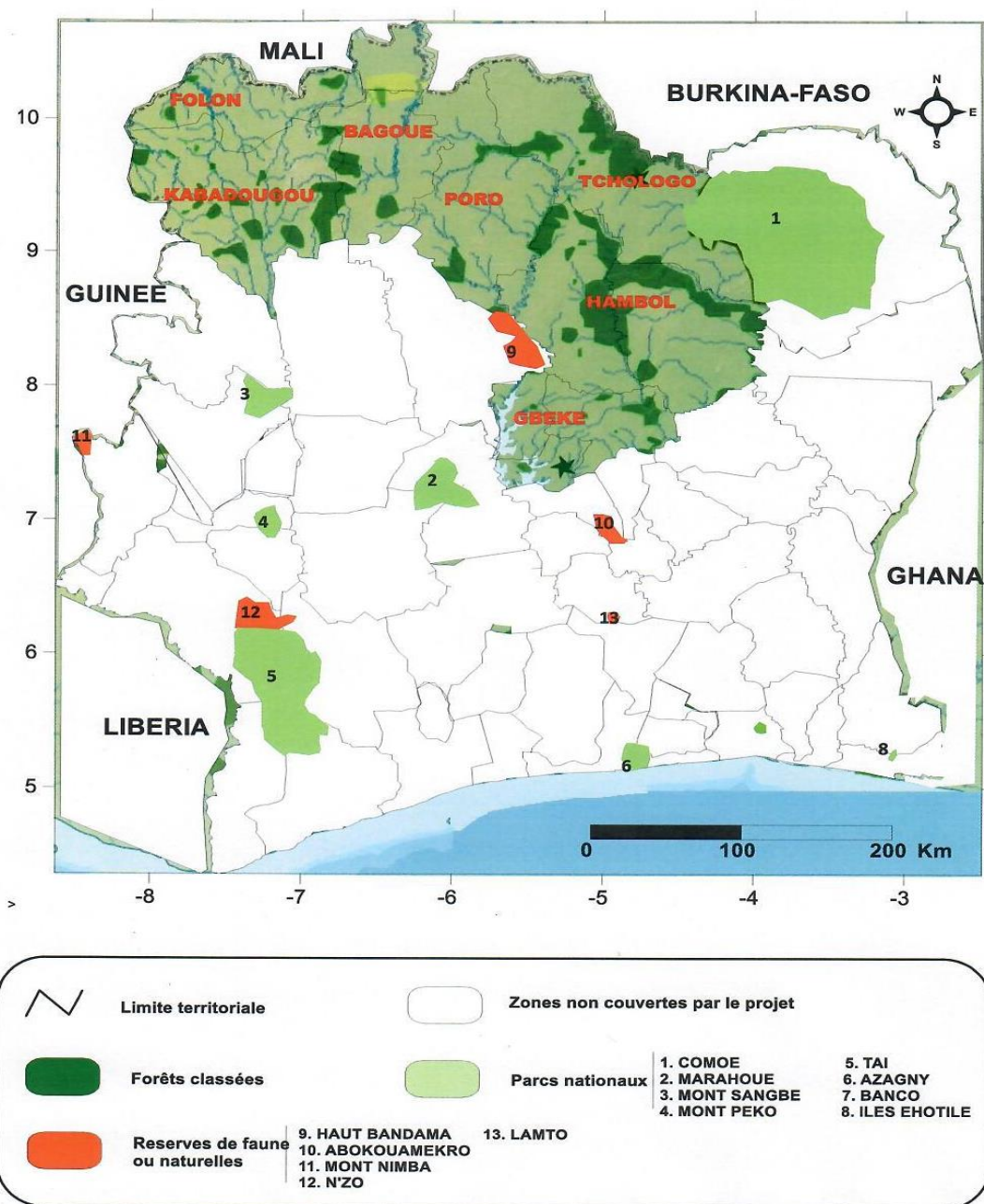
Le projet ici concerné vise à électrifier des localités situés dans 3 différents du Woroba (209 localités), le District des Montagnes (44 localités), le District du Zanzan (531 localités), le District de la Vallée du Bandama (20 localités), le District des SAVANES (140 localités), le District du Denguélé (16 localités), le District du Sassandra-Marahoué (31 localités), le District autonome de Yamoussoukro (1 localité), le District des Lacs (97 localités), le District de la Comoé (9 localités) et enfin le District des Lagunes (9 localités).

Les Districts de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Denguélé constituent qui constituent le lot 3, font l'objet de la présente étude.

Tableau 1: Répartition des localités concernées par le lot 3

DISTRICT	REGION	DEPARTEMENT
VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)
	HAMBOL (08)	NIAKARAMADOUGOU (08)
SAVANES (139)	BAGOUE (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)
	PORO (39)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KORHOGO (04) ; M'BENGUE (02)
	PORO (81)	KORHOGO (80)
		DIKODOUGOU (01)
	TCHOLOGO (03)	FERKESSEDOUGOU (03)
DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05)
	KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude (Régions du Gbêkê du Hambol, du Tchologo, du Poro, du Bagoué, du Kabadougou et du Folon



2.3. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le projet vise au raccordement de 1 088 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 348 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 028 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

2.4. COMPOSANTE DU PROJET ET EMPRISE SUSCEPTIBLES D'ENTRAINER DES DEPLACEMENTS INVOLONTAIRES DE POPULATIONS

Parmi les composantes du projet, ce sont les activités de la composante construction des 3 348 km de ligne Moyenne Tension, 1 028 km de ligne Basse Tension ainsi que les embases des poteaux et poste de transformateurs qui seront susceptibles de déclencher le processus de déplacement involontaire ou de compensation des populations dans le district du Zanzan. Ainsi, ces activités pourront conduire à des impacts négatifs sur l'habitat humain et engendrer la réalisation de plan de réinstallation involontaire.

De façon spécifique, la construction des lignes (MT, BT et poste de transformation de type H61) ainsi que les lieux d'entreposage des équipements et de local éventuel servant de bureau constituent les zones directes d'impacts potentiellement négatifs du projet. La surface susceptible d'être impactée par les embases des poteaux et la construction de la ligne MT et BT apparaissent être les activités les plus susceptibles d'impacts négatifs sur le milieu dans la phase de réalisation. S'agissant des lignes MT un couloir de 15m de large sur le linéaire total est envisagé comme emprise sur toute la longueur du linéaire.

2.5. PRESENTATION DE L'INITIATEUR DU PROJET

Le PROSER est initié par le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Energies Renouvelables qui en assure la maîtrise d'ouvrage. Il est représenté dans ce projet par Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) qui est le maître d'ouvrage délégué.

Avec un capital social de 20 000 000 000 F CFA, Côte d'Ivoire Energies (CI ENERGIES) est née de la troisième réforme du secteur de l'électricité entreprise par l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette Réforme a conduit à la dissolution et la fusion de la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité (SOGPE) et la Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE), sociétés d'Etat issues de la seconde réforme du secteur de l'électricité en Décembre 1998.

Créée par décret N°2011- 472 du 21 décembre 2011, CI-ENERGIES s'est vue confier les attributions de la SOGPE et de la SOPIE avec comme mission globale d'assurer le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'État en tant qu'autorité concédant.

CI-ENERGIES est le maître d'ouvrage délégué du secteur de l'électricité. Elle a pour objet, en République de Côte d'Ivoire et à l'étranger d'assurer le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique, la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'Etat en tant qu'autorité concédant ainsi que la production d'électricité et toute autre activité du secteur de l'électricité qui pourrait lui être confiée par l'Etat. A cet effet, elle prend toutes les dispositions nécessaires, entre

autres, pour: la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport, de distribution et d'électrification rurale; la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs aux infrastructures, ouvrages et équipements du secteur de l'électricité.

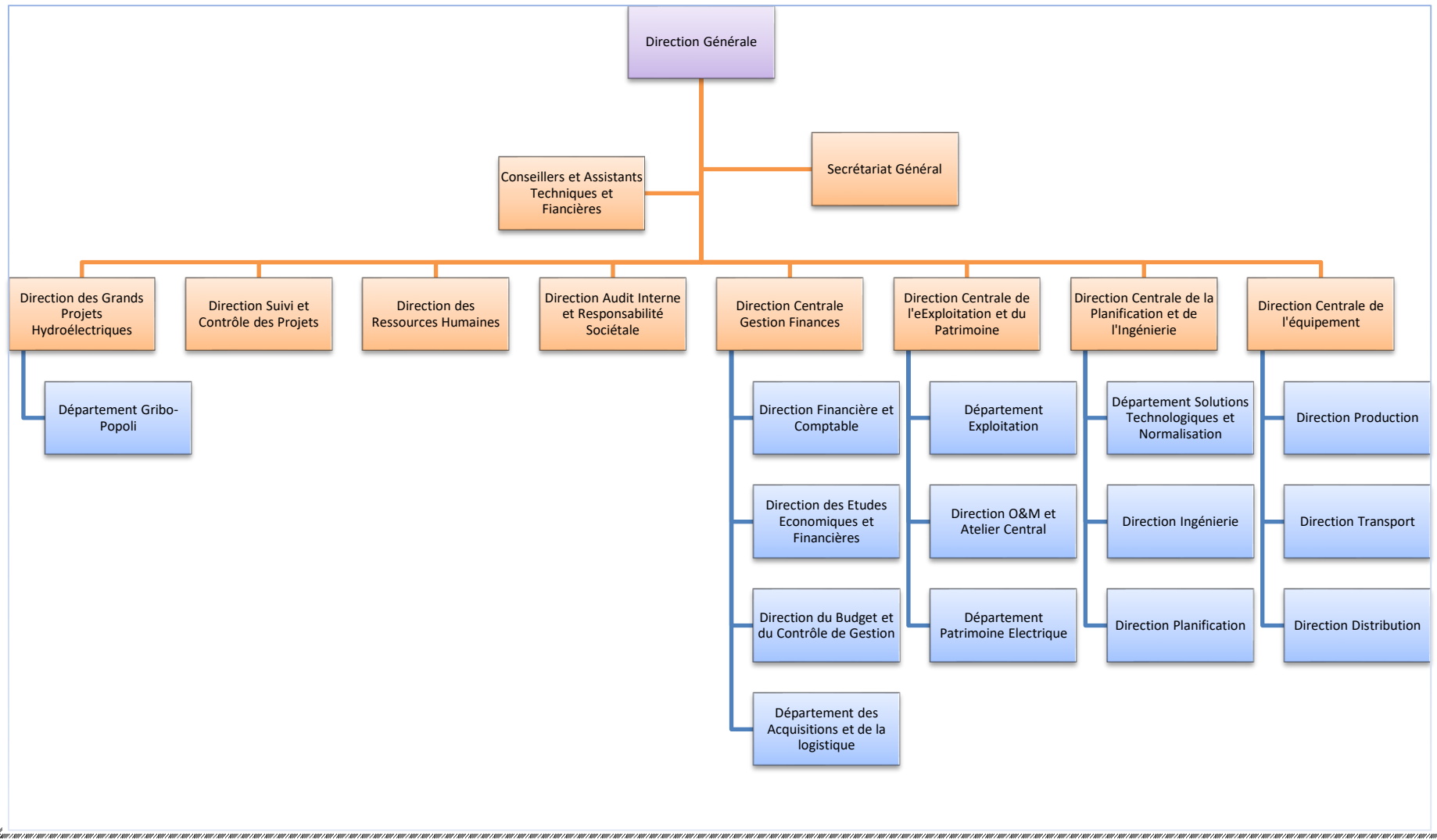
L'organisation mise en place par CI-ENERGIES pour assurer sa mission se compose d'une Direction générale comptant globalement:

- ✓ Quatre grandes directions
 - Direction des grands projets hydroélectriques,
 - Direction Suivi et contrôle des projets,
 - Direction des ressources humaines,
 - Direction Audit interne et responsabilité sociétale.
- ✓ Quatre Directions centrales
 - Direction centrale de Gestion et finances,
 - Direction centrale de l'exploitation et du patrimoine,
 - Direction centrale de la planification et de l'Ingénierie,
 - Direction centrale de l'équipement et des travaux,
- ✓ Un Secrétariat général comportant trois directions dont:
 - Direction des systèmes d'information,
 - Direction juridique et assurances,
 - Direction communication et relations publiques.

Elle dispose d'une équipe en charge de sa politique environnementale à travers la cellule Audit, Qualité, Sécurité et Environnement.

L'organigramme de la Direction Générale de CI-ENERGIES est présenté figure 1 ci-dessous.

Figure 2 : Organigramme de CI-ENERGIES (actualisé, 2018)



3. IMPACTS, RESTRICTIONS D'ACCES TEMPORAIRE

Les impacts positifs du projet justifient sa mise en œuvre. Les impacts négatifs sont quant à eux à analyser en vue de les réduire ou les éviter. Ces impacts sont possibles pendant la réalisation des travaux voire après la réalisation des travaux en phase d'exploitation sur une durée plus ou moins longue selon leur type et leur portée.

3.1. IMPACTS POSITIFS POTENTIELS

De façon générale, le projet après sa réalisation aboutira à l'amélioration de la qualité de vie des populations dans les 176 localités. En effet, l'accès à l'électricité contribue à l'amélioration du bien-être économique et social en influençant positivement les déterminants de l'Indice de Développement Humain (IDH) en agissant sur trois leviers de développement humain à savoir la santé, l'éducation et le niveau de vie économique.

3.1.1. Impacts positifs sur la santé

Sur le plan de la Santé, l'électrification permet l'accroissement de l'espérance de vie des populations en agissant sur des facteurs d'améliorations sanitaires tels :

- la conservation des produits pharmaceutiques et de soins divers
- l'amélioration des conditions d'hygiène des populations par l'accès à l'eau potable par un réseau d'adduction d'eau alimenté par des pompes électriques ;
- les interventions de nuit (opérations chirurgicales, accouchements) grâce à un meilleur niveau d'éclairage;
- la disponibilité de tout type d'appareillage électrique médical opérationnel et permettant d'améliorer les diagnostics et les soins ;
- la réduction des intoxications et des incendies causés par l'utilisation des équipements d'éclairage traditionnels ;

A cela, s'ajoute le fait que la présence de source d'énergie électrique est un moyen de facilitation de la mise en place et du fonctionnement optimal des centres de santé avec comme effets induits la réduction du taux de mortalité infantile et du nombre de décès par maladie.

3.1.2. Impacts positifs sur l'éducation

Sur le plan de l'Education, l'électrification des localités permettra :

- l'amélioration des conditions d'études des élèves et conséquemment des résultats scolaires du fait de la disponibilité quasi permanente de l'éclairage (y compris l'usage de l'éclairage public pour les enfants scolarisés des ménages non abonnés)
- d'inciter les instituteurs à accepter de servir dans les villages grâce à une meilleure qualité de vie socioprofessionnelle due au confort que procure l'électricité ;
- l'accès des populations des zones rurales à l'information par le biais de la radio, de la téléphonie cellulaire de la télévision et de l'internet.

Cela se mesure à travers l'accroissement du nombre d'établissements scolaires, l'augmentation des effectifs scolaires avec un impact positif sur le genre, l'amélioration du taux de réussite scolaire et du niveau d'alphabétisation en général.

3.1.3. Impacts positifs sur le niveau de vie économique

Les impacts positifs de l'électrification sur le niveau de vie économique se traduisent par l'amélioration des revenus. En effet, du fait de l'électricité et de l'éclairage domestique ou public, les revenus des ménages peuvent se trouver améliorés par :

- le développement de petites activités commerciales et artisanales exerçables autant le jour que la nuit telles le commerce d'articles divers à travers des boutiques, les maquis, les boulangeries, les salons de coiffure, les ateliers de mécanique et soudure, ventes diverses (eau glacée, glace alimentaire, jus de fruits, poisson frais, commerce de nuit etc.).
- le maintien de la jeunesse déscolarisée et non scolarisée et la réduction de l'exode rural par le confort domestique couplé à de nouvelles opportunités économiques ;
- l'accroissement de la productivité des populations et la réalisation de revenu supplémentaire participant à l'accroissement des ressources financières des ménages ;
- la transformation (moulure, décorticage) et la conservation des produits agricoles.

Le gain de temps à travers la suppression des déplacements pour le rechargement des batteries et le maintien de la jeunesse déscolarisée comme non scolarisée par le confort domestique couplé à de nouvelles opportunités économiques peuvent être convertis pour une localité bénéficiant du projet en productivité économique et permettre d'améliorer notablement l'économie locale.

3.1.4. Impacts positifs spécifiques sur les conditions de vie des femmes

Les femmes jouent un rôle essentiel au sein de la famille et dans la communauté. En effet, en plus des activités de productions à l'instar des hommes, elles interviennent presque de façon exclusive dans les tâches ménagères. De façon spécifique donc, le projet leur permettra la :

- Réduction de la pénibilité et le temps alloué à certaines tâches domestiques de transformation à l'aide de moulin et de décortiqueuses des produits de consommation tels le maïs, karité, mil, riz, arachide...
- Amélioration des conditions de cuisines par la disponibilité de l'éclairage, de préparation des repas et de conservation des repas ainsi que des condiments par l'usage des appareils électroménagers;
- Amélioration des conditions de soins et d'accouchement des femmes enceintes grâce à l'éclairage la nuit et à l'utilisation d'appareils biomédicaux modernes
- Amélioration de la scolarisation des filles du fait de l'amenuisement de l'appui de celles-ci aux tâches ménagères de la jeune fille
- Accès aux moyens modernes d'informations et de communications telles

Ces conditions rendues favorables par l'électrification peuvent être capitalisées en gain de temps et de santé convertible en facteur d'amélioration de la productivité économique des femmes et par ricochet des ménages.

3.1.5. Impacts positifs spécifiques sur les organisations des femmes

Au niveau des organisations féminines, l'électricité pourraient créer des opportunités d'investissement à travers la mise en place d'AGR collectives dont les revenus pourront améliorer les ressources d'entraide de celles-ci.

Il pourrait s'agir entre autres d'unités de décorticages et/ou de moulinage des produits dans le cadre de la préparation du beurre de Karité ou de la bière de mil (boisson locale).

3.2. IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS POTENTIELS

3.2.1. Méthodologie de l'identification des impacts socioéconomiques négatifs

La méthodologie permettant d'évaluer les impacts socioéconomiques liés à l'expropriation des terres ou autres actifs de production, renferme les étapes successives suivantes :

- identification et description des biens et actifs susceptibles d'être affectés par le projet ;
- description des caractéristiques économiques des personnes victimes (ménages, communautés ou entreprises) ;
- évaluation de pertes économiques provoquées par le déplacement involontaire des personnes situées dans l'emprise du projet.

Pour chacune de ces activités, une matrice d'identification et d'évaluation des impacts devra être élaborée.

3.2.2. Impacts négatifs probables du projet

Les impacts sociaux les plus significatifs en termes de déplacement physique et économique vont se manifester à travers la réalisation des travaux de construction des lignes MT et BT, des embases de poteaux et des postes de transformation ainsi que les lieux d'entreposage des équipements et de locaux éventuels servant de bureau.

3.2.2.1. Restriction d'Accès Temporaire

Les tracés et les sites d'implantation de ces infrastructures n'étant pas encore connus, il est à retenir que de manière globale, les impacts sociaux négatifs de projets de telle nature vont surtout concerner principalement la restriction d'accès temporaire au niveau des emprises des tracés et les installations pour travaux.

3.2.2.2. Destruction de cultures et/ou de pâturages

En outre, ces genres de travaux engendrent souvent d'autres impacts sociaux négatifs potentiels tels les coupes d'arbres dans les plantations agricoles ou des arbres fruitiers dont les arbres de Karités, les dégâts de cultures vivrières ou maraîchères et/ou de pâturages.

3.2.2.3. Perturbation des activités commerciales

Les pertes d'activités socio-économiques et de moyens d'existence situés sur les emprises réservées au tracés ou au site, ou la démolition des structures et infrastructures qui s'y trouvent entraînant des pertes d'infrastructures et/ou de revenus issus de la perturbation des activités économiques (commerces, restaurants, kiosques, garages, salons de coiffures) sont également possibles. Toutefois celles-ci seront plus occurrentes dans les espaces habités ou les villages non lotis ou là où les installations aux abords des voies se sont faites de façon anarchique.

3.2.2.4. Destruction des infrastructures d'habitations et bâtiments annexes

Le dégagement des emprises des travaux suite au tracé pourraient aboutir à des destructions des habitations et/ou bâtiments annexes (cuisine, douches, hangar...). Toutefois ces cas surviendront surtout dans les villages non lotis ou là où les constructions des habitations se sont effectuées de façon anarchique.

3.2.2.5. Autres impacts négatifs

Par le fait des travaux décrits plus haut, d'autres impacts pourraient se situer au niveau des réseaux existants d'autres concessionnaires (eau, téléphone, électricité)

Par ailleurs des pertes d'accès aux ressources, des pertes de patrimoines culturelles et cultuels (cimetières, mosquées, églises, sites sacrés, etc.), la perturbation du cadre de vie, la génération de déchets solides, les risques d'accidents lors des travaux sont aussi à prévoir.

4. DISPOSITIONS POUR L'EXECUTION

4.1. DECLENCHEMENT DE LA SO2 DE LA BAD

Le Système de Sauvegardes Intégrées (SSI) de la BAD dont fait partie intégrante les sauvegardes opérationnelles (SO) a été mise en route en décembre 2013. Il décrit les exigences de la Banque en matière d'évaluation environnementale et sociale des opérations, et les niveaux appropriés de gestion environnementale et sociale. Il définit également les niveaux de responsabilité concernant les actions et décisions nécessaires pour mettre en œuvre le SSI à différentes étapes du cycle du projet – en particulier, les responsabilités respectives du client et du personnel de la Banque. Ce SSI, développé par la BAD, renferme des sauvegardes opérationnelles dont la SO2 pour affronter et réduire ces risques d'appauvrissement dans le milieu d'accueil et maintenir la cohésion préexistante des communautés bénéficiaires des projets financés. LA SO2 invite à s'efforcer d'éviter, dans la mesure du possible, ou de minimiser la réinstallation involontaire en étudiant toutes les alternatives réalisables dans la conception du projet.

Pourtant, il apparaît dans le cadre du développement des activités du présent projet des risques d'impacts aux niveaux économiques, sociaux et environnementaux, tels que :

- le démantèlement des systèmes de production ;
- la réduction des moyens et facteurs de production des populations ainsi que la perte de revenus ;
- le déplacement des activités de production dans des environnements où leurs techniques de production risquent d'être moins performantes et la compétition sur les ressources plus forte ;
- l'affaiblissement des structures communautaires et les réseaux sociaux;
- la perturbation de l'identité culturelle, de l'autorité traditionnelle et des possibilités d'entraide qui seront amoindries ou ruinées.

En outre, les dispositions de sauvegardes de la BAD implique également la prise en compte de mesures édictées selon d'autres thématiques notamment la stratégie sur le genre de 2014 et l'engagement de la société civile de 2012.

4.2. PRINCIPES ET REGLES

La réalisation des travaux émanant du projet sont d'intérêt public et susceptibles d'impacts sur l'environnement physique et humain en particulier. Des principes de base sont alors à prendre en compte. Ainsi, toutes personnes physiques ou morales qui perdraient des biens ou des droits, du fait de cette intervention, devraient se voir indemnisées et assistées à temps afin que leur condition de vie ou de fonctionnement ne soit pas dégradée à cause de ces pertes aux regards des dispositions de protection et de respect des droits en vigueur.

4.2.1. Respect de la réglementation et des procédures en vigueur

Le déplacement des personnes affectées dans le cadre de la mise en œuvre du projet s'inscrit dans la logique des déplacements involontaires et doit à ce titre se faire dans le cadre des dispositions légales et réglementaires nationales¹ et de l'utilisation des instruments de sauvegardes des organismes de financement notamment le Système de Sauvegarde intégré de la BAD à travers les sauvegardes opérationnelles.

¹ Les dispositions énoncées dans la section 8.3

4.2.2. Evitement et minimisation des déplacements physiques et réinstallations involontaires

L'expropriation de terres et des biens ainsi que les impacts sur les biens culturels physiques (les sites sacrés très présents dans les Zones du projet) et les patrimoines nationaux dont le Parc National de la Comoé sont à éviter.

De façon générale, la réinstallation involontaire dans la mesure du possible, est à éviter ou tout au moins minimisée, en tenant compte de toutes les alternatives dans la conception des activités du projet.

Tout Plan d'action de Réinstallation (PAR) rattaché à un projet ou sous-projet devra contenir une section présentant de façon détaillée les approches adoptées et les stratégies à mettre en œuvre pour minimiser la réinstallation. Ce PAR comportera également l'analyse des alternatives considérées et les actions à entreprendre. Chaque PAR mettra en exergue tous les impacts économiques directs des opérations de réinstallation involontaire.

4.2.3. Prise en compte de l'équité dans les dédommagements et réparation des préjudices

La logique mise en avant en matière de réinstallation procède du fait que toute personne qui cède involontairement des biens pour l'intérêt général ne peut être appauvrie par sa contribution au développement local ou national. Ainsi, les PAR se fonderont sur la nécessité d'assurer d'une part l'équité dans le dédommagement des pertes subies et, d'autre part, toute assistance indispensable pour la réinstallation. Les personnes affectées par les activités du projet à savoir la PAP, notamment les plus vulnérables (les pauvres, les femmes, les enfants, les personnes très âgées, les malades...) seront, d'entre tous les assistés en priorité.

Le déplacement des PAP doit faire l'objet d'un paiement d'une indemnité d'expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens ;

Les PAP doivent bénéficier en cas de relogement ou recasement, en plus de la compensation, d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation, en prenant en compte des mesures d'assistance à la restauration des revenus.

Les modes de compensation pratiqués couvrent la compensation en nature, en numéraire, individuelle et/ou collective.

La consistance des biens à indemniser s'apprécie par rapport à tous les éléments matériels (sous-sol, sol, construction) et juridiques (quel que soit le titre d'occupation de l'espace) qui compose le bien impacté par le projet.

4.2.4. Implications des PAPs dans le processus de réinstallation involontaire

L'élaboration des PAR et leur mise en œuvre se fonde sur le principe de l'implication et de la participation effectives des PAPs à toutes les étapes des processus (de la planification à la mise en œuvre puis au suivi-évaluation). Cette approche participative des populations reste une dimension importante dans la mesure où l'expropriation des biens pour cause d'utilité publique est une manifestation régaliennne des pouvoirs de l'Etat qui touche directement aux vies des personnes concernées.

Les populations seront consultées au préalable et négocieront les conditions de leur réinstallation ou de leur compensation de manière équitable et transparente au début de la procédure. C'est aussi l'objectif visé par la partie nationale à travers l'institution des enquêtes

de commodo et incommodo et de l'acte de déclaration d'utilité publique qui sont adressés aux personnes intéressées, qu'elles soient propriétaires ou pas, avant le démarrage du processus de déplacement des populations. Une réflexion approfondie devra être menée relativement à l'exécution des déplacements involontaires afin de déterminer le cadre approprié pour conduire les négociations (commune, village, famille, individu) d'une part et les approches spécifiques à adopter d'autre part.

POLITIQUES ET OBJECTIFS REGISSANT LE PROCESSUS DE REINSTALLATION

4.3. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE REINSTALLATION

En se référant à des situations survenues après la mise en œuvre de différents projets de développement, il est à craindre que des déplacements involontaires de population ou la perte de biens/revenus dans le cadre de l'exécution des projets de développement engendrent des effets désastreux sur les conditions de vie des populations affectées, notamment au niveau socioéconomique.

Dans le but de maîtriser les effets négatifs et de minimiser les risques de dégradations des conditions de vies des bénéficiaires directs et indirects, la Banque Africaine de Développement à l'instar de la Banque mondiale et autres organismes de financement a initié des mesures de sauvegardes opérationnelles notamment la SO2 relative à la Réinstallation involontaire (acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation).

La sauvegarde SO2 traite de la façon dont il faut procéder. Cette sauvegarde veut que la réinstallation de populations soit une mesure qu'on doit essayer d'éviter ou de restreindre le plus possible. Si l'on ne peut y échapper et que la réinstallation involontaire se justifie pleinement, la Banque exige la formulation et le financement de plan de réinstallation qui permettent aux populations déplacées d'améliorer ou, tout au moins, de retrouver le niveau de vie qu'elles avaient avant le projet.

Ce plan de réinstallation à élaborer vise à :

- Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et,
- Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

4.4. FONDEMENT DE LA POLITIQUE DE REINSTALLATION

Le problème de la réinstallation de populations est complexe dans la mesure où il faut remplacer les biens des personnes affectés pour leur permettre de reconstruire leur existence et leur productivité économique à l'identique.

La SO2 de la BAD qui traite du processus de la réinstallation involontaire veut que la réinstallation de populations soit une mesure qu'on doit essayer d'éviter ou de restreindre autant que possible. Si l'on ne peut y échapper et que cette mesure se justifie pleinement, la Banque recommande l'élaboration d'un plan de réinstallation qui permet aux populations déplacées d'améliorer ou, tout au moins, de retrouver le niveau de vie qu'elles avaient avant le projet

4.5. MATRICE DES DROITS DE COMPENSATION

Tableau 2: Impacts négatifs en rapports avec les critères d'éligibilité et de compensation

4. DISPOSITIONS POUR L'EXECUTION

Catégorie de biens	Impacts	Eligibilité	Compensation
CULTURES	Cultures annuelles	Cultivateur propriétaire de la culture	Indemnisation de la perte de récolte à la valeur du marché local à combiner avec les coût d'indemnisation de l'arrêté interministériel ² du 01 Août 2018.
	Cultures pérennes et fruitières	Cultivateur propriétaire de la culture	Indemnisation de la plantation à sa valeur intégrale de remplacement comprenant les coûts d'indemnisation des pertes selon les dispositions de l'arrêté interministériel (ci-dessous) ³ , le coût de réinstallation sur un nouveau site, et le revenu perdu pendant la période comprise entre la destruction et le début de la production
BÂTIMENTS	Structures précaires	Propriétaire de la structure	Indemnisation forfaitaire à la valeur intégrale de remplacement sur la base d'une catégorisation des bâtiments précaires à établir par les PAR Reconstruction exceptionnelle par le Projet pour les personnes vulnérables Opportunité de reconstruction évolutive sur fonds propres sur des parcelles de réinstallation aménagées sommairement (concept « TP » Temporaire – Permanent) quand la sécurité foncière est garantie sur des parcelles de réinstallation
	Structures permanentes	Propriétaire de la structure	Indemnisation sur la base d'une évaluation au cas par cas de la valeur intégrale de remplacement du bâtiment Reconstruction par le Projet d'un bâtiment équivalent
ACTIVITES	Petites activités informelles	Exploitant de l'activité	Indemnisation forfaitaire du coût de reconstruction, du coût de déménagement et de la perte de revenu pendant la période de réinstallation, à évaluer sur la base d'une catégorisation des petites activités à établir par les PAR
	Moyennes et grandes activités	A examiner au cas par cas, répartition à envisager entre propriétaire et exploitant	Indemnisation du coût de reconstruction, du coût de déménagement et de la perte de revenu pendant la période de réinstallation, à évaluer au cas par cas

² Arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MCLU/MMG/MEER/MPEER/SEPMBPE du 01 Août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation ou projet de destruction des cultures ou autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage

³ Déjà cité

4. DISPOSITIONS POUR L'EXECUTION

Catégorie de biens	Impacts	Eligibilité	Compensation
AUTRES	Déménagement	Résident sur place, quel que soit le statut d'occupation	Indemnité forfaitaire de déménagement par ménage
	Locataire	Locataire résident	Obligation de donner un préavis au locataire
	Récupération des matériaux	Propriétaire des bâtiments	Droit à récupérer les matériaux même si le bâtiment fait l'objet d'une indemnisation

5. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET LEGAL DE LA REINSTALLATION

5.1. CADRE POLITIQUE NATIONAL

En Côte d'Ivoire, le Gouvernement a intégré la protection de l'Environnement dans la conception et la mise en œuvre des Politiques, Stratégies, Plans, Programmes et Projets de développement. En effet, la dégradation récurrente des ressources naturelles a conduit le pouvoir public à prendre conscience de la nécessité d'adopter des mesures de sauvegarde de l'Environnement.

5.1.1. Politique nationale en matière d'environnement

Pour faire face aux problèmes environnementaux rencontrés, la Côte d'Ivoire s'est dotée à partir de 1992, au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil, d'un Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) qui constitue le cadre d'orientation permettant de mieux cerner la problématique environnementale dans sa réalité et sa complexité. C'est ainsi qu'en 1994, le « Livre Blanc » de l'Environnement de la Côte d'Ivoire fut publié par la Cellule de Coordination du PNAE.

La mise en œuvre de ce plan a nécessité la définition préalable d'un cadre institutionnel, législatif et juridique dans lequel s'inscrivent désormais les actions environnementales en Côte d'Ivoire. Ainsi, au plan législatif, a été promulguée le 3 octobre 1996, la loi n° 96-766 portant Code de l'Environnement et au plan réglementaire le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.

La politique environnementale en Côte d'Ivoire relève du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD). Ce Ministère est chargé de définir les orientations et stratégies nationales en matière de gestion environnementale et de légiférer à cet effet.

La politique environnementale au sein du MINEDD est mise en œuvre par la Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD).

Au niveau régional, il existe des Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD).

Au niveau du suivi des Etudes d'Impact Environnemental, l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE), créée par le Décret n°97-393 du 9 juillet 1997, est la structure du Ministère de l'Environnement chargé de rédiger en collaboration avec le Maître d'ouvrage, les Termes De Référence (TDRs).

5.1.2. Politique de développement durable

La politique de développement durable mise en œuvre en Côte d'Ivoire en vue de réduire les impacts du changement climatique, s'inspire de la définition donnée au développement durable comme étant : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». En conséquence toute préoccupation d'ordre environnementale devient indissociable de toutes les actions visant le développement industriel de la Côte d'Ivoire et le progrès en général. Elle s'articule autour du renforcement et de l'adaptation du cadre institutionnel et réglementaire mais également par la mise en œuvre d'initiatives privées. L'objectif visé par cette politique est de réduire l'empreinte écologique, de garantir la durabilité de l'économie et d'améliorer la compétitivité internationale. Cette dynamique nouvelle du développement durable amorce une vision nouvelle du développement. Il s'agit donc de créer un ensemble de conditions

favorables qui prennent en considération tous les aspects de la valorisation de l'environnement, sans que cela constitue en soi un frein au progrès social, économique et politique.

5.1.3. Politique de la santé et de l'hygiène publique

La politique de la santé en Côte d'Ivoire est fondée sur les soins de santé primaires (SSP). Elle est mise en œuvre par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Dans les régions cette politique est mise en place par des Directions Régionales et leurs structures décentralisées. Dans le domaine de la Santé et de l'Hygiène, le Ministère met un accent particulier sur : l'élimination des excréta et autres déchets y compris les déchets biomédicaux ; la sensibilisation des communautés sur les bienfaits de l'hygiène du milieu ; la vulgarisation d'ouvrages d'assainissement à moindre coût ; la vulgarisation et l'application des règles d'hygiène.

5.1.4. Politique nationale de l'électricité

Dans le souci de faire face aux insuffisances relevées dans le domaine de l'électricité, le Gouvernement Ivoirien a développé une vision politique basée sur quatre (4) axes notamment :

- (i) l'amélioration de la production d'électricité à travers un programme de réhabilitation et de renforcement pour parvenir à une adéquation entre l'offre et la demande d'électricité y compris la demande à l'exportation ;
- (ii) l'application des mesures institutionnelles (adoption du Code de l'électricité) accompagnée par la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités des acteurs du secteur ;
- (iii) l'atteinte de l'équilibre financier du secteur, afin de renforcer les capacités d'investissements du secteur de l'électricité ;
- (iv) et la prise en compte des énergies nouvelles et renouvelables, en vue de baisser les coûts de raccordement et tirer profit des potentialités nationales.

Cette politique ainsi définie est mise en œuvre par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables (MPEDER). Le suivi de son application est assuré par la Direction Générale de l'Energie (DGE) tandis que la Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) assure la maîtrise d'ouvrage déléguée.

5.1.5. Politique de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'accès à l'électricité

A l'instar du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le Plan National de Développement (PND) 2012-2015 intègre, dans les priorités du Gouvernement, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'assainissement du milieu. Le PND (2016-2020) constitue une manifestation de la volonté politique gouvernementale à s'engager, auprès de ses partenaires, à réduire la pauvreté en offrant aux populations démunies, un cadre de vie décent.

La première phase (2012-2015) du PND ayant connu un succès remarquable, le Gouvernement s'est employé à mettre en œuvre la seconde phase du PND couvrant la période 2016-2020 qui mettra l'accent les axes stratégiques suivants :

- le renforcement de la qualité des institutions et de la bonne gouvernance ;
- l'accélération du développement du capital humain et la promotion du bien-être social ;
- l'accélération des transformations structurelles et de l'industrialisation ;

- le développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et la préservation de l'environnement ;
- et le renforcement de l'intégration régionale et de la coopération internationale.

En matière énergétique, le Gouvernement prévoit dans le cadre du PND de faire de la Côte d'Ivoire le hub énergétique de l'Afrique subsaharienne à travers la mise à disposition des populations nationales et sous régionales, une énergie abondante de qualité et à moindre coût.

Ainsi, l'électrification rurale constitue l'une des préoccupations majeures de la politique économique et sociale du Gouvernement. À cet égard, ce sous-secteur a bénéficié d'un soutien historique constant de la part des pouvoirs publics, grâce à d'importants programmes engagés par l'État qui ont permis d'électrifier un grand nombre de localités rurales. Malgré ces résultats encourageants, l'objectif d'une électrification totale du pays est loin d'être atteint.

Par conséquent, le Gouvernement fait de l'électrification rurale une composante forte de son programme de développement. Il entend ainsi poursuivre et amplifier, à raison d'un minimum de 500 localités nouvelles à électrifier chaque année, les résultats obtenus afin d'atteindre l'objectif de l'électrification totale de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2025.

5.1.6. Politique nationale en matière genre

La problématique de l'égalité entre les hommes et les femmes constitue un enjeu majeur de développement en Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire, suite à sa participation à la quatrième conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), s'est engagée à mettre en œuvre les recommandations de ladite rencontre et d'en assurer le suivi. Récemment, la Côte d'Ivoire a fait sienne les recommandations issues du programme pluriannuel (2006-2011) de la commission de la Condition de la Femme des Nations Unies et la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le principe d'égalité entre femmes et hommes consacré dans la deuxième constitution du 23 juillet 2000 interdit toute forme de torture et de violence physique et morale, de mutilations et d'avilissement à l'égard des femmes. Aussi, le Gouvernement a-t-il pris des mesures d'ordre politique, législatif et administratif pour assurer la promotion de l'égalité entre les sexes et la dé-marginalisation des femmes. La dernière constitution du 8 novembre 2016 dans articles 35-36 et 37 encourage la promotion des femmes aux responsabilités dans les institutions et administration publiques ainsi qu'au niveau des entreprises.

5.1.7. Politique de décentralisation

La politique de décentralisation est mise en place et suivie par le **Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation**. En engageant le processus de décentralisation et de régionalisation, le Gouvernement Ivoirien a pour objectifs globaux : (i) d'assurer le partage de pouvoir entre l'Etat et les collectivités locales, (ii) de responsabiliser la population dans la gestion de son développement, (iii) d'enraciner la démocratie locale, (iv) de consacrer une nouvelle approche basée sur le développement participatif.

5.2. REVUE DE LA LEGISLATION NATIONALE EN MATIERE D'ACQUISITION DES TERRES ET DE REINSTALLATION

5.2.1. Le régime foncier

Aux termes de l'article 1^{er} de la Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 portant Code du Foncier Rural, modifiée par la loi n°2004-412 du 14 août 2004: « le domaine foncier rural est constitué par l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seul l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires ».

Il faut mentionner que l'article 26 du Code Foncier a été modifié en 2004 pour permettre aux personnes physiques étrangères, qui détenaient des titres fonciers et dont les terres étaient immatriculées à leurs noms avant la loi de 1998, de garder la propriété de leurs terres et de pouvoir les transmettre à leur descendance.

5.2.2. Le domaine public

La définition du domaine public en Côte d'Ivoire est textuelle et est issue principalement de l'article 1^{er} du décret du 29 septembre 1928 qui dispose que font partie du domaine public :

- les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de 100 m mesurée à partir de cette limite;
- les cours d'eaux navigables ou flottables, ainsi qu'une zone de passage de 25 m de large sur chaque rive;
- les sources et cours d'eau non navigables, ni flottables;
- les lacs, étangs et lagunes, ainsi qu'une zone de 25 m de large sur chaque rive;
- les nappes aquifères souterraines, quel que soit leur provenance, leur nature et leur profondeur;
- les canaux de navigation, les canaux d'irrigation, les canaux d'assèchement exécutés dans l'intérêt du public, ainsi que les dépendances de ces ouvrages;
- les chemins de fer, les routes, les voies de communication de toute nature et les dispositifs de protection de ces voies;
- les conduites d'eau, les conduites d'égouts, les ports, les digues maritimes et fluviales, les ouvrages d'éclairage et de balisage et leurs dépendances;
- les lignes télégraphiques, téléphoniques et leurs dépendances, ainsi que les aériens des stations radioélectriques;
- les ouvrages de fortification des places de guerre ou les postes militaires ainsi qu'une zone large de 250 m autour de ces ouvrages.

A côté de ce texte colonial, il convient de mentionner la loi n°84-1244 du 8 novembre 1984 portant régime domanial des communes et de la ville d'Abidjan.

D'autres textes sont venus élargir le champ des biens du domaine public de l'Etat. Il s'agit entre autre de la loi sur le patrimoine culturel du 28 juillet 1987, de la loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'eau, de la loi n° 2002-102 du 11 février 2002 relative à la création, à la gestion et au financement des parcs nationaux et des réserves naturelles.

En vertu du principe de l'indisponibilité du domaine public, tout droit concédé par l'administration sur le domaine public reste précaire et irrévocable à tout moment. Les occupants du domaine public n'ayant pas fait l'objet de déclassement s'expose à un déguerpissement pur et simple sans mesure d'accompagnement.

5.2.3. La compensation des plantes et récoltes

Le décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures, définit les conditions d'indemnisation des personnes dont les plantations seront affectées par des activités du PROSER. Ce décret est complété par l'arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MCLU/MMG/MEER/MPEER/SEPMBPE du 01 Août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation ou projet de destruction des cultures ou autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage, qui lui-même a remplacé l'arrêté n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 Juin 2014.

Cet arrêté est un acte réglementaire interministériel porté à la fois par différents Ministères en charge de l'agriculture, le Ministère en charge de l'économie et des finances et le Ministère en charge du budget, des ressources animales et halieutiques entre autres. A son article 1^{er}, il est mentionné que les taux d'indemnisation pour destruction de cultures sont déterminés suivant les formules de calcul indiquées en son annexe 1. Il fixe en son article 5 les critères à retenir pour le calcul de la valeur de l'indemnisation pour chaque type de culture. Ces critères sont les suivants :

- la superficie détruite (ha) ;
- le coût de mise en place de l'hectare (F CFA/ha) ;
- la densité recommandée (nombre de plants/ha) ;
- le coût d'entretien à l'hectare de culture (F CFA/ ha) ;
- le rendement à l'hectare (kg/ha) ;
- le prix bord champ (F CFA) en vigueur au moment de la destruction ;
- l'âge de la plantation ;
- le nombre d'années d'immaturité nécessaire avant l'entrée en production ;
- le préjudice moral subi par la victime.

Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction.

5.2.4. L'expropriation pour cause d'utilité publique

Le régime de l'expropriation est organisé par le décret du 25 novembre 1930, modifié par les décrets du 24 août 1933 et du 8 février 1949. La Constitution du 1^{er} août 2000 fixe le régime juridique de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans son article 15 : « Le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation ». Le Code civil également prévoit en son article 545 : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité ».

Il suit de ce qui précède, que l'expropriation ne doit pas être une spoliation. Elle doit être non seulement justifiée par l'utilité publique, mais elle implique une contrepartie pécuniaire, l'indemnité, qui doit être juste et préalable à la dépossession du terrain.

Les autorités publiques ont l'obligation de suivre une procédure minutieusement réglementée. Le décret du 25 novembre 1930 modifié par les décrets du 24 août 1933 et du 8 février 1949 exige la saisine du juge en tant qu'il est le garant de la propriété privée, dans la procédure pour le prononcé du transfert de propriété. Il assure en fin de compte le principe d'une indemnité qui doit être juste et préalable.

5.2.4.1. Les personnes pouvant exproprier

Les titulaires du pouvoir d'exproprier, ceux qui peuvent prendre l'initiative de l'expropriation, ceux qui ont le droit de recourir à l'expropriation, sont désignés comme les expropriants. Si, à l'origine, seul l'Etat était investi de ce droit qui porte une atteinte fondamentale au droit de propriété, il n'en est plus de même. Aujourd'hui, la qualité d'expropriant est reconnue à toutes personnes publiques.

5.2.4.2. La procédure normale de l'expropriation

L'expropriation pour cause d'utilité publique doit suivre une procédure minutieusement réglementée et propre, à garantir la réalité de l'utilité publique. Car, l'expropriation met en opposition deux valeurs légitimes, à savoir l'intérêt général et le droit de propriété. Les points principaux de la procédure ivoirienne en matière d'expropriation, se traduisent dans les actes suivants :

- acte qui autorise l'opération et déclare expressément l'utilité publique ;
- enquête de commodo et incommodo;
- arrêté de cessibilité désignant les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable ; la publication et le délai sont définis par les articles 6 à 8 ;
- comparution des intéressés devant la Commission Administrative d'Expropriation, pour s'entendre à l'amiable sur l'indemnisation ; l'entente fait l'objet d'un procès-verbal d'indemnisation ;
- paiement de l'indemnité en cas d'entente amiable;
- en cas d'absence d'entente amiable, communication du dossier au tribunal d'instance;
- prononciation du jugement : celui-ci est exécutoire par provision, nonobstant appel et moyennant consignation de l'indemnité.

Il faut noter que l'expropriation pour cause d'utilité publique ne s'applique que pour les Personnes Affectées par le Projet (PAPs) détenant un titre légal de propriété.

5.2.4.3. La fixation de l'indemnité

A défaut d'accord amiable entre l'administration et les intéressés, il revient au tribunal de déterminer le montant de l'indemnité. La fixation du montant de l'indemnité apparaît comme l'un des moments névralgiques de la procédure d'expropriation en Côte d'Ivoire. Elle donne lieu à d'interminables palabres.

Selon l'article 14 du décret du 26 novembre 1930, la fixation des indemnités par la commission administrative, en cas de cession amiable, ou par le juge de l'expropriation, doit s'opérer à partir d'une série d'éléments objectifs :

- la valeur de l'immeuble à la date du jugement de l'expropriation ;
- la plus-value ou la moins-value qui résulte pour la partie de l'immeuble non exproprié ;
- l'indemnité qui ne doit comprendre que le dommage actuel et certain directement causé par l'expropriation ;
- le recours à l'expertise, lorsque l'une des parties le demande.

C'est en tenant compte de tous ces éléments, que le tribunal fixe l'indemnité préalable et juste. Le montant de l'indemnité fixé, son paiement se fait préalablement à la prise de possession du terrain.

Si l'exproprié conteste le montant, ou fait appel du jugement d'expropriation, l'administration pourra cependant prendre possession de l'immeuble après avoir consigné le montant de l'indemnisation déterminé au Trésor. L'article 17 dispose à cet égard que : « le jugement de première instance est exécutoire pour provision, nonobstant appel et moyennant consignation de l'indemnité ». Si l'indemnité n'est pas acquittée, ou consignée dans les 6 mois de l'acte de cession amiable ou du jugement du tribunal, les propriétaires ont droit, selon l'article 23 du décret, au paiement d'un intérêt de 5%.

5.2.5. L'acquisition des terres détenues traditionnellement

Le décret n° 2014-25 modifiant le décret n° 2013-224 du 22 mars 2013, est le texte en vigueur en matière de purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général. La purge des droits coutumiers est un procédé administratif de libération des terrains détenus coutumièrement et sur lesquels l'administration reconnaît des droits fonciers coutumiers. Elle vise à l'extension des droits sur le sol des détenteurs coutumiers, par suite du versement d'indemnités compensatrices par la puissance publique, c'est-à-dire l'Etat.

L'Etat a beau s'affubler du titre du "nouveau maître de la terre" à travers de réformes qui incorporent à ses domaines les terres coutumières, en pratique, ses prérogatives foncières n'en sont pas moins ignorées, voire battues en brèche par les communautés villageoises et les chefs de terre qui continuent à officier. Pour d'importantes franges de la population, la principale référence en matière foncière, reste les coutumes foncières. Leur vitalité est telle que les ignorer au nom de la stricte légalité, c'est bien souvent se condamner à générer des conflits.

La pratique ivoirienne est que l'Etat, pour s'approprier des terres détenues coutumièrement, indemnise les possesseurs coutumiers. Cela prend la forme de versement d'indemnités à ces derniers, pour purger ou éteindre leurs droits sur le sol.

La compensation correspond à la perte de la source du revenu agricole qui peut être tiré de l'exploitation du sol. Elle est assurée par l'attribution, à titre gratuit, de lots de terrains équipés ou non. Pour la gestion de l'opération, il est mis en place une commission administrative dénommée « Commission Administrative d'Indemnisation et de Purge des Droits Coutumiers ». Sa mission principale est de :

- procéder, après enquête contradictoire, à l'identification des terres comprises dans le périmètre de l'opération ;
- recenser des détenteurs de ces droits ;
- déterminer les indemnités et les compensations qui sont proposées aux détenteurs des droits coutumiers ;
- dresser un état comprenant la liste:
 - des terres devant faire l'objet de la purge,
 - des détenteurs des droits coutumiers sur ces terres,
 - des indemnités et compensations proposées,
 - des accords et désaccords enregistrés.

La liste des détenteurs de droits coutumiers ayant donné leur accord aux propositions de la commission, ainsi que la liste des terres et des indemnités et compensations correspondantes, sont ratifiées par un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé de l'urbanisme, après avis de la commission. La Commission Administrative d'Indemnisation et de Purge des Droits Coutumiers est composée des représentants :

- du Ministre chargé de l'Urbanisme,
- du Ministre chargé des Finances,

- du Ministre chargé de l'Intérieur,
- du Ministre chargé de l'Agriculture,
- des maires des communes concernées,
- des collectivités concernées.

Elle est présidée, à Abidjan par le représentant du Ministre chargé des finances, et en région, par le Préfet ou son représentant. Le secrétariat est assuré par le représentant du Ministre chargé de la construction et de l'urbanisme.

Par ailleurs, la Loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant code de l'électricité, en son Article 35 définit le domaine public de l'Etat et l'ensemble des emprises et implantations territoriales des moyens de production appartenant à l'Etat et l'ensemble des emprises et implantations territoriales des moyens de transport, de dispatching et de distribution appartenant à l'Etat.

Cette loi autorise d'une part en son article 36 tout opérateur sous réserve du respect de la législation en vigueur, des règles de l'art et de bonnes pratiques en la matière et des dispositions spécifiques de sa convention à établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens sur le domaine public et d'autre part en son article 40 interdit à toute personne étrangère aux services de production, de transport, de dispatching ou de distribution, sauf dérogation écrite délivrée par l'opérateur concerné entre autre d'occuper, de quelque manière que ce soit, les emprises des ouvrages du réseau de transport ou du réseau de distribution.

5.3. EXIGENCE DE LA BAD EN MATIERE DE REINSTALLATION FORCEE

A l'instar de la Banque Mondiale pour l'OP 4 12, d'autres acteurs multilatéraux de développement, notamment la Société Financière Internationale (SFI) et le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), ont élaboré des directives relatives au déplacement involontaire et au transfert de population applicables aux activités des projets financés par ceux-ci. Il y a donc une tendance globale à l'imposition de mesures communes applicables aux différents projets financés par les institutions financières internationales dont les activités du présent projet, qui plus est, financées par la BAD.

5.4. ECARTS ENTRE LES EXIGENCES JURIDIQUES NATIONALES ET CELLES DE LA BAD

Une analyse comparative de certaines dispositions clés des textes législatifs et réglementaires de la Côte d'Ivoire, mis en rapport avec les principes de la SO2, s'attèle essentiellement dans le cadre de ce PCR, à mettre en évidence les points communs et les points de divergence en matière de réinstallation involontaire.

L'objectif de cette analyse est aussi de formuler des recommandations lorsque la législation nationale en matière de réinstallation involontaire des personnes est peu fournie.

Le tableau ci-dessous établit une comparaison entre les exigences du cadre réglementaire national et les Politiques de la BAD.

Tableau 3: Comparaison entre les exigences nationales et la Politique de la BAD

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Politique applicable au projet
Indemnisation/compensation			
Principe général	<p>Païement d'une indemnité d'expropriation qui couvre la réparation intégrale du préjudice causé par la perte des biens</p> <p>(décret n° 2014-25 modifiant le décret n° 2013-224 du 22 mars 2013, est le texte en vigueur en matière de purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général et Le Code civil également prévoit en son article 545 : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité »</p>	<p>Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet</p>	Conformité
Calcul de la compensation	<p>L'Arrêté interministériel Du 01 Aout 2018 précise les règles et formules de calcul des taux d'indemnisation pour destruction de cultures.</p> <p>Cet arrêté actualise les taux d'indemnisation dans le cadre des destructions de cultures occasionnées par l'exécution de travaux d'utilité publique. Le paiement de l'indemnité est à la charge de la personne physique ou morale civilement responsable de la destruction. Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs</p>	<p>Relativement aux plantations forestières et récolte commerciale le type d'habitat susceptible d'être touché devra être évalué en particulier pour l'huile de palme, le cacao, le café, le thé et d'autres plantations de cultures commerciales et les conditions de cette SO3 appliquées à savoir entre autres, la mise en œuvre de mesures de compensation de la biodiversité pour assurer qu'il n'y ait « pas de perte nette, mais un gain net » de biodiversité</p>	Conformité, mais les textes ne donnent aucune précision donc appliquer les barèmes de l'arrêté en accord avec les PAPs

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Politique applicable au projet
	d'indemnité basés sur des critères contenus dans l'article 6 du présent arrêté. Les cultures ne figurant pas au barème font l'objet d'évaluation à l'amiable entre les parties.		
	Pour les constructions ou autres aménagements de génie civil, l'évaluation est faite sur la base du barème du Ministère de la Construction et de l'Urbanisme. Le principe de la valeur résiduelle est strictement appliqué.	Le logement des personnes physiquement déplacées est fourni avec des droits de jouissance sécurisés (La sécurisation des droits de jouissance signifie que les personnes réinstallées ou les communautés sont réinstallées sur un site qu'elles peuvent légalement occuper et d'où elles sont protégées contre le risque d'expulsion)	Appliquer la politique de la Banque
Assistance à la réinstallation des personnes déplacées	Non prévu, donc pas d'indemnisation	Les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation	Appliquer la politique de la Banque
Eligibilité			
Propriétaires coutumiers de terres	Purge des droits coutumiers	Ces personnes reçoivent une compensation	Conformité
Propriétaires de terrains titrés	Reconnus pour indemnisation	Ces personnes reçoivent une compensation	conformité
Occupants informels	Pas d'indemnisation	Compensation des structures et des cultures affectées Assistance à la réinstallation	Appliquer la politique de la Banque
Occupants informels après la date limite d'éligibilité	Pas d'indemnisation	Aucune compensation ni assistance n'est prévue	Conformité
Procédures			
Paiement des indemnités/compensations	Au besoin, préalable à l'occupation des terrains. Mais en cas d'urgence (apprécié par l'administration), l'occupation peut se faire avant indemnisation	Avant le déplacement	Appliquer la politique de la Banque

Sujet	Législation ivoirienne	Politique de la Banque	Politique applicable au projet
Forme/nature de l'indemnisation/compensation	Les textes ne donnent aucune précision	La priorité doit être donnée à la compensation en nature plutôt qu'en espèces	Appliquer la politique de la Banque
Groupes vulnérables	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Une attention particulière est accordée à ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les personnes âgées les femmes et les enfants, les minorités ethniques et les populations indigènes	Appliquer la politique de la Banque
Plaintes	Pas de disposition spécifique prévue par la Loi	Privilégier en général les règlements à l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un système de traitement des plaintes	Appliquer la politique de la Banque
Consultation	Prévue par la Loi (avant le déplacement)	Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation	Appliquer la politique de la Banque

Le rapprochement effectué entre les dispositions de la SO2 de la BAD et la législation nationale établit qu'il se dégage des conformités sur des aspects clés de la réinstallation involontaire. Il recommande de s'appuyer sur les Directives de la BAD là où des insuffisances apparaissent dans la législation nationale.

6. PREPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PAR

6.1. AGENCES OU STRUCTURES D'EXECUTION DES PAR

Les mécanismes institutionnels et les procédures d'organisation pour la satisfaction des droits des personnes affectées mettent en relations cinq différents niveaux d'acteurs, que sont les niveaux national, régional ou communal et au niveau départemental ou sous préfectoral.

Si au niveau national, il est important d'envisager une cellule de projet au sein de CI-énergies pour la prise en charge des activités du projet, aux niveaux régional, départemental et sous-préfectoral, les comités à mettre en place se feront en tenant compte de la sphère de rayonnement du projet. Pour ces derniers, des organes multi-acteurs placés sous l'Autorité déconcentrée seront les plus conseillés.

6.1.1. Au niveau national

L'UGP a la responsabilité de la coordination de l'ensemble des actions de réinstallation. En pratique, cela inclut les tâches et responsabilités suivantes:

- recruter des experts spécialistes des questions sociales au sein de leur structure en charge de la coordination de tous les aspects sociaux du projet, y compris la mise en œuvre des dispositions de Cadre de Politique de Réinstallation;
- assurer que l'exigence de minimisation du déplacement et de la réinstallation soit prise en compte dans la conception du projet au niveau de la zone du projet ;
- évaluer les impacts de chaque activité en termes de déplacement et pré-identifier les activités qui doivent faire l'objet de PAR ;
- faire en sorte que les procédures d'expropriation soient lancées là où sera le besoin (préparation des plans d'expropriation et élaboration par les autorités compétentes, des arrêtés de requête en expropriation) ;
- sélectionner et recruter les consultants en charge de la préparation des PAR;
- assurer le respect des termes de référence, des délais et de la qualité de ces consultants ;
- veiller à ce que la consultation et l'information aient lieu au moment opportun et aux lieux indiqués, en liaison avec toutes les parties prenantes, telles que les Autorités régionales et locales, les comités locaux de suivi, les représentants des populations, les ONGs et les organisations communautaires ;
- superviser la mise en œuvre des actions de suivi et d'évaluation.

L'UGP pourra s'attacher les services de consultants en charge de :

- de mener en relation avec toutes les parties prenantes, des enquêtes pour identifier les occupants, évaluer les biens touchés et déterminer leur valeur;
- de préparer la déclaration d'utilité publique qui intégrera la liste des biens et des personnes affectés, ainsi que les propositions d'indemnisation;
- d'exécuter les mesures de réinstallation et/ou de compensation

6.1.2. Au niveau régional ou communal

Les acteurs des collectivités territoriales sont des acteurs importants pour la mise en œuvre des activités du projet notamment les Conseils régionaux et les Communes pour ce qui les concernent. Premiers acteurs institutionnels du développement local et premiers représentants de la population, les régions et les Communes interviendront chacune suivant sa sphère de compétence, depuis l'étape de triage des activités du Projet jusqu'au suivi-évaluation post-réalisation.

Pour ce faire, un comité opérationnel et de suivi pourra être institué suivant deux modalités : soit à travers les conseils régionaux ou communaux, soit à travers une composante impliquant les différents acteurs concernés (au niveau régional ou communal) par le projet, sous la responsabilité de l'Autorité décentralisée ou son représentant. Ainsi, le Comité régional ou Communal aura pour tâche :

- d'assurer que le microprojet est assujéti à la politique de réinstallation (à travers les outils qui seront mis en place, ainsi que le programme de renforcement de capacités) ;
- d'assurer l'exigence de minimisation du déplacement et de réinstallation est prise en compte dans la conception des dossiers du microprojet ;
- d'évaluer les impacts de chaque microprojet en termes de déplacement et ainsi procéder à une classification en fonction des micro-projets, avec l'appui des directions techniques départementales qui doivent faire l'objet des PAR;
- de lancer les procédures d'expropriation, là où cela est nécessaire (préparation des plans d'expropriation, et prises en main par les autorités compétentes des décisions d'expropriation) ;
- de sélectionner les personnes ressources, ou la structure en charge de la préparation des PAR ;
- d'assurer le respect des termes de références, les délais et de la qualité du travail ;
- préparer les dossiers pour les travaux nécessaires à la réinstallation (aménagement des aires de recasement...) ;
- de veiller à ce que la consultation et l'information puissent avoir lieu entre l'ensemble des acteurs concernés ;
- d'élaborer en concert avec les structures concernées, un plan d'action, ainsi qu'un chronogramme de mise en œuvre des activités de réinstallation, préalablement au démarrage de l'investissement ;
- d'assurer que l'établissement (de concert avec les acteurs) des normes de compensation et/ou de rejet des propositions, a été convenablement effectué ;
- de répondre à toute doléance présentée par les PAPs, et le cas échéant, de solliciter les conseils des services départementaux, notamment du chargé Environnement.

6.1.3. Au niveau départemental ou sous-préfectoral

Au niveau départemental ou sous-préfectoral, la structure à mettre en place devra comporter toutes les sensibilités administratives et sociales. Cette structure, loin d'un organe opérationnel, pourra jouer plutôt un rôle de veille pour le bon déroulement des processus d'implications des acteurs et de la prise en compte des mesures de réinstallations. Elle pourra avoir pour tâche :

- de faciliter les discussions entre les villages et les communes sur les aspects de compensations;
- d'aider ou orienter à l'identification et au tri des micro-projets ;
- de contribuer à la gestion des litiges s'il y a lieu.
- de participer à la recherche de solutions aux problèmes de gestion foncière et environnementale dans l'espace villageois.

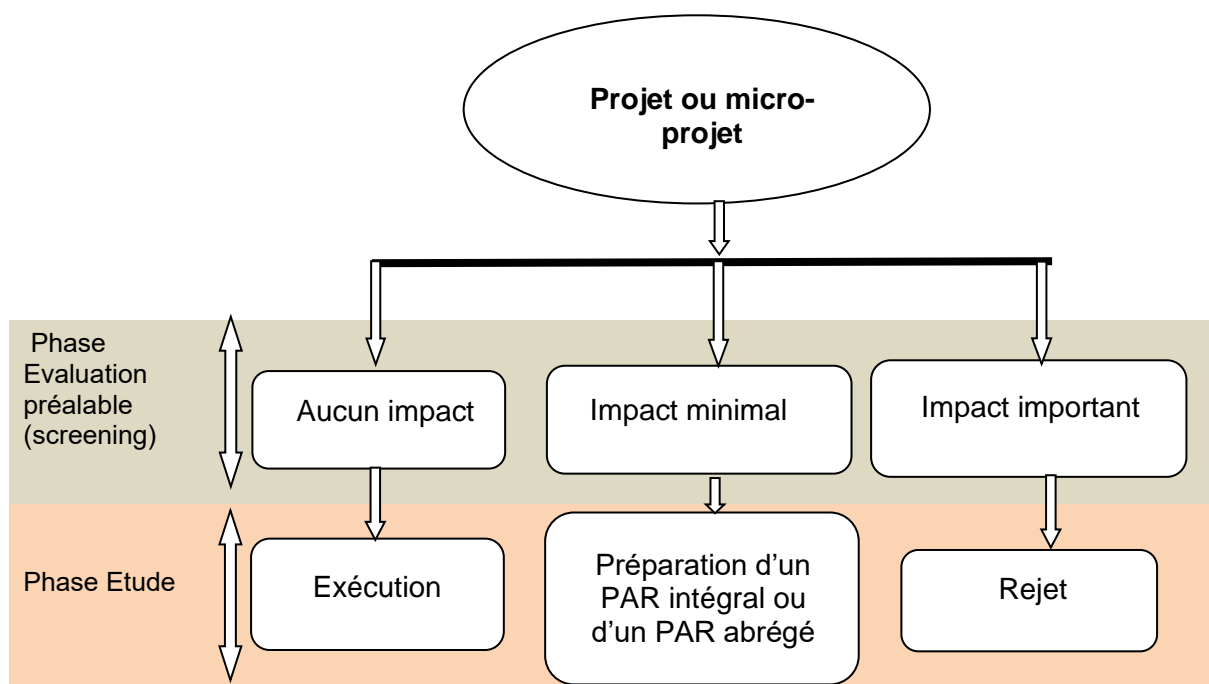
6.2. PROCEDURE DE TRIAGE ET DE REVUE

Le tri des sous-projet est une phase importante pour identifier les types et la nature des impacts potentiels liés aux activités proposées dans le cadre du Projet et pour fournir des mesures adéquates permettant de faire face à ces impacts. Le tri des questions liées aux réinstallations fera partie intégrante de la sélection dans le domaine environnemental et social. Les mesures permettant de faire face aux problèmes de réinstallation devront assurer que les PAPs :

- sont informées des options et de leurs droits par rapport à la réinstallation ;
- sont prises en compte dans le processus de concertation et ont l'occasion de participer à la sélection des solutions de rechange techniquement et économiquement faisables ;
- reçoivent une compensation prompte et efficace au coût de remplacement intégral pour les pertes de biens et d'accès aux ressources attribuables au(x) microprojet(s).

Le schéma ci-après décrit le processus de tri des sous projet en fonction de l'amplitude des impacts et des phases préalables de la mise en œuvre.

Figure 3 : Processus de sélection des micro-activités du PROSER et de planification des réinstallations



6.3. TRIAGE POUR LA REINSTALLATION INVOLONTAIRE

Au regard de la classification avancée plus haut, il est possible d'envisager en tenant compte des impacts prévisibles de la réalisation des infrastructures électriques les types de PAR suivant.

Tableau 4 : Type de document de réinstallation en rapport avec les activités du projet

Sous activités	Observations	Type de PAR
Extension des lignes 33 kV du réseau national vers les localités concernées	Impacts négatifs avérés	PAR intégral
Construction des postes MT/BT de type H61	Impacts négatifs avérés ou non en fonction de l'allotissement	PAR intégral ou abrégé
Construction des lignes	Impacts négatifs avérés ou non en fonction de l'allotissement	Par intégral ou abrégé

Il est à noter que cette distinction et le nombre de personnes affectées correspondants doivent être considérés de façon générale et pourront être adaptés en fonction des situations et de l'importance des impacts :

Si par exemple les impacts d'un micro-projet sont mineurs (sans déplacement physique ni économique) même si plus de personnes affectées sont concernés, un PAR abrégé pourra être acceptable ;

Inversement, des impacts particulièrement forts touchants moins de 200 personnes se trouvant dans une situation de vulnérabilité avérée (par exemple déplacement physique d'un groupe vulnérable) pourront nécessiter un processus renforcé à savoir l'élaboration d'un PAR intégral et sa revue par la BAD.

6.4. ETUDE DE BASE ET DONNEES SOCIOECONOMIQUES

L'étude socioéconomique a pour but de collecter les informations sur les personnes affectées par les activités ou micro-projet et pour calculer les revenus des ménages et évaluer les pertes et dommages à subir, afin de constituer une base de données à analyser. Lors de cette étude une attention particulière sera portée sur les groupes vulnérables (femmes, enfants, les personnes âgées, les femmes chefs de famille). Il s'agira notamment :

- d'identifier la population située dans l'emprise du projet et de distinguer les différentes sous-composantes socioculturelles et économiques de cette population. Cette enquête socioéconomique s'étend aux populations des sites d'accueil en cas de déplacement physique;
- d'identifier les conséquences sur les personnes, les biens, les revenus, les ressources exploitées, les activités, l'accès aux équipements et infrastructures, la mobilité des biens et des personnes ;
- d'envisager dans le même temps, les alternatives pour mieux prendre en compte les impacts du projet et des différents types de pertes qui en résulteront.

Les ménages ou personnes affectés par le projet sont ainsi décrits selon une typologie sociodémographique, culturelle, économique, avec les types d'impacts les concernant.

6.5. PREPARATION DU PAR DES SOUS-PROJETS

6.5.1. Description du cadre des mesures de réinstallation

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet, les personnes qui seraient affectées consécutivement aux activités liées au projet, bénéficieront soit de recasement, soit de d'indemnisations, conformément aux mesures de sauvegardes prescrites dans la SO2, selon des critères d'éligibilité prédéfinis et des mesures leur offrant des garanties.

6.5.1.1. Mesure en guise de garanties

Pour atténuer les effets négatifs induits par le déplacement involontaire, un cadre de réinstallation doit être conçu selon l'approche participative et s'appuyer sur trois types de mesures offrant les garanties suivantes :

- mesures d'ordre général en faveur des personnes déplacées :
 - être informées des options et droits prescrits par la législation nationale et les dispositions émanant de la SO2 ;
 - être consultées à propos des choix offerts et être assurées que les alternatives de relocalisation sont techniquement et économiquement faisables ;
 - être indemnisées et compensées de manière complète en ce qui concerne les pertes subies et les coûts réels y relatifs ;
- mesures relatives au recasement:
 - avoir une assistance au cours du relogement ;
 - avoir un logement ou, si nécessaire, des terres agricoles offrant des avantages au moins équivalents aux biens perdus ;
- mesures relatives à la réalisation des objectifs du cadre politique :
 - offrir un soutien suite au déplacement pendant la période de transition, calculé en fonction du temps nécessaire pour recouvrer les moyens de subsistance ;
 - en complément des mesures de compensation, fournir un appui lié au développement, comme par exemple, la préparation de la terre, les possibilités de crédit surtout aux organisations féminines performantes, la formation ou des possibilités d'emploi.

6.5.1.2. Identification et prise en compte des personnes vulnérables

Lors du recensement de la population affectée, il est important de distinguer la catégorie des personnes dont les conditions de vie et/ou le statut social sont source de précarité. Aux fins de minimiser les risques d'omission, de tenir compte des contextes spécifiques et ceci, dans une démarche participative, les populations, elles-mêmes, les services techniques spécialisés et les autorités locales, définiront avec plus de précision les profils puis les personnes correspondantes comme vulnérables.

Néanmoins à titre indicatif, Il s'agit principalement des :

- femmes, chefs de ménage dont la subsistance ne peut être assurée par un fils, un frère ou tout autre parent proche ;
- personnes âgées dépendantes ;
- femmes qui exercent une petite activité agricole ou commerciale et dont la vulnérabilité est liée à l'absence ou à la faiblesse des appuis ;
- ménages dont le chef de famille est pauvre ;
- veuves et orphelins ;
- handicapés physiques ou mentaux ;
- personnes malades (particulièrement celles atteintes de maladies graves ou incurables ou handicapantes) ;
- Etc.

6.5.1.3. Date butoir

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet, les personnes qui seraient affectées consécutivement aux activités liées au projet, bénéficieront soit de recasement, soit d'indemnisation, conformément aux directives contenues dans la SO2 de la BAD seront pris en compte dans le strict respect de la date butoir.

Il est clair que toutes les personnes affectées indépendamment de leur statut, ou qu'ils aient des titres fonciers, des droits légaux ou non, squatters ou autres, empiétant illégalement sur la terre, sont éligibles pour tout type d'appui, s'ils ont occupé la terre avant la date entérinée officiellement.

La date officielle se réfère à la période où l'évaluation des personnes et leur propriété dans la zone du projet est réalisée, c'est à dire la période où la zone du projet a été identifiée et lorsque l'étude socio-économique a commencé. Après cette date, aucun nouveau cas de populations affectées ne sera pris en compte. Les personnes qui empiètent sur la zone après l'enquête socio-économique (recensement et évaluation) ne sont pas éligibles pour des indemnités ou toute autre forme d'appui de recasement.

6.5.1.4. Recensement des personnes affectées

Aux fins de l'élaboration du PAR, un recensement des personnes et des biens affectés par un projet ou micro-projet, doit être réalisé pour aboutir aux informations détaillées sur :

- les parcelles pour lesquelles les personnes possèdent un titre de propriété ;
- les parcelles relevant du droit coutumier ;
- les occupants de toute nature, qu'ils soient propriétaires ou non, y compris ceux considérés comme illégaux ou informels.

Le recensement doit fournir également des données socio-économiques par le biais d'une enquête socio-économique, afin notamment de déterminer :

- la composition détaillée des ménages affectés ;
- les bases de revenus ou de subsistance des ménages ;
- la vulnérabilité éventuelle vis-à-vis du processus de déplacement ;
- les souhaits des personnes affectées sur la compensation et la réinstallation.

6.5.2. Description du plan de réinstallation

6.5.2.1. Exigence d'un contenu adapté aux SO2

La planification de la réinstallation devra être intégrée dans la conception des sous-projet du projet en vue de s'assurer que ceux éligibles soient convenablement examinés pour identifier les impacts potentiels. Les étapes de la planification de la réinstallation, s'articulent globalement autour des points suivants :

- description du microprojet ;
- objectif du microprojet ;
- impacts potentiels ;
- étude socio-économique ;
- cadre juridique ;
- cadre institutionnel ;
- éligibilité des PAPs ;
- évaluation et compensation des pertes (avec les options de remplacement ou de renonciation à la mise en œuvre du microprojet) ;
- mesures de réinstallation;

- choix/préparation du site et réinstallation ;
- hébergement, infrastructures et services sociaux;
- protection et gestion environnementale;
- mécanisme de consultation et participation de la communauté affectée;
- intégration aux populations hôtes;
- procédures de gestion des plaintes;
- responsabilités organisationnelles de mise en œuvre du PAR ;
- calendrier de mise en place;
- coûts et budgets de la réinstallation ;
- contrôle et suivi et évaluation.

6.5.2.2. Elaboration des documents cadres de réinstallation involontaire

En fonction de l'amplitude des impacts, comme indiqués plus haut, deux documents cadres servent au rapportage du processus de planification et de mise en œuvre des mesures de réinstallation : un Plan d'action de réinstallation intégrale et un Plan d'action de réinstallation abrégé .

- Plan d'action de réinstallation intégrale

Un PAR intégral devra être élaboré pour les activités du projet pour lesquels il est établi qu'ils entraîneront des impacts négatifs. Lorsqu'un PAR est exigé, l'organe d'exécution des études techniques et économiques, ou toute autre structure commise à cette tâche sous la responsabilité du maître d'ouvrage, soumettra des études complètes (enquêtes socio-économiques, évaluation d'impact environnemental et social, etc.), accompagnées du PAR à l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

- Plan Réinstallation abrégé

Lorsqu'un projet ou micro-projet affecte moins de 200 personnes, ou bien là où les impacts sur l'ensemble des populations concernées par le projet ou micro-projet sont mineurs, il est nécessaire de préparer un Plan d'action de Réinstallation abrégé.

Il est recommandé que les PAR dit intégral ou les PAR abrégés, élaborés dans le cadre du projet, soient évalués par une équipe indépendante (structure étatique ou toute autre structure ou prestataire compétent ayant des connaissances dans le domaine des mesures de sauvegardes sociales), afin de s'assurer de leur conformité aux exigences nationales ainsi qu'à la SO2 de la BAD. Les insuffisances constatées seront traitées au moyen de renforcement de capacités des acteurs concernés par des prestataires compétents, sur financement du projet.

L'UGP est responsable de la préparation des PAR. Mais s'ils ne disposeront pas (du moins immédiatement) des capacités techniques pour préparer les études et les plans requis : elle pourra conclure des contrats avec des prestataires (privés, services techniques, ONG ou associations locales) pour les accompagner dans l'élaboration des PAR.

Les grandes lignes des Tdrs d'élaboration d'un Plan d'Action de Réinstallation et de son contenu sont présentées en annexe. Ces documents qui devront être soumis préalablement à l'organisme de financement pour approbation pourront servir à la préparation de l'élaboration des Plans d'Action de Réinstallation relatifs aux activités du projet.

6.5.3. Facilitation de la planification de la réinstallation

Les activités du projet sont indéniablement des processus multi-acteurs. Ainsi, l'EESS prévoit une évaluation préalable des capacités des acteurs afin qu'un programme de renforcement des capacités soit élaboré avec des sessions de formation aux différents acteurs sur la thématique relative aux évaluations environnementales ainsi qu'aux mesures de sauvegarde environnementale et sociale. Cette évaluation des besoins devra tenir compte du contexte réel des activités du projet et des insuffisances constatées.

A ce titre, lors de l'élaboration des activités de mise en œuvre du projet, il sera pris en compte la tenue de différentes sessions de formation qui comprendront des thématiques sur l'évaluation environnementale, la prise en compte des mesures d'atténuation pour faire face aux impacts environnementaux et sociaux lors de la sélection, la mise en œuvre ainsi que le suivi. Un accent particulier sera mis sur les procédures de réinstallation des populations.

Le renforcement des capacités aura pour cibles les représentants des services déconcentrés, des collectivités territoriales, des OSC, des services techniques et des partenaires (dont ceux intervenant dans des activités connexes menées par CI-énergies,...).

6.6. REVUE DES PLANS D' ACTIONS DE REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS

La revue des documents provisoires du PAR impliquera plusieurs acteurs à savoir la Banque Africaine de Développement (BAD), CI-ENERGIES, les Autorités préfectorales et sous-préfectorales, Les Conseils Régionaux, les ministères techniques impliqués, les Mairies, les ONG et les populations.

La BAD vérifiera la conformité des documents du PAR avec son système de sauvegardes intégrées notamment la sauvegarde opérationnelle 2 (SO2). CI-ENERGIES, à travers l'UGP analysera la version que lui présentera le consultant et fera de même ses observations. Elle soumettra cette version à l'examen des parties prenantes intervenant dans la zone. Toutes les critiques constructives venant de ces différents acteurs seront prises en considération pour amender le PAR provisoire et produire la version finale.

Pour les populations, la revue pourrait avoir lieu au cours d'une réunion villageoise impliquant outre les PAPs, l'ensemble de la population de la localité concernée. Les différentes articulations et conclusions du PAR seront présentées aux populations qui feront leurs observations. Les PAR seront aussi déposés auprès des Autorités préfectorales et des Services techniques des ministères concernés, des Mairies et des chefferies pour consultation, lecture et critiques. Les remarques pertinentes seront intégrées à la version finale.

6.7. APPROBATION DES PAR

Des critères de sauvegarde permettent d'aboutir à l'approbation des sous-projet. En effet, il est vérifié par la Banque:

- que le micro-projet a fait l'objet d'un tri environnemental et social, conformément aux sauvegardes de la Banque en matière de protection de l'environnement (SO1 et SO2)
- qu'une évaluation de l'impact sur l'environnement et une enquête socio-économique de base ont été réalisées pour les sous-projet comportant des impacts environnementaux et sociaux potentiels ;

- qu'un plan d'action de réinstallation (PAR) a été préparé pour les sous-projet entraînant une acquisition de terrain, un déplacement potentiel de personnes ou une restriction d'accès ;
- qu'il y a la nécessité d'acquérir des terres et de produire des actes fonciers pour les terrains utilisés pour la mise en œuvre du projet, ainsi que l'identification des mesures nécessaires pour y faire face, y compris une stratégie de mise en œuvre.

7. ESTIMATION DES POPULATIONS DEPLACEES ET CATEGORIES D'ELIGIBILITE

7.1. ESTIMATION DES POPULATIONS DEPLACEES

L'estimation précise du nombre de personnes ou d'activités qui seront affectées est difficilement évaluable à ce stade de l'étude, puisque le nombre et la localisation exacte des sous activités du projet ne sont pas encore définis. Ces données seront connues lors des enquêtes de terrain par un recensement au moment de la préparation des Plans d'action de réinstallation (PAR).

7.2. ACQUISITION DES TERRES ET CATEGORIES PROBABLES D'IMPACTS

Les problématiques de déplacement involontaire conduisent le plus souvent aux principes et conditions d'acquisition de terres, qui du reste, sont très sensibles. Ainsi, le choix des sites de réalisation des activités du projet devrait être conduit de façon participative et faciliter la cession des terres par l'acquisition d'actes officiels de propriété sur les sites d'intervention des activités du projet.

Toutefois, afin de minimiser les cas d'expropriation, les plans de réinstallation et de compensation incluront une analyse des sites alternatifs durant le processus de triage. Cette activité sera menée avec un comité représentatif des acteurs impliqués sous la responsabilité d'une Autorité décentralisée et les résultats des travaux seront annexés au dossier du microprojet.

7.3. CRITERES D'ELIGIBILITE

Sont éligibles, les personnes déplacées appartenant à l'une des trois catégories suivantes :

- a. les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
- b. celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres – sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays, ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ;
- c. celles qui n'ont ni droits formels, ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

Les personnes relevant de a) et b) reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent, ainsi que toute autre aide utile. Les personnes relevant de c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent et toute autre aide en tant que de besoin, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque.

L'aide à la réinstallation peut se faire sous forme de foncier, autres éléments d'actif, versement d'espèces, emplois, ainsi de suite, en tant que de besoin. Toutefois, les personnes occupant ces zones après la date limite, n'ont droit à aucune compensation, ni autre forme d'aide à la réinstallation. Toutes les personnes relevant a), b), ou c) reçoivent une compensation pour la perte d'éléments d'actif autres que le foncier.

Il est utile de préciser que la Banque n'appuie pas financièrement des compensations en espèces et de toute autre forme d'assistance payée en espèces, ou encore pour couvrir le coût d'acquisition des terres pour les besoins de la réinstallation (y compris la compensation pour l'acquisition des terres pour les besoins du projet). La Banque peut toutefois financer le coût d'amélioration des terres associées aux activités de réinstallation.

8. METHODES D'EVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTES

8.1. EVALUATION DES TERRES UTILISEES PAR LE PUBLIC

Le statut d'occupation des terres dans la zone du projet est à distinguer en différents types :

- des terres protégées par un titre foncier ;
- des terres rurales inscrites au processus d'établissement d'un titre foncier (élaboration de certificat foncier en cours) ;
- des terres protégées par des titres de jouissance périodique (permis d'exploiter ou titre provisoire d'exploitation et le bail) ;
- des terres coutumières ;
- des terres occupées sans aucun titre formel (titre foncier ou titre de jouissance) ni coutumier.

Selon les types ou statut d'occupation ainsi définis, correspondent trois types de rapports à la terre, qui sont les suivants :

- les exploitants propriétaires qui mettent en valeur par eux-mêmes leurs terres acquises de façon formelle et/ou coutumière ;
- les propriétaires non exploitants qui ont des droits sur des terres qui sont, soit mises en jachères ou en réserve, soit prêtées à un tiers pour jouissance temporaire ;
- les exploitants non propriétaires qui occupent les terres prêtées par autrui pour une jouissance ou exploitation temporaire.

Le présent Cadre de Politique de Réinstallation, en tout état de cause, est sous-tendu par quelques dispositions spécifiques extraites du cadre juridique et des dispositions de la SO2, ainsi que par des principes directeurs qui découlent des objectifs qui lui sont assignés. Ainsi, il apparaît comme la base qui inspirera les différents PAR pour gérer les aspects de déplacements de population si nécessaire pour le processus de mise en œuvre du projet.

Au regard des données de consultations effectuées, les communautés interrogées se partagent équitablement sur la question du sacrifice à faire, à savoir adhérer à l'idée de se déplacer physiquement ou non. Si malgré tout, un déplacement est envisagé, les attentes des populations concernées portent sur la reconstitution des acquis à travers des compensations en nature et monétaire, avec des mesures d'accompagnement, notamment des aides à la réinstallation.

8.2. CALCULS POUR LE PAIEMENT DES COMPENSATIONS ET AUTRES CONSIDERATIONS

8.2.1. Principes de base

Les principes d'indemnisation sont définis selon le type et l'ampleur (totale ou partielle) des pertes, ainsi que du statut d'occupation. Ils sont ci-dessous présentés selon les types des pertes subies :

- Compensation des pertes de terre ;
- Compensation des pertes de structures et d'infrastructures ;
- Compensation des pertes de revenus seront traitées selon le type d'activité affectée, en considérant surtout les effets dus, soit à la cessation d'activité, soit à la délocalisation de l'activité ;
- Compensation des pertes d'accès à des ressources.

8.2.1.1. Compensation des pertes de terre

Pour chacun de ces trois types d'occupation et de rapports à la terre évoqués plus haut, il y a deux formes d'impact possible :

- la perte totale, si primo, les besoins en terre du projet couvrent l'intégralité du terrain ou en partie de sorte que le reste de la parcelle du tiers ne peut lui assurer sa subsistance, ou si secundo, il en occupe une portion telle que la parcelle n'est plus récupérable, ni exploitable après le projet ;
- la perte partielle désigne les cas où le terrain est touché par le projet, mais n'en affecte pas durablement son exploitation ou une partie assez significative ou bien la partie touchée n'affecte pas les structures et les bâtiments.

Pour le cas particulier des pertes de parcelles agricoles, la compensation est destinée à fournir à un agriculteur propriétaire, dont les terres sont affectées par un projet, une compensation pour les pertes de terres, des investissements sur cette terre (travail investi, équipements, etc.), des cultures ou des revenus qu'il en tire.

Les exploitants non propriétaires ne peuvent bénéficier de la compensation pour la perte des terres. Ce droit revient au propriétaire formel du terrain (jouissant d'un droit formel ou coutumier).

Dans le cadre du projet, l'acquisition de terres devra se faire dans un cadre formel de purge des droits coutumiers pour les terres du domaine coutumier comme évoqué dans le cadre légal plus haut. Les mesures compensatoire des autres forme de détention ou d'occupation se fera sur la base de la matrice de compensation.

8.2.1.2. Compensation des pertes de structures et de bâtiments

Pour les pertes de structures et de bâtiments, deux formes de pertes sont envisageables :

- la perte totale, qui indique que l'équipement est complètement détruit, ou mis définitivement hors d'usage et qu'il en faut alors un autre pour le remplacer ;
- la perte partielle comprend les structures qui sont endommagées, mais qui peuvent être restaurées après le projet en leur restituant une fonctionnalité pleine ou acceptable. Ces cas prennent par exemple en compte la reconstruction d'une clôture détruite ou reculée pour les besoins de libération de l'emprise du projet.

La compensation des structures et bâtiments tient également compte des cas où la PAP est propriétaire ou locataire.

Les risques de déplacements physiques de personnes seront minimes, voire inexistants, au regard du principe d'évitement des obstacles majeurs⁴ figurant dans les paramètres généraux de faisabilité du projet.

8.2.1.3. Compensation des pertes de revenus

Pour les pertes de revenus, il faut les évaluer en rapport direct avec le type d'activité perturbée. Dans ce cas, sont retenus comme principes d'expropriation, les deux cas de figure suivants :

- l'arrêt temporaire, qui signifie que l'activité n'est plus menée durant un certain temps, ce qui entraîne une suspension momentanée de l'activité source de revenu ;

⁴ En effet, le tracé du réseau de raccordement Moyenne Tension a été identifié à travers un Système d'Information Géographique en réduisant au maximum les impacts (suivre les routes et pistes et éviter les obstacles naturels et les Parcs et réserves), *programme BAD pour l'électrification rurale et l'accès à l'électricité en côte d'ivoire, Rapport APS, page 20*

- la délocalisation, qui implique que la société, la boutique ou le vendeur, doit abandonner le site qui était utilisé pour l'activité source de revenu, pour transférer les activités sur un autre site. Ici en l'occurrence, il y a non seulement perte de revenu pour la période de transition, mais aussi des infrastructures et des terres en plus, selon que la PAP est propriétaire ou non.

Dans tous les deux cas, le principe de base de l'indemnisation oblige la prise en compte des pertes temporaires de revenus, sur la base d'une estimation de la durée de perturbation de l'activité source de revenu et du revenu moyen tiré de l'activité.

8.2.1.4. Compensation des pertes d'accès aux ressources naturelles

Pour les pertes d'accès aux ressources naturelles, deux formes de pertes sont à considérer :

- la perte totale, qui signifie que la ressource est détruite ou impossible d'accès (éloignement ou protection) : dans ce cas, il faut un remplacement ou la proposition d'une alternative viable qui comprenne un temps d'appropriation ;
- la perte partielle, qui implique que la ressource est diminuée et n'offre donc plus toute la disponibilité précédente aux populations.

Dans tous les deux cas, il conviendra de considérer que le principe de compensation consiste à trouver des moyens d'accès à des ressources de même type ou à des ressources de substitution.

8.2.1.5. Compensation des pertes de biens communautaires

Les équipements publics devant être déplacés ou remplacés dans le cadre d'un projet, tels que les écoles, les postes de santé, les postes de police, les lignes de distribution d'électricité et de télécommunication ou les routes et les pistes rurales..., feront l'objet d'ententes financières spécifiques entre le Projet et les Ministères ou agences concernés, aux fins d'assurer leur reconstruction sur un autre site (avec moyens financiers et délais de reconstruction).

Par ailleurs, les équipements communautaires tels que les places de marché, les services de desserte en eau potable (aqueduc, puits ou pompes) et en assainissement (toilettes publiques ou latrines), feront soit l'objet d'ententes spécifiques entre le Projet et les communautés concernées, dans le sens d'être directement remplacés par le Projet sur d'autres sites.

Les cas de certains biens communautaires, comme les cimetières, les lieux de cultes, les arbres sacrés, etc., méritent une considération particulière et devront être évités. Le cas échéant, les principes de compensation reposent essentiellement sur des négociations avec les communautés concernées. Les mesures de compensation devront être définies et exécutées de façon consensuelle.

8.2.2. Méthode de valorisation des biens éligibles et conditions particulières

Certains principes et mesures applicables en matière de déplacement involontaire contribuent à la valorisation des biens impactés.

Il est à noter qu'aucune distinction n'est faite en matière de compensation entre détenteurs de droits légaux et détenteurs de droits coutumiers relativement à l'occupation du sol. Ainsi, un propriétaire terrien, ou occupant coutumier de terres appartenant à l'Etat, devra recevoir une compensation pour la terre, les biens, les investissements, la perte d'accès, etc., aux taux du marché au moment de la perte, avec une garantie des droits sur la nouvelle occupation.

La compensation en nature prônée présente un aspect de garantie de la restitution effective des biens expropriés, en même temps que ce principe constitue des solutions à la question de sécurité des biens compensés. En effet, la compensation en numéraires (financière) peut soulever des questions relatives à la sécurité, lors du déroulement des opérations. La question de la sécurité doit être clairement analysée et prise en considération. C'est pourquoi, il est suggéré que le paiement de compensations financières ne s'effectue que via les banques et/ou les institutions de micro-finance reconnues par le Gouvernement. La stratégie de mise en œuvre du plan de réinstallation proposera donc au regard des réalités locales des PAPs, les modalités y afférentes.

8.2.3. Forme de compensation et d'appui

La compensation des individus et des ménages sera effectuée en espèces, en nature, et/ou par une assistance. Le type de compensation sera un choix individuel en privilégiant les compensations en nature pour les bâtis d'habitation.

Tableau 5 : Formes de compensation et d'appui

Formes de compensation	Procédés
Paiements en espèces	La compensation sera calculée et payée dans la monnaie locale. Les taux seront ajustés pour l'inflation.
Compensations en nature	La compensation peut inclure les terres, maisons, autres bâtiments, matériaux de construction, semences, intrants agricoles et crédits financiers pour des équipements.
Assistance	L'assistance peut inclure des allocations de déménagement, transports et emplois.

8.2.4. Eléments de bonifications environnementales et sociales

Des mesures de bonification pourront être initiées dans la zone du projet à l'avantage des bénéficiaires. Celles-ci permettront d'intégrer le projet au processus de lutte contre la pauvreté en milieu rural, au processus de l'auto-emploi de la jeunesse, à l'autonomisation de la femme, à l'accès aux services sociaux de base, à la préservation de la biodiversité et à la reforestation.

Dans le cadre du présent projet, il est envisagé des appui aux organisations féminines de la cadre d'un sous-projet d'autonomisation de la femme au regard de leurs domaines d'activités et de leur performance.

9. ELEMENTS ET PROCEDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS

La procédure de compensation s'appuie sur les activités précises, allant de l'information, la concertation publique, la documentation des avoirs et biens, l'établissement de conventions de compensation, la mise œuvre des mesures compensatoires..., au paiement des compensations, avec les mesures de traçabilité y relatives.

9.1. INFORMATIONS ET CONCERTATION PUBLIQUE

L'information du public constitue une préoccupation constante tout au long du processus de mise en œuvre des actions des activités et micro-activités du projet éligibles au financement. Certes, elle devra tout particulièrement être accentuée à l'étape de l'identification et de la planification des micro-projets, mais davantage à l'étape de la compensation, afin de faciliter l'appropriation des activités du projet par tous les acteurs du milieu bénéficiaire.

Le premier niveau d'acteurs chargé des informations est constitué par les porteurs des activités du projet et les Services déconcentrés et les autorités décentralisées (conseils régionaux et communes). Cette campagne d'information sera menée en utilisant tous les canaux accessibles aux populations des zones de activités du projet concernés dans un processus de communication de proximité.

A l'étape de la compensation, une concertation sera régulièrement tenue entre les PAPs identifiées par l'enquête socio-économique de base et le groupe d'acteurs porteurs des activités du projet, afin de définir de façon concertée, les modalités d'atténuation et de compensation. C'est aussi l'objectif visé par la partie nationale, à travers l'institution des enquêtes de commodo et incommodo et de l'acte de déclaration d'utilité publique, qui sont adressés aux personnes intéressées, qu'elles soient propriétaires ou pas, avant le démarrage du processus de déplacement des populations. De plus, la réglementation relative aux EIE en Côte d'Ivoire, impose l'organisation d'une consultation et d'une audience publique, pour tout projet ayant un impact significatif sur l'environnement biophysique et humain (cf. décret relatif aux EIE).

9.2. DOCUMENTATION DES AVOIRS ET DES BIENS

L'enquête socio-économique recueillera toutes les informations pertinentes, notamment l'identité et le nombre des PAPs, ainsi que la nature et la quantité des biens affectés. Pour chaque PAP, une fiche sera remplie pour fournir toutes les informations nécessaires pour déterminer ses biens affectés et son éligibilité. Cette enquête devra permettre d'octroyer une compensation adéquate.

Une réflexion approfondie devra être menée sur le cadre approprié pour conduire les négociations (famille, village, individu) et sur les approches à adopter pour les compensations.

9.3. CONVENTION POUR LA COMPENSATION

Les types de compensation convenus de façon concertée et consensuelle devront être clairement consignés dans un procès-verbal de négociation et de compensation, signé par la PAP d'une part, et par les représentants des acteurs du niveau institutionnel (conseil régional ou commune et Unité de gestion du Projet) d'autre part.

9.4. EXECUTION DE LA COMPENSATION

Tout règlement de compensation (en espèce et/ou en nature) y relatif se fera en présence de la PAP et du chef ou des responsables du village. Le paiement en espèce, ou la compensation en nature effective de la compensation, s'accompagnera d'une décharge ou d'un accusé de réception dûment signé par la PAP et par un représentant du chef ou des responsables du village.

9.5. RESPONSABILITE ORGANISATIONNELLE

Le cadre organisationnel proposé pour la mise en œuvre du PCR se compose des organes suivants :

- CI-énergies
- Les autorités administratives
- Le comité départemental de mise en œuvre du PCR

Le PCR sera mis en œuvre sous la responsabilité de CI-énergies à travers l'UGP au sein duquel évoluera un expert socio- économiste expérimenté en réinstallation et genre. Le promoteur du projet à savoir CI-énergie sera chargée de la supervision pour s'assurer de la bonne exécution du PCR en fonction des engagements pris auprès des bailleurs.

Les Comités Départementaux de Suivi Environnemental et Social (CDSES) seront mis en place dans chaque département. Dans le cadre du présent PCR, neuf (9) comités peuvent être constitués⁵. L'ossature de ces comités pourra être constitués des acteurs locaux rencontrés lors des consultations publiques du présent PCR. Il s'agit :

Autorités administratives et autorités des collectivités décentralisées

- Préfecture (01), préside la séance
- Sous-préfets
- Maires
- Conseils Régionaux

Les services publics déconcentrés

- Agriculture,
- Eau et forêt,
- Environnement,
- construction
- Santé,
- CIE,
- SODECI
- et Affaires sociales,

Autorités et représentants des villages concernés

- Chefs du village
- Responsables de la jeunesse
- Responsables des femmes
- Responsables de Mutuelles de Développement

A ces structures, il faudra ajouter des représentants de PAPs potentiels et d'ONG locales.

Ces comités seront mis en place par CI-Energies et auront pour missions principales d'assurer le suivi et la supervision de la mise en œuvre des réinstallations et des compensations. Ils travailleront en étroite collaboration avec l'UGP et l'Ingénieur Conseil (IC).

⁵ Il est aussi possible de l'envisager au niveau régional en veillant à la représentativité de l'ensemble des acteurs autant au niveau départemental que régional

Chaque CDSES se donnera les moyens à travers des points focaux ou une Commission Technique en son sein pour faire les choix des options de base et des priorités ; Participer à l'ensemble des activités qui nécessitent leurs compétences ; Rendre effectif la surveillance et le suivi de l'environnement naturel et humain; Assurer la légalité des actions entreprises⁶.

L'accompagnement social de la mise en œuvre du PCR sera assuré par une ONG spécialisée qui sera recrutée par l'UGP sur la base de TDRs élaboré à cet effet.

Enfin pour l'évaluation/Audit, il sera fait appel à un cabinet d'étude spécialisé en la matière qui sera recruté à cet effet.

La synthèse de la répartition des responsabilités institutionnelle et techniques est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Missions et responsabilités des acteurs

Etapas	Activités	Responsabilités		
		Mission d'exécution	Mission de suivi	Mission d'appui-conseils
Mise en œuvre du PCR	Information et consultation du public préalables	UGP	CI-Energies/BAD	SO
	Mise en place des CDSES	UGP	CI-ENERGIE/BAD	SO
	Renforcement des capacités	UGP	CI-ENERGIE/BAD	SO
	Préparation du processus d'élaboration des PAR	UGP	CI-ENERGIE/BAD	SO
Elaboration du PAR	Inventaire des biens	UGP/CDSES	IC	SO
	Recensement des PAPs affectées à l'intérieure des emprises	UGP /CDSES	IC	SO
	Evaluation des indemnisations et compensations	UGP /CDSES	IC	IC
	Négociations et fixation des indemnisations	UGP /CDSES	IC	IC
	Approbation du PAR	UGPA/ANDE/BAD	SO	SO
	Diffusion et publication du PAR	UGP /ANDE/BAD	SO	SO
Mise en œuvre des PAR	Compensations des PAPs	UGP	IC/ONG/BAD	SO
	Libération des emprises	CDSES	IC/UGP/ONG	SO
	Enregistrement des plaintes et réclamations	CDSES	IC/UGP/ONG	SO
	Traitement des plaintes et réclamations	UGP/CDSES	IC/ONG	IC
Audit	Evaluation de la mise en du PCR	BAD	SO	SO
	Evaluation de la mise en du PCR	BAD	SO	SO

SO=Sans objet

⁶ Ces comités CDSES pourront être également utilisés dans le cadre de la mise en œuvre du PGES.

9.6. RENFORCEMENT DES CAPACITES

Au regard des préoccupations soulevées lors des consultations publiques et les entretiens en groupes restreints, l'EESS, le PCR et les PAR à élaborer sont dans une certaine mesure des instruments nouveaux de mise en œuvre des mesures de prévention et gestion des impacts sociaux négatifs pour les acteurs locaux. Etant donné que ces acteurs au niveau de ce maillon ne sont pas familiers à l'utilisation de ces outils de planification et compte tenu de leur forte implication dans son implémentation sur le terrain, une mise à jour de leurs connaissances apparaît indispensable.

Par conséquent, ces acteurs devant constitués les Comités départementaux de devront bénéficier de renforcements de capacités relativement aux objectifs, procédures, contenu et mises en œuvre de ces instruments en prenant en compte également les directives en matières de réinstallation des organismes de financement.

10. GENERIQUES DU PROGRAMME D'EXECUTION ET LIAISON DE LA REINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX

Les lignes directrices du développement d'un plan de réinstallation peuvent être préalablement établi mais les impacts du projet seront suffisamment perceptibles une fois que l'investissement est assez bien défini.

10.1.PROCESSUS D'ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES PAR

L'exécution des plans de réinstallation se base sur une vision d'articulation logique de déroulement du processus, dont les liens entre le plan de réinstallation, la validation du projet, le paiement des compensations et les travaux d'aménagement doivent être maîtrisés.

Le plan d'exécution du programme de réinstallation couvre trois phases : la planification ; la mise en œuvre de la réinstallation et le suivi et évaluation.

10.1.1. Planification

Dans le cadre du présent projet, il s'agira de préparer une fiche d'analyse des projets (définie en Annexe 3) pour chaque entité locale concernée. Cette fiche permettra d'examiner les statuts de l'occupation. Sur la base de cette première identification, il sera décidé s'il y aura préparation ou non des Plans.

Le PAR est préparé par un consultant spécialisé sur les questions de réinstallation des populations et approuvé après une restitution publique impliquant les acteurs locaux du projet. Le processus d'approbation est placé sous la coordination de l'ANDE. L'approbation du PAR se traduit par la délivrance d'un Certificat de Conformité Environnementale (CCE).

10.1.2. Mise en œuvre de la réinstallation

Une fois que le PAR et le cadre d'actions sont approuvés par les différentes entités concernées par le projet en rapport avec toutes les parties prenantes, une entité locale commise à la mise en œuvre peut entamer les opérations de compensation.

10.1.3. Suivi-évaluation

Le suivi-évaluation est une activité transversale effectué à la fois pendant l'élaboration du PAR et la mise en œuvre.

Dans tous les cas de figure, la mise en œuvre de la réinstallation doit être achevée avant que les travaux d'aménagement ne commencent.

10.2.CHRONOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE EN LIEN AVEC L'EXECUTION DES TRAVAUX

Le choix de l'échéancier de réalisation des travaux doit être ajusté en vue d'assurer une meilleure coordination entre les plans et l'exécution des travaux. Il est donc nécessaire de respecter une chronologie d'étape de mise en œuvre dont le détail se présente comme suit :

Etape 1 :

- Information/sensibilisation et négociation avec la population. L'information sera donnée 30 jours au moins avant le début des enquêtes, afin que les populations prennent toutes les dispositions pour participer au maximum et au mieux aux enquêtes et inventaires des biens.
- Recensement exhaustif et une étude socio-économique des populations affectées à l'intérieur de la zone touchée selon la démarche préconisée par les textes en vigueur; c'est elle qui effectuera les enquêtes préalables au paiement.
- Identification des problèmes sociaux ;
- Diffusion des Plans au niveau national, régional, et local et particulièrement auprès des populations affectées.

Etape 2:

- Elaboration des plans finaux d'aménagement ;
- Accords sur l'alternative d'aménagement la plus optimale ;
- Information sur la date du recasement.

Etape 3 :

- Consultation, entretien avec les personnes affectées sur le projet ;
- Notification sur les évictions, présentations des droits et options ;
- Procédure d'identification; chaque droit sera purgé avec une carte d'identité. Il sera donné aux personnes affectées un accord écrit sur leurs droits et le soutien dans le cadre du projet ;
- Implication des groupes de consultation et de facilitation.

Etape 4 :

- Retour aux populations affectées 30 jours après la conclusion d'étape 3, finalisation des choix relatifs aux options ;
- Problèmes relatifs à l'identification et options convenus à propos;
- Actualisation des informations relatives aux impacts sociaux du projet, ajustement des coûts et budget du plan d'action de réinstallation.

Etape 5:

- Exécution du plan d'action de réinstallation à l'intérieur des zones affectées
- Suivi et documentation montrant que le recasement, la compensation et les autres mécanismes de soutien ont été adéquatement exécutés ; l'assistance pour remplacer les biens perdus, les charges de la période de transition et l'accès à des maisons d'échange seront rendus disponibles avant que les personnes affectées ne soient appelées à bouger ou à abandonner leurs biens ;
- D'autres mécanismes de soutien, comme l'aide aux moyens d'existence, doivent être initiés ;
- Evaluation de la mise en œuvre des plans

11. MECANISME DE RECOURS EN CAS DE PLAINTE

11.1.OBJECTIFS DES RECOURS EN CAS DE PLAINTE

Plusieurs types de conflits peuvent surgir en cas de réinstallation, et c'est ce qui justifie la mise en place d'un mécanisme pour traiter certaines plaintes. Les problèmes qui peuvent apparaître sont les suivants :

- erreurs dans l'identification des PAPs et l'évaluation des biens ;
- désaccord sur des limites de parcelles ;
- conflit sur la propriété d'un bien ;
- désaccord sur l'évaluation d'une parcelle ou d'un autre bien ;
- successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts, d'un bien donné ;
- désaccord sur les mesures de réinstallation (emplacement du site de réinstallation);
- type d'habitat proposé ;
- caractéristiques de la parcelle de réinstallation, etc. ;
- conflit sur la propriété d'une activité artisanale/commerciale (propriétaire du fonds et exploitant différents, donc conflits sur le partage de l'indemnisation).

Du point de vue préventif, les mesures d'atténuation sont mises en œuvre assez précocement pour juguler les conflits potentiels sus énumérés, en utilisant une approche participative qui intègre toutes les catégories sociales potentiellement intéressées. C'est pourquoi, il est particulièrement important de veiller à l'information et au processus de participation de toute la communauté et plus particulièrement des personnes affectées par le projet (PAP).

11.2.CONSENSUS, NEGOCIATION ET REGLEMENT DES CONFLITS

Les mécanismes de règlement de ces conflits passe par un enregistrement des plaintes, le déploiement du mécanisme de règlement à l'amiable (négociation, consensus) et le recours à la justice le cas échéant.

11.2.1. Enregistrement des plaintes

La plainte fera l'objet d'un enregistrement officiel au niveau de chaque communauté traversée par le projet, il sera déposé un registre de plainte au de la Sous-préfecture dont dépend la localité. L'enregistrement sera daté et un délai de traitement signifié au plaignant.

Ces institutions administratives recevront toutes les plaintes et réclamations liés au processus de réinstallation, analyseront les faits et statueront en même temps et veilleront à ce que la réinstallation soit bien menée par le projet dans la localité. Chaque plainte sera par la suite suivie et le dossier la concernant complété au fur et à mesure de son traitement jusqu'à sa clôture. Le Projet communiquera amplement auprès des communautés concernées sur l'existence de ce mécanisme.

11.2.2. Mécanisme de résolution amiable

Les mécanismes suivants sont proposés pour résoudre les conflits qui peuvent naître en raison du déplacement des populations:

- toute personne se sentant lésée par le processus d'évaluation/indemnisation devra exprimer sa requête déposer auprès de la chefferie traditionnelle dans sa localité qui analyse les faits et statue avec sa notabilité, s'il ne trouve pas de satisfaction alors une requête est déposé au sous-préfet qui saisit le comité, Si le litige n'est pas réglé au niveau du Comité, le plaignant fait recours à la procédure de règlement officielle par le Préfet. Cette voie de recours (recours gracieux préalable) est à encourager et à soutenir préférentiellement. Ce comité constitués des acteurs locaux sera formé à la mise en œuvre des mesures de réinstallations et à gestion des plaintes.
- si le requérant n'est pas satisfait, il peut saisir la justice.

11.2.3. Recours à la justice

Le recours à la justice est possible en cas d'échec de la voie amiable. Mais, cette voie n'est pas recommandée, parce que la procédure judiciaire est longue et onéreuse. Elle peut durer des années, ce qui aurait pour inconvénient de retarder la réalisation du projet jusqu'à ce qu'une décision définitive intervienne. Il est donc suggéré dans ces cas que les infrastructures à construire soient implantées à un autre lieu.

11.2.4. Dispositions spécifiques pour la gestion des conflits liés à la terre

Dans le cas d'un conflit portant sur la terre, une solution à l'amiable doit être recherchée en associant les acteurs qui ont une bonne connaissance des limites des terroirs villageois et des parcelles familiales ou privées, afin d'aboutir à un consensus sur la question. La conciliation peut être conduite par des notables ou le chef de village, etc. C'est la forme de règlement de conflits fonciers qui est le plus courant en milieu rural.

12. MECANISME DE CONSULTATION DU PUBLIC

12.1. PROCEDURES DE NOTIFICATION

En termes de diffusion publique, le présent PCR validé mais aussi les PAR qui seront élaborés seront mis à la disposition, dans un lieu et en des formes accessibles, des personnes déplacées et aux autres acteurs notamment les autorités administratives et locales ainsi qu'aux services techniques déconcentrés des différents ministères concernés. En d'autres termes, les instruments de réinstallation sont mis à la disposition du public.

L'implication et la participation des PAPs permettent à ces derniers de prendre part au processus de prise de décision, de conception, de planification et de mise en œuvre opérationnelle des projets. Le projet est mis en œuvre au profit des localités dépendantes de circonscriptions administratives. C'est pourquoi le succès dans leur réalisation dépendra du degré d'appropriation non seulement par les autorités administratives locales et des services déconcentrés des Ministères impliqués mais également des communautés locales. Il est ainsi nécessaire d'accorder une attention particulière à la consultation publique des individus/ménages potentiellement affectés lorsqu'une réinstallation involontaire est déclenchée par une sous- composante.

12.2. MECANISMES DE CONSULTATIONS DU PUBLIC

Afin que tous les acteurs se sentent impliqués et s'approprient les objectifs des activités du projet, ceux-ci devront participer à la conception des activités du Projet, à la détermination des mesures nécessaires à la concrétisation des objectifs de la politique de réinstallation, ainsi qu'à l'exécution et au suivi des activités du Projet. Les communautés rencontrées suggèrent toutes de participer aux activités du projet à tous les niveaux, en tant que bénéficiaires et participants à leur mise en œuvre.

12.2.1. Consultation sur le cadre de Politique de Réinstallation (PCR)

La participation des populations dans le processus de planification et de mise en œuvre du plan de réinstallation est une des exigences centrales des SO2 de la BAD. L'information et la consultation sur le présent PCR, une fois validé, seront organisées comme suit:

- rencontres institutionnelles avec les acteurs principaux concernés par le projet au niveau du comité de pilotage;
- rencontres restitution du PCR avec les autorités administratives, les services déconcentrés des ministères concernés, les élus locaux et les responsables des comités de développement (mutuelles et association) ;
- rencontres restitution du PCR au niveau des villages concernés ;
- intégration des observations et commentaires dans la finalisation du PCR.

12.2.2. Consultation sur les plans d'action de réinstallation (PAR)

Dans cette logique, la consultation publique sera effectuée pendant toute la durée de l'exécution du programme. Elle pourra se dérouler pendant la préparation de (i) l'étude socio-économique, (ii) de l'évaluation de l'impact environnemental et (ii) de la négociation de la compensation à verser aux personnes devant être déplacées (rédaction et lecture du contrat de compensation).

Ces consultations peuvent s'appuyer sur plusieurs canaux d'information à savoir : les réunions, des programmes radio, de demandes de propositions/commentaires écrits, de

remplissage de questionnaires et de formulaires, de conférences publiques et d'explications des idées et besoins du sous projet etc.

12.2.2.1. Participation à la phase d'élaboration des PAR

Les communautés locales et les PAPs pensent qu'elles doivent être informées et sensibilisées sur les enjeux, les objectifs, les activités du projet, et d'autre part, sur leurs effets positifs et négatifs et les mesures préconisées pour les atténuer et/ou les optimiser. De façon pratique, il s'agira pour le Projet d'organiser des réunions d'information et de sensibilisation des communautés des localités concernées, notamment des villages. Ces réunions devront regrouper, non seulement les autorités traditionnelles (chefs et notables), mais aussi les leaders d'opinion, les élites, les élus locaux (députés, maires). L'aspect genre doit y être pris en compte, en s'assurant de la représentativité des femmes, des jeunes et de toutes les couches sociales et surtout les personnes vulnérables.

Elles devront être organisées en collaboration avec les autorités administratives des localités concernées. Lors de la mission de diffusion des divers documents-cadre du projet relatif aux aspects socio-environnementaux (EIES, PAR...) aux autorités administratives, le projet devra leur faire part du processus participatif les impliquant.

Les réunions avec les communautés locales permettront à celles-ci de donner leurs avis sur le projet, les problèmes/craintes que pourraient engendrer le Projet sur leur environnement, ainsi que les mesures y relatives d'une part, et de soumettre au Projet leurs besoins, d'autre part. Ce sera l'occasion pour les communautés de mûrir leurs réflexions sur la nature des compensations éventuelles dont elles vont bénéficier, et pour le Projet, de réajuster le processus d'implication des communautés locales dans le Projet et d'intégrer les préoccupations réelles de celles-ci.

12.2.2.2. Participation à la phase de mise en œuvre des PAR

L'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des activités du projet s'effectuera d'une part, par le recrutement en priorité des populations locales dans le Projet et par le renforcement permanent de leurs capacités en vue de les préparer à l'après-projet, et d'autre part, par des partenariats à établir avec les organisations locales qui travaillent déjà avec les communautés (ONG, GIC, Associations) dans la mise en œuvre des activités d'éco- développement prévues dans le cadre du Projet et le renforcement de leurs capacités pour un meilleur résultat.

12.2.2.3. Participation à la phase de suivi-évaluation

Pour l'ensemble des acteurs rencontrés, le suivi-évaluation des activités du Projet devra être assuré au niveau local, par l'entremise d'un comité local de suivi-évaluation comprenant les représentants des communautés locales. Ce Comité sera composé des acteurs ci-après, dont les capacités devront être renforcées pour assurer cette mission :

- autorités administratives ;
- représentant local du Projet ;
- administrations impliquées ;
- autorités traditionnelles : chefs et notables ;
- représentants des populations locales désignés par elles-mêmes pour le projet ;
- élus locaux ;
- représentants des organisations locales travaillant déjà avec les communautés : (Coopérative, ONG locales, GIE...).

13. DISPOSITIIONS POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION

13.1. CONSISTANCE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION

13.1.1. Objectifs du suivi-évaluation

Les deux étapes, suivi des opérations et évaluation, sont complémentaires. Le suivi consiste à corriger « en temps réel » les méthodes de mise en œuvre durant l'exécution du programme, alors que l'évaluation vise :

- à vérifier si les objectifs généraux des politiques ont été respectés et
- à tirer les enseignements de l'opération pour modifier les stratégies et la mise en œuvre dans une perspective de plus long terme. Le suivi sera interne, et l'évaluation externe

De façon spécifique, les objectifs du suivi-évaluation de la mise en œuvre du Plan de Réinstallation consistent à :

- vérifier que les actions menées sont exécutées conformément aux recommandations du PCR et des PAR ;
- vérifier que la qualité et la quantité des résultats espérés sont obtenues dans les délais prescrits;
- identifier tout élément imprévu susceptible d'influencer le projet ou micro-projet mise en œuvre ou d'en réduire l'efficacité;
- recommander dans les meilleurs délais aux instances responsables concernées, les mesures correctives appropriées, dans le cadre de procédures ordinaires ou exceptionnelles de programmation.

13.1.2. Processus de suivi et d'évaluation

- **Le suivi**

L'objectif du suivi est de signaler aux responsables du projet tout problème qui surviendrait et d'assurer que les procédures préconisées par le présent PCR sont respectées à l'avantage des résultats efficaces pour le projet. Il sera nécessaire de préciser la fréquence d'analyse pour chaque indicateur sélectionné.

- **L'évaluation**

Le but du volet évaluation du Plan de réinstallation est de s'assurer que le niveau de vie des PAPs est supérieur ou au moins égal à celui qu'elles avaient avant le projet.

Les objectifs de l'évaluation consistent à :

- fournir une source de données indépendantes pendant la mise en œuvre des activités de réinstallation et de compensation ;
- fournir les résultats de mise en œuvre du plan de réinstallation dans une perspective globale et socio-économique.

Pour cela, il sera nécessaire :

- d'établir et interpréter la situation de référence des populations affectées, avant le démarrage du projet (les enquêtes-villages, le recensement et l'enquête-ménage effectués dans le cadre de l'élaboration du PAR constitue la base de la situation de référence) ;
- de définir à intervalles réguliers, tout ou une partie des paramètres ci-dessus, afin d'en apprécier et comprendre les évolutions ;
- d'établir, en fin de projet, une nouvelle situation de référence pour évaluer les impacts du PAR en matière socioéconomique.

13.2.DISPOSITIF DE SUIVI ET D’EVALUATION

13.2.1. Acteurs et périodes de suivi et de l’évaluation

Le suivi interne sera effectué par les porteurs du projet à savoir d’une part l’UGP de Côte d’Ivoire Energies par elle-même à travers des missions de supervision et pour elle par les Experts environnementaux et sociaux de l’Ingénieur-Conseil ; d’autre part par les autres acteurs locaux à travers un comité mis en place et une ONG éventuellement.

Dans certains cas, le suivi se fera en continu par l’équipe terrain, alors que dans d’autres cas, il sera mensuel ou annuel. Par exemple, le suivi du paiement des indemnisations s’effectuera en continu. Les paiements des indemnisations seront inscrits de manière régulière dans le système de gestion des données et un suivi en temps réel sera garanti par l’équipe terrain

L’évaluation quant à elle est entreprise par la BAD à travers des auditeurs compétents en trois temps: immédiatement après l’achèvement des opérations de réinstallation, à mi-parcours du projet et à la fin du projet.

13.2.2. Indicateurs potentiels et objectifs de performance

Comme étape préalable au suivi-évaluation, il s’agira de renforcer les indicateurs et les objectifs de performance ci-dessous avant toute élaboration de plan d’actions de réinstallation (PAR). Ainsi, l’avancement et les résultats des activités mises en œuvre se verront évalués et capitalisés de façon plus efficiente. Le tableau suivant fournit une liste non limitative d’indicateurs et d’objectifs de performance en lien avec des acteurs de mise en œuvre.

Tableau 7 : Cadre logique du suivi-évaluation des PAR

Types d'opérations	Responsables de la mise en œuvre	Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Objectifs de performance	Hypothèses et risques
Information et consultation	UGP/CDES	Vérifier que la diffusion de l'information auprès des PAPs et les procédures de consultation sont effectuées en accord avec les principes présentés dans le PCR.	Nombre et types de séances d'information à l'intention des PAPs effectuées dans les zones des activités du PAEMIR avant le début des travaux.	PV de consultations publiques, Listes de présence	Au moins 4 séances d'information par localité concernée (pendant la mise en œuvre du PCR, au démarrage de l'élaboration des PAR, lors du paiement des compensations et lors de la libération des emprises)	Refus de la communauté d'intégrer le projet
Dispositions préventives pour minimiser les déplacements	UGP/IC/Entreprises des travaux	Réduction des déplacements au strict minimum ou les éviter	Nombre de PAPs identifiées et épargnées en rapport avec le nombre de PAPs à déplacer	Liste définitive des PAPs déplacées et réinstallées	Proportion importante de PAPs éligibles finalement épargnés par les impacts négatifs des travaux.	Environnement physique favorable Alternatives existantes et profitables Prise en compte de ces exigences par l'IC et l'entreprise en charge des travaux
Équité genre et vulnérabilité	UGP/IC	S'assurer que les femmes et les personnes vulnérables recevront des indemnités justes et adéquates, telles que proposées dans le PCR.	Compensations versées aux femmes et aux personnes vulnérables affectées par le projet (effectifs et montant), procédures et assistance spécifiques déployées, dates de compensation	Rapport prise en compte genre et vulnérabilité	Toutes les femmes et personnes vulnérables affectées par le projet ont été compensées et indemnisées à leur satisfaction. Aucune plainte des femmes et des personnes vulnérables n'est restée non résolue.	Existence effective de personnes vulnérables affectées par le projet
Inventaires des biens et recensement des PAPs	UGP/CDES	Données socioéconomiques des PAPs disponibles	Nombre par type de PAP affectées par les travaux de pose de conduites	Rapport du PAR approuvé Rapport de mise en œuvre du PAR	100% des PAPs potentiels recensés, leurs biens identifiés et évalués Aucune réclamation	Soutien et engagements des communes et des partenaires institutionnels

Types d'opérations	Responsables de la mise en œuvre	Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Objectifs de performance	Hypothèses et risques
			nombre de PAP physiquement réinstallées			Engagements et disponibilité des populations concernées Disponibilité de site de réinstallation
Octroi des indemnisations et des compensations	UGP/CDES	Liste définitive des PAPs et de leurs droits approuvés (PAR) Versements effectifs de toutes les compensations et indemnisations	Nombre de personnes indemnisées et compensées en rapport avec le nombre total de PAPs Montants payés par rapport au budget du PAR	Documents de mise à disposition des fonds Certificats de paiement des compensations et des indemnisations	100% des PAPs recensés compensés Aucun litige ou réclamation	Mauvaise communication Tensions et dérapages de trésorerie, dépôt de bilans ou cessation de paiement pour le projet
Gestion des litiges	UGP/CDES/Autorités administratives et coutumières	Règlements de tous les litiges (plaintes, réclamations, contestations, etc.)	Nombre et types de litiges enregistrés Nombre et types de litiges résolus	Procès-verbaux de conciliation Procès-verbaux de résolution (accord)	100% des réclamations et litiges résolus	Dysfonctionnement des Comités Suspensions de l'administration Non implication des autorités administratives et coutumières
Réinstallation	UGP/CDES/Autorités administratives et coutumières	Disponibilité des parcelles de réinstallation Reconstruction des habitations Relocalisation des PAPs déplacés Libération des emprises des travaux	Existence de bâtis sur le terrain Nombre de bâtis construits Occupation effective des bâtis par les PAPs Mise à disposition des sites de travaux à l'entreprise	Enquête de terrain Documents techniques d'implantation du tracé des conduites	100% des réinstallations physiques exécutées	Mauvaise gestion des indemnisations et compensations par les PAPs Refus de libération des emprises par les PAPs après leurs indemnisations et compensations Mauvaise communication
Renforcement des capacités	UGP/IC	Formations des Comités et des autres acteurs	Types et nombre de formations	Rapports de formation	100% des acteurs formés	Vaste mouvement d'affectation et de mutation des

Types d'opérations	Responsables de la mise en œuvre	Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Objectifs de performance	Hypothèses et risques
			Nombre de personnes formées			autorités administratives et des agents administratifs membres des CDSES après la formation et avant la fin du projet

13.2.3. Rapportage

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels rendront compte régulièrement de l'évolution des activités sur le terrain. Au niveau central, les rapports de mission de supervision de Côte d'Ivoire énergies permettront de saisir l'état de prise en compte des directives contenues dans les PCR et des PAR. Les rapports trimestriels spécifiquement seront initiés par l'Ingénieur-Conseil validés et transmis par l'Unité de Gestion du Projet du Maître d'Ouvrage à la BAD.

14. ESTIMATION DU BUDGET DU PCR

Le budget décrit ici est une estimation qui vise les mesures d'accompagnement pour l'appropriation du contenu du PCR et la préparation des PAR éventuels, avec dans un premier temps, le renforcement des capacités des acteurs en matière d'appropriation du mécanisme de réinstallation involontaire.

Tableau 8 : Estimation du budget de mise en œuvre du PCR

Désignation	Coût total (FCFA)
1. Indemnisation et Compensation	
1.1 Cultures, arbres utiles détruites	350 000 000
1.2 Indemnisation des lots et bâtis	20 000 000
1.3 Assistances (aides aux personnes vulnérables, etc.)	20 000 000
1.4 Provision gestion des imprévus	20 000 000
Sous total 1	410 000 000
2. Elaboration (du)des PAR	
2.1 Elaboration du (des) PAR par un cabinet d'étude	105 000 000
Sous total 2	105 000 000
3. Mise en œuvre du (des) PAR	
3.1 Frais de fonctionnement des organes de mise en œuvre	27 000 000
3.2 Communication / PEPP	20 000 000
3.3 Renforcement des capacités	35 000 000
3.4 Recrutement d'ONGs	20 000 000
3.5 Appui aux Organisations Féminines	35 000 000
Sous total 3	137 000 000
4. Suivi/Evaluation	
4.1 Suivi/Evaluation	20 000 000
Sous total 4	20 000 000
Total	672 000 000
Imprévus/inflation (5%)	33.600 000
Total Général	705.600 000

En somme, cent cinq millions (105 000 000) de francs CFA seront nécessaires pour financer les mesures d'appropriation du PCR et du processus d'élaboration des PAR à venir.

CONCLUSION

Le plan cadre de réinstallation (PCR) initié pour la mise en œuvre du projet d'électrification rurale et d'électricité pour tous s'appuie à la fois sur les dispositions encadrant le processus de déplacement des personnes affectées selon les normes nationales et celles recommandées selon les sauvegardes opérationnelles de la BAD. Il recommande des méthodes participatives de mise en œuvre du processus de réinstallations et propose l'implémentation de principe garantissant aux personnes potentiellement affectées de nouvelles conditions de vies au moins équivalentes à celle préexistante à la mise en œuvre du projet.

Le dispositif de mise en œuvre et d'appropriation par les parties prenantes de l'ensemble du processus et du suivi de la mise en œuvre s'élève à un montant estimé à sept cent cinq millions six cent mille (705 600 000) de francs CFA.

ANNEXES

- ANNEXE 1: Synthèses des préoccupations SOULEVEES et réponses apportées**
- ANNEXE 2 : Canevas type d'élaboration d'un PAR**
- ANNEXE 3 : Points-clés des tdrs de Plans de Réinstallation**
- ANNEXE 4 : Grille d'analyse sociale**
- ANNEXE 5 : Environnement humain des Régions concernées par le projet**
- ANNEXE 6 : Termes De Reference**

ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES ET RÉPONSES APPORTÉES

Dans le cadre d'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) et de l'élaboration du PCR, des séances d'information et de consultation des populations ont été organisées dans les localités concernées par le projet. Ces rencontres ont été présidées par les Préfets de Région, Préfets de Département, Secrétaires Généraux de Préfecture, les Sous-préfets. Ont assisté ces séances, les autorités administratives et coutumières, les leaders communautaires et les populations des localités concernées.

Deux points étaient généralement débattus à ces rencontres publiques. Il s'agissait de : (i) Présentation du projet et (ii) Échanges avec les populations relativement aux impacts probables du projet et les mesures idoines.

Après les échanges de civilité aux autorités préfectorales, administratives et coutumières, le consultant présentait le projet (contexte, objectifs, méthodologie de la consultation publique).

A la suite de cette étape, la série de questions-réponses a été ouverte. Ainsi, les préoccupations des participants ont généralement porté sur les critères de sélection des localités, les dédommagements des personnes et des biens impactés, le statut de l'occupation foncière, la prise en compte des sites sacrés, des espèces et des espaces protégés, et l'implication des autorités aux étapes de mise en œuvre du projet.

Les Experts du Bureau d'étude Natra Consultant a apporté des réponses à ces préoccupations ci-dessus mentionnées.

Par ailleurs, les participants aux différentes consultations ont exprimé d'autres besoins, notamment l'accès difficile des villages dû à l'état de dégradation avancée des routes et l'accès à l'eau potable.

Tableau de synthèse des interventions

Tableau 9 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Ferké

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Ferkessédougou le 21 Août 2019					
Autorités administratives (le Secrétaire général de Ferkessédougou)	Présentation du cadre de la rencontre (Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Impliquer les autorités administratives à temps pour une meilleure mobilisation des acteurs locaux pour la réalisation du projet.
Collectivités décentralisées (le 4ème vice-président du conseil régional de Ferkessédougou)	Nouvelles phase d'électrification des villages	Bonne initiative pour le développement des villages menées par CI-Energies	Besoins de connaître la date de mise sous tension des localités disposant déjà de réseau avec des poteaux électriques implantés non encore alimentés.	Le programme comporte diverses phases ou projet. L'actuel projet est envisagé pour les mois ou années à venir mais chaque phase suis son cours de sorte qu'à terme l'ensemble des localités du pays soient alimenté à l'horizon 2025	Mettre sous tension des localités ou les travaux sont achevés Il souhaiterait que CI ENERGIES mette tout en œuvre afin que la fourniture d'électricité soit effective dans ces zones déjà en réseau, gage de confiance pour les nouvelles localités éligibles.
Collectivités décentralisées (4eme adjoint au Maire)	Electrification de tous les villages de Ferkessédougou	Le rojet permettra de booster le développement du Département	Il a voulu savoir si les tous les villages de la Sous-préfecture de Ferkessédougou sont pris en compte par le projet. Il a aussi mentionné l'existence de poteaux non raccordés au réseau électrique à certains endroits de la commune.	le consultant a répondu que la volonté du chef de l'état est de voir tous les villages sur le territoire ivoirien électrifié à l'horizon 2025. Il a rassuré les populations à garder leur sérénité, car selon lui, plusieurs projets d'électrifications sont en cours afin d'électrifier toutes les localités.	Aucune

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Ferkessedougou le 21 Août 2019					
Autorité coutumière : (Le Chef de canton)	Electrification du village	Développement du village	Aucune préoccupation ni crainte		Une doléance à CI ENERGIES pour la prise en compte de son village dans le cadre du projet ou des futurs projets.
Autorité administrative (le Secrétaire général de Ferkessedougou)	Les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture	Presevation des sites sacrés.	Aucune préoccupation ni crainte		le Secrétaire général de la préfecture a exhorté le Chef de canton à faire l'inventaire de tous les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture pour leur meilleure prise en compte lors de l'exécution des projets de développement.
Autorité coutumière (Le Chef de canton)	Les sites ou lieux sacrés dans la Sous-préfecture	Presevation des sites sacrés.	Aucune préoccupation ni crainte		Se rapprocher des autorités coutumières qui connaissent les sites et lieux sacrés avant le démarrage des travaux

Tableau 10 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Nagawokaha (S/P de Ferké)

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultation à Nagawokaha (Sous-préfecture de Ferkessédougou) le 21 Août 2019					
Autorités administrative (Sous-préfet de Ferkessédougou)	Présentation du Projet d'électrification rurale de 1 089 localités en Côte d'Ivoire).	Bonne acceptabilité du projet par les villageois.	Aucune préoccupation ni crainte.	Le consultant a exhorté la population de Nagawokaha à s'impliquer d'avantage pendant la réalisation des travaux.	Exhorter les autorités coutumières à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorités coutumières (Le chef du village de Nagawokaha)	Indemnisation des biens impactés et la traversée de la forêt sacrée aux abords du village de Nagawokaha.	Il faut préserver les sites sacrés.	le projet pourrait entrainer la destruction de cultures, l'ouverture de voies dans la forêt sacrée et la profanation des sites culturels.	Cela est le but de l'EESS en cours. Des recommandations seront formulées à Côte d'Ivoire énergies dans ce sens. Mais si cela devient inévitable, il est à voir avec le village ce qui est faisable.	Il souhaiterait que des mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées, éviter la profanation du site sacré qui fait partie de leur patrimoine culturel.
Autorités coutumières (Le chef du village de Nagawokaha)	infrastructures communautaire de base.	Développement de son village	Bonne reception du projet	le consultant a fait savoir que cette préoccupation sera entendue par les autorités compétentes qui pourront l'apprécier selon leur programmation des infrastructures	Le chef, a formulé des doléances auprès de l'équipe en mission pour l'acquisition dans le village d'une adduction en eau potable, de six (06) salles de classe, un foyer de jeune, la construction de centre de santé et de logements des instituteurs.

Tableau 11 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Boundiali

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultation des autorités le 22 Août 2019 à la Préfecture de Boundiali					
Autorités administratives (Préfet de la région de la Bagoué, Préfet du Département de Boundiali)	Présentation du Projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Exhorter les autorités présentes à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorités administratives (le Préfet de Tengréla)	critères de choix des localités à électrifier	Pouvoir sélectionner les village centre avant les autres	Il existe encore certains villages de plus de 500 habitants dans son département qui ne sont pas encore électrifiés, alors qu'il y a des localités moins peuplées qui sont déjà prises en compte dans le cadre du présent projet	Aucune	le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025. Il a demandé donc la patience à tout le monde parce qu'aucun village ivoirien ne restera en marge de ce projet
Collectivités décentralisées (Monsieur Koffi, Directeur Technique du conseil régional de la Bagoué)	l'extension du réseau électrique aux zones périphériques non raccordées,.	Amélioration de la qualité de vie des populations urbaine.	Plusieurs quartiers ne sont pas électrifiés.	Monsieur Timité, Expert en électricité a répondu que ce projet concerne seulement l'électrification rurale et donc ne prend pas en compte les aspects d'éclairage public qui selon lui relève de la compétence de la CIE.	Il souhaite qu'il faut raccorder le réseau électrique aux zones périphériques afin d'éviter aux populations des frais supplémentaires lors de leur abonnement

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultation des autorités le 22 Août 2019 à la Préfecture de Boundiali					
Services administratifs déconcentrés (Monsieur Kra, chef de service foncier rural, à la Direction Régionale de l'agriculture	le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet	Amélioration de la qualité de vie des populations urbaine.	Connaitre préalablement le processus d'indemnisation des personnes potentiellement impactées par le projet	Docteur Koffi, expert en Biodiversité, a répondu que pour l'indemnisation des personnes impactées par le projet, le partenaire financier dispose des mesures de sauvegardes des intérêts des personnes qui perdront un bien et veille à ce que ces personnes soient indemnisées. Il a rassuré les populations que les mesures seront prises pour que le projet soit mené à son terme en tenant en compte les dommages qui seront subis par les populations.	Il souhaiterait que des mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées à temps.

Tableau 12 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Gbando (S/P de Boundiali)

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Gbando le 22 Août 2019 (Sous-préfecture de Boundiali)					
Autorités administratives (Secrétaire général 2 de la Préfecture de Boundiali)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Exhorter les villageois à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorités coutumières : Le chef du village de Gbando	la traversée de la forêt sacrée « Tchébénou » située aux abords du village	Presevation des sites sacrés	La destruction ou la profanation du site sacré	Concernant la forêt sacrée, le consultant a rassuré les populations en leur signifiant que toutes les mesures seront prises pour éviter la profanation de ce site.	Il souhaiterait la déviation de la forêt classée « Tchébénou » située à l'extrémité du village lors de l'exécution du projet Ainsi, si le projet nécessite un passage dans la forêt sacrée, des sacrifices seront consentis pour permettre la bonne exécution du projet
Autorités coutumières : Le chef du village de Gbando	Indemnisation	L'ouverture de l'emprise pourrait entrainer la destruction de cultures	Les biens impactées par l'ouverture des emprises pour le transport de l'électricité seront-ils indemnisés ?	En revanche, le consultant a rassuré les villageois de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation.	Il souhaiterait que le processus d'indemnisation soit une réalité.

Tableau 13 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Odienné

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Odienné le 23 Août 2019					
Autorités administratives (le Secrétaire général 1)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Collectivités décentralisées (le Directeur de cabinet/Conseil Régional du Kabadougou)	Fourniture d'électricité dans les ménages à faible revenu	Améliorer les conditions de vie dans les ménages les plus vulnérables	M Koné Ibrahim a voulu savoir si le projet prend en compte la fourniture d'électricité dans les ménages à faibles revenu	Le consultant a répondu qu'effectivement la volonté de l'Etat est de permettre l'accès à l'électricité de tous les ménages à travers le programme d'électrification pour tous.	aucune
Autorités administratives (le Sous-Préfet de Bougoussou intérimaire du Sous-Préfet de Bako)	Indemnisation des populations affectées	Rassurer les populations	Aucune préoccupation ni crainte	Le consultant a indiqué que cette étape est le début d'une série d'études qui permettront d'identifier les impacts et mesures environnementales à mettre en œuvre. Il a ajouté que tous ceux dont les biens seront impactés auront droit à l'indemnisation. Il a rassuré la population de la prise en compte de leurs préoccupations	Indemniser les populations affectées par le projet avant sa mise en œuvre ainsi que toutes celles qui sont affectées dans le cadre de projets antérieurs
Services ou opérateurs privé (PCA Pôle Nord-Ouest riz)	Le type de compteur qui sera utilisé	Accès à l'électricité est capital	M DIARASOUBA Moussa a voulu savoir si ce ne sont que les compteurs à carte qui sont prévus pour la fourniture des populations en électricité	Le consultant a répondu qu'il appartient à la CIE, la société de distribution et de commercialisation de l'électricité de choisir le type de compteur	aucune
Autorités administratives (Préfet de Madinani)	Sécurisation des disjoncteurs	Sécuriser les équipements après la mise en œuvre du projet	M le Préfet a voulu savoir si les disjoncteurs peuvent être déplacés même après la mise en œuvre du projet	L'expert en énergie a répondu que les disjoncteurs pourront être déplacés même après la mise en œuvre du projet	

Tableau 14 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Badioula (Préfecture de Bako)

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Badioula le 23 Août 2019 (Préfecture de Bako)					
Autorités administratives (Préfet de Madinani)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés	Aucune préoccupation ni contrainte		Exhorter les autorités coutumières à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorités coutumières : Le chef du village de Nagawokaha	Indemnisation des personnes impactées	Rassurer les populations et permettre leur implication	Aucune préoccupation ni contrainte	Le consultant a répondu que le partenaire financier veille sur les indemnités. Il a rassuré la population quant à la prise des mesures pour l'indemnisation effective des personnes affectées	Le chef du village salut l'avènement du projet. Il souhaite que les mesures soient prises pour indemniser les personnes impactées

Tableau 15 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Béoumi

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Béoumi le 19 Août 2019 (Préfecture de Béoumi)					
Autorités administratives (Sous-préfet de Beoumi)	Présentation du Projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorités administratives (Sous-préfet de Bodokro)	Nom de localité sélectionnée pour être électrifiée	Vérification des noms des villages, avant la réalisation du projet.	Il n'existe pas de localité dans la circonscription de Bodokro du nom de Kondrobo	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Il souhaiterait que les localités de sa circonscription peuplées de plus de 500 habitants qui ont toujours le statut de campement soient prises en compte dans les programmes d'électrification à venir.
Autorités coutumières : Chef canton de Beoumi	Electrification des quartiers de la ville de Beoumi	booster le développement de la ville	l'Electrification des quartiers non encore électrifiés pour booster le développement de la ville	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Il souhaite que la ville bénéficie d'un programme pour desservir les quartiers périphériques et le quartier Baoulé qui souffre depuis longtemps de l'obscurité.
Autorités coutumières : le chef du village de Koumabo	Electrification des villages	Développement du village	Ne comprend pas pourquoi son village qui compte plus de 500 habitants est traversé par la HTA et jusqu'à présent n'est pas électrifié.	le consultant rappelle qu'il y a plusieurs programmes d'électrification dont le village serait bénéficiaire.	Il souhaite que son village bénéficie d'un programme d'électrification
Services administratifs déconcentrés (le commandant des eaux et forêts et le Directeur de l'agriculture	Indemnisation des biens	Mesures à prendre en cas de destruction de biens	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	les biens qui seront impactées par l'ouverture des emprises pour le transport de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Ils souhaitent que l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.
Autorités administratives (Sous-Préfet de Bodokro)	Indemnisation des biens	Mesures à prendre en cas de destruction de biens	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	les biens qui seront impactées par l'ouverture des emprises pour le transport de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Il souhaite que l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.

Collectivité décentralisée (Le SG de la Mairie de Beoumi)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Associer les administrateurs communaux aux projets. Car cela permet de planifier le budget communal.	C'est ce qui est présentement fait car le projet est à l'étape de la faisabilité.	Il souhaite que les promoteurs les associent toujours aux projets de développement.
Autorité coutumière (Le chef du village de Wawassi)	Electrification du village	Développement du village	Le chef du village de Wawassi N'gbabo ne comprend pas pourquoi son village qui à été délocalisé pour la construction du barrage ne bénéficie pas de l'électricité ?	le consultant a répondu que la volonté du chef de l'état est de voir tous les villages sur le territoire ivoirien électrifié à l'horizon 2025. Il a rassuré les populations à garder leur sérénité, car selon lui, plusieurs projets d'électrifications sont en cours afin d'électrifier toutes les localités.	Il souhaite que son village bénéficie d'un programme d'électrification

Tableau 16 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Mangré-Kan (S/P de Béoumi)

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Mangré-Kan le 19 Août 2019 (Sous-préfecture de Béoumi)					
Autorité coutumière (Le chef du village de Mangré Kan)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet par les communautés du village	Aucune préoccupation ni crainte		Le chef du village de Mangré Kan a exhorté sa notabilité et la population à être attentif afin de donner leurs avis et précopation.
Un participant/Habitant du village	Indemnisation des pertes de cultures	risques de destructions des biens lors de l'ouverture des emprises nécessaires à la construction des réseaux pour le transport de l'électricité Electrification du village, source de création d'emploi et développement durable	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	les biens qui seront impactées par l'ouverture des emprises pour le transport de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.
Autorité coutmrière (Chef du village de Mangré Kan)	Electrification de son village	Développement de son village	Aucune		Il a exprimé la satisfaction de sa population de bénéficier de ce programme du gouvernement. il a enfin souligné que par son nom sa population adhère entièrement au prjoet.

Tableau 17 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Niakaramadougou

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Niakaramandougou le 22 Août 2019 (Préfecture de Niakaramandougou)					
Autorité administrative (Sous-préfet de Niakara)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorité administrative (Sous-préfet de Badikaha)	Critères de choix des localités à électrifier	sélectionner les villages centres avant les autres	Quels sont les critères de choix des localités à électrifier?	le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025.	
Autorité administrative (Sous-préfet de Badikaha)	Visite de toutes les localités bénéficiaires du projet	toucher du doigt toutes les préoccupations des villageois.	Est-ce que toutes les localités sélectionnées seront visitées ?	cette étude n'est que le début d'une série de plusieurs études qui se feront de façon plus spécifique.	Il souhaite que toutes les localités sélectionnées soient visitées pour toucher du doigt toutes les préoccupations des villageois.
Autorité administrative (Sous-préfet de Badikaha)	Electrification des villages	Besoin de développement d'autres localités non sélectionnées	Un village centre a été ignoré et la ferme semencière qui bénéficie d'un autre projet a été retenu	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Il propose que le village de Korokouna-Gare soit électrifié en lieu et place de Ferme cemencière car il compte plus d'habitants et c'est un village centre au lieu de la ferme semencière qui bénéficie d'un autre projet d'électrification
Autorité administrative (Sous-préfet de Tafiré)	Electrification des villages	Besoin de développement d'autres localités non sélectionnées	les localités de Koulokokaha et Tioletanakaha sont regroupées sur un même site.	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation.	Il souhaiterait donc qu'on ajoute la localité de Kapalakaha qui reste le dernier village non électrifié de sa circonscription.
Autorités administratives à travers leur porte parole	Indemnisation des biens impactés	Amélioration des conditions de vie des populations	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ?	les biens qui seront impactés par l'ouverture des emprises pour le transport de l'électricité seront indemnisés. En revanche, le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Ils proposent l'indemnisation des impactés se fasse avant ou pendant la réalisation des travaux.

Collectivité décentralisée (représentant du Conseil Régional)	infrastructures électriques défaillantes. électrification des localités de statut de campement	Développement du département.	Infrastructures électriques défaillantes à Niakara ville et des grands villages environnants.	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	Ils souhaiteraient que Côte d'Ivoire ENERGIE lance un programme dans ce sens de réparations et de renforcement de l'existant
--	---	----------------------------------	--	--	--

Tableau 18 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Télétanakaha (S/P de Tafiré)

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Télétanakaha le 22 Août 2019 (Sous-préfecture de Tafiré)					
Autorité coutumière (Chef du village de Télétanakaha)	Indemnisation	Bonne acceptabilité du projet par les communautés des villages	Qui est-ce qui va gérer la situation des personnes dont les biens seront détruits ?	Il a sensibilisé les populations d'accepter le projet car d'autres études permettront d'évaluer les biens qui seront impactés.	Impliquer fortement les populations de Télétanakaha à faciliter la réalisation du projet.
Organisation féminine (présidente des femmes du village de Télétanakaha)	Emplois des jeunes	Bonne acceptabilité du projet par les communautés des villages	Comment les jeunes seront utilisés pendant les travaux ?	Pendant la phase de construction, l'entreprise mandatée aura besoin de mains d'œuvre locale..	Une doléance pour le recrutement des jeunes du village
Autorité coutumière (Chef du village de Kablaké 1)	Présentation du projet	Un projet de développement du village	Quel est le rôle de la population face au projet ?	Il s'agit pour la population de collaborer avec le projet et faciliter les activités.	Aucune
Autorité coutumière (Chef du village de Télétanakaha)	Réalisation du projet	Bonne réception du projet	Aucune		Remerciement à toute l'équipe d'avoir effectué le déplacement pour leur annoncer la bonne nouvelle.

Tableau 19 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Korhogo

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Korhogo le 23 Août 2019 (Préfecture de Korhogo)					
Autorités administratives (Préfet de région par interim, Préfet de Sinématiali)	Présentation du projet	Bonne acceptabilité du projet pour les villages non électrifiés.	Aucune préoccupation ni crainte.		Exhorter les autorités à une mobilisation parfaite pour la réalisation du projet.
Autorités administratives (Préfet de Dikodougou)	critères de choix des localités à électrifier	sélectionner les villages centres avant les autres.	Quels sont les critères de choix des localités à électrifier? Il ne comprend pas pourquoi dans son département il ya moins de localité à électrifier.	le consultant a indiqué qu'auparavant, les localités qui avaient plus de 500 habitants étaient admises à être électrifiées. Actuellement, la politique du Gouvernement est d'électrifier toutes les localités du pays d'ici 2025.	
Autorités administratives (Préfet de région par interim, Préfet de Sinématiali)	l'indemnisation des biens impactés	Amélioration des conditions de vie des populations	Quelles sont les dispositions nécessaires prévues en cas de destruction des biens ? Il est inquiet pour les entreprises qui viendront construire les futures lignes électrique	le consultant a rassuré les autorités de remonter l'information à qui de droit pour prendre des décisions idoines à cette situation	le processus d'indemnisation des biens impactés est lent. Cette situation nous mets dans des conditions inconfortables fasse à la population. En revanche il souhaiterait que l'indemnisation des biens soit une priorité avant la phase de construction du projet.

Tableau 20 : Synthèse des interventions lors de la consultation à Kafigué (S/P de Korhogo)

Acteurs/institutions	Points discutés	Avis retenus	Préoccupations et craintes exprimées	Réponses apportées par le consultant	Suggestions et recommandations formulées
Consultations à Kafigué le 23 Août 2019 (Sous-préfecture de Korhogo)					
Autorité coutumière (Le chef de village de Kafigué)	Présentation du Projet	Electrification du village, source développement, Bonne acceptabilité du projet par les communautés des villages	Aucune préoccupation ni crainte		Remerciement à la delegation, aux autorités du département de la région et gouvernement actuel
Organisation féminine (Présidente des femmes de Kafigué)	Présentation du Projet	Joie et satisfaction pour la nouvelle. Ce projet pourrait sortir la gente féminine de la précarité et de la pauvreté.	Aucune préoccupation ni crainte		Remerciement à la delegation
Autorité coutumière (Chef de village de Kafigué)	Présentation du Projet	Le village sortira de l'obscurité	Remerciement à la delegation		Il promet de tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation du Projet et souhaite que le projet soit accompagné d'autres infrastructures communautaire notamment la construction d'une pompe villageoise et l'augmentation du nombre de salle de classe de l'école primaire.

ANNEXE 2 : CANEVAS TYPE D'ELABORATION D'UN PAR

Cette annexe décrit les différents éléments d'un plan de réinstallation

1. Description sommaire du sous projet
2. Impacts potentiels
3. Objectifs du programme de réinstallation
4. Résultats des études socio économiques
 - Résultats du recensement
 - Caractéristiques des ménages
 - Ampleurs de s pertes
 - Informations sur les groupes ou personnes vulnérables
5. Cadre juridique Conclusions de l'analyse du cadre juridique
6. Cadre institutionnel : Conclusions de l'analyse du cadre
7. Eligibilité
8. Estimation des pertes et de leur indemnisation
9. Mesures de réinstallation
10. Protection et gestion environnementale
11. Participation communautaire
12. Intégration avec les populations hôtes
13. Procédures de recours
14. Responsabilités organisationnelles
15. Calendrier d'exécution
16. Coûts et budget
17. Suivi et évaluation

ANNEXE 3 : POINTS-CLES DES TDRS DE PLANS DE REINSTALLATION

1.Introduction et question de la réinstallation

- Décrire le sous-projet et son emplacement. Donner l'identité de l'agent d'exécution ainsi que de(s) la personne(s) responsable(s) de la préparation du PR en mentionnant leurs qualifications.
- Dresser un portrait des activités du sous-projet qui entraîneront un déplacement ainsi que les efforts entrepris pour réduire le nombre de personnes devant déménager.
- Décrire le site, les services qui y sont actuellement disponibles (écoles, lieux de culte, transports publics, centres de santé, marchés, etc.) en mentionnant leur éloignement.

2.Cadre juridique

Fournir un bref résumé des lois, procédures et règlements locaux sur l'acquisition de terrains et la réinstallation. Lorsque des divergences existent entre la législation locale et la politique de la Banque mondiale, décrire les moyens auxquels il sera recouru pour combler ces écarts.

3.Enquête sur les propriétés, familles et/ou entreprises affectées

- Recueillir les données permettant de saisir le statut d'occupation et de propriété des biens affectés.
- Inclure des informations supplémentaires sur la valeur des logements, sur les bonnes dispositions des personnes à déménager, sur les réunions de consultation, etc.

4.Impacts provoqués par le déplacement

Donner le niveau de détail nécessaire permettant de bien montrer l'ampleur de l'impact du déplacement.

5.Aide offerte aux familles réinstallées

- Fournir une description détaillée des types d'aide (par ex., indemnisation, aide à la réinstallation dans le nouveau logement, indemnité de déménagement) devant être apportée aux personnes expulsées.
- Décrire également les termes des accords passés avec les personnes expulsées et la manière dont celles-ci sont prêtes à s'accommoder de l'aide et du calendrier discutés.
- Décrire le type d'efforts qui seront entrepris pour rétablir ou améliorer leurs revenus.
- Décrire le type d'attention particulière qui sera accordée aux personnes âgées, invalides, aux mères célibataires ou à toute autre catégorie de personnes nécessitant une assistance particulière.
- Décrire la manière dont l'accès aux services sera restitué ou amélioré.
- Montrer la manière dont les liens familiaux ou communautaires seront préservés.
- Décrire les mesures destinées à rétablir les réseaux socio-économiques.
- Décrire les impacts possibles sur les groupes d'accueil ainsi que les mesures prises pour éviter que les personnes réinstallées ne soient rejetées et parer à toute autre réaction négative.
- Indiquer les solutions convenues avec chaque personne expulsée.

6. Organisme responsable

- Donner le nom de l'entité qui sera chargée de la mise en œuvre et du suivi des activités qu'englobe l'exécution du PAR.
- Éléments du budget et estimation des coûts.
- Inclure le coût du foncier, de l'immobilier, du déménagement, les coûts administratifs ainsi que les indemnités de déménagement et de réinstallation.

7. Calendrier de la réinstallation

- Décrire le calendrier de réinstallation, y compris les activités à conduire, leurs dates et budget, en y insérant les commentaires pertinents.
- Inclure toute activité complémentaire visant à estimer si les personnes expulsées ont été ou non en mesure de rétablir leurs moyens d'existence/conditions de vie.

Ce calendrier devra être conçu de manière à correspondre à l'agenda de conception et toute réalisation (et de réalisation des travaux de génie civil le cas échéant) entrant dans le cadre de l'exécution du projet et devra être présenté.

8. Suivi/activités complémentaires

Décrire la manière dont l'organisme responsable assurera le suivi de la mise en œuvre du Plan et conduira les activités requises pour en concrétiser les objectifs.

9. Évaluation

Décrire la manière dont l'évaluation de ce Plan aura lieu. L'organisme responsable devra, au plus tard dans les 6-12 mois suivant la date de réinstallation, s'astreindre à localiser les familles réinstallées et à analyser leur situation afin de déterminer si elles sont parvenues à rétablir leurs moyens d'existence et leurs conditions de vie. Si tel n'est pas le cas pour l'une ou l'ensemble des personnes réinstallées, l'organisme responsable devra fournir une aide supplémentaire.

ANNEXE 4: GRILLE D'ANALYSE SOCIALE

Brève description du milieu social et identification des impacts

1. L'environnement naturel

(a) Décrire la formation du sol, la topographie, la végétation de l'endroit/adjacente à la zone de l'installation et/ou l'équipement électrique.

(b) Faire une estimation et indiquer la végétation qui pourrait être dégagée

2. Compensation et ou acquisition des terres

L'acquisition de terres ou la perte, le déni ou la restriction d'accès au terrain ou aux autres ressources économiques seront-ils le fait de la construction ou réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée? Oui_____ Non_

3. Perte de terre :

La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de terre ?

Oui___ Non_____

4. Perte de bâtiment

La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de bâtiment ?

Oui___ Non_____

5. Pertes d'infrastructures domestiques :

La construction ou l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire d'infrastructures domestiques ?

Oui___ Non_

6. Perte de revenus

La construction ou l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de revenus?

Oui___ Non_____

7. Perte de récoltes ou d'arbres fruitiers

La construction ou la réhabilitation de l'installation et/ou l'équipement électrique proposée provoquera-t-elle la perte permanente ou temporaire de récoltes ou d'arbres fruitiers? Oui___ Non

Travail de réinstallation nécessaire

o Pas de travail social à faire

PAR Abrégé ☐

PAR intégral ☐

Pas de PAR ☐

ANNEXE 5 : ENVIRONNEMENT HUMAIN DES ZONES CONCERNEES PAR LE PROJET

1. CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES DE LA ZONE DU PROJET

La zone de couverture du projet est constituée de certaines Régions des Districts de la Vallée du Bandama, des savanes et du Denguelé qui peuvent être regroupés pour des besoins de synthèse en 3 entités à travers d'abord les Régions du Gbêkê et du Hambol, ensuite celles du Tchologo, de la Bagoué ainsi que du Poro et enfin celles du Folon et du Kabadougou. Les caractéristiques socioéconomiques seront présentées en tenant compte de ce regroupement par District.

1.1 Données socioéconomiques des régions du Gbêkê et du Hambol

1.1.1 Organisation administrative

Le district de la Vallée du Bandama est constitué des régions du Gbêkê et du Hambol situées sensiblement dans le centre de la Côte d'Ivoire. Ce district est limité au Nord par les régions Tchologo et du Poro, à l'Est par les régions du Gontougou du Boukani et de l'Iffou, à l'ouest par celles du Béré et du Marahoué et enfin au sud par la région du Bélier.

La région du Gbêkê se subdivise en quatre (04) départements, notamment les départements de Bouaké, de Béoumi, de Sakassou et de Botro. La région du Hambol est composée de trois (3) départements à savoir Katiola, Dabakala et Niakaramadougou.

Le Chef-lieu de la Région du Gbêkê à savoir Bouaké est située au Centre de la Côte d'Ivoire, à 330 km d'Abidjan et Katiola, celui de la Région du Hambol à une cinquantaine de kilomètres plus au Nord de Bouaké. (Voir carte ci –après).

Carte N° 1 : Régions du Gbêkê et Hambol



Chef-lieu de District (en rouge)

Chef-lieu de Région

Chef-lieu de Département

Chef-lieu de Sous-préfecture

La plupart des Services Publics sont implantés dans les chefs-lieux de Région (Bouaké et Katiola) ainsi que dans les Départements à travers des directions départementales ou de simples services. On peut citer la Brigade de Gendarmerie, les cantonnements des Eaux et Forêts, les services de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, des Impôts, etc. Les services parapublics et privés rencontrés sont : l'ANADER, la COOPEC, les services de la SODECI, de la CIE, des officines privées, des réceptifs hôteliers...

1.1.2 Ancrage administratif des localités concernées par le projet dans le Gbêkê et le Hambol

L'effectif des localités concernées par le projet pour ces deux régions est de 20 et se répartissent entre les départements de Bouaké (1 localité) et de Béoumi (11 localités) et Niankaramandougou (8).

Ces localités par le projet dans ce district se répartissent entre ces deux régions, par départements et Sous-préfectures. Voir carte ci-dessous.

Tableau 21 : Ancrage administratif des villages éligibles de la zone du projet

REGION	DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES CONCERNEES
GBEKE	BOUAKE	BOUAKE	ASSANDRÉKRO
	BEOUMI	BEOUMI	MANGRÉ-KAN
			OUENGRÈ
		N'GUESSANKRO	AGBAYANSI
		LOLOBO	APPANI-MANGOUAKRO
			KONGOLA
			SAMOIKRO
		KONDROBO	KANDÈ-KAN
		BODOKRO	KONDROBO
			DIBIÉKRO
HAMBOL	NIAKARAMANDOUGOU		AKA-KOFFIKRO
		MARABADIASSA	TOUDJAN 1
		TORTIYA	ALLASSO
			SONGOROKAHA
			ZOUAÉRI
		BADIKAHA	FERME CEMENCIÈRE
		NIEDIEKAHA	NIÉRÉTENKAHA
		TAFIRE	SÉGBÉLÉKAHA
			KOULOKAKAHA
			TIÉLÉTANAKAHA

Il apparaît au regard de la liste des localités éligibles du projet que les circonscriptions sous préfectorales de Bouaké (chef-lieu de région du Gbêkê), N'Guessankro, Kondrobo, Marabadiassa pour la région du Gbêkê et celles de Badikaha et Niédékaha pour la région du Hambol sont concernées pour une localité chacune. Celles de Béoumi, Lolobo, Bodokro pour la région du Gbêkê ainsi que Tortya et Tafiré de la région du Hambol renferment plus d'une localité comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

1.1.3 Caractéristiques socioéconomiques et socio-culturelles de la Région du Gbêkê et du Hambol

Ces caractéristiques portent sur les aspects sociodémographiques, sur les activités socioéconomiques, les aspects d'équipement en infrastructures et les aspects socioculturels de la région du Gbêkê.

Aspects sociodémographiques

❖ Population

La région du Gbêkê située est peuplée selon les données démographiques du RGPH 2014 de 1 010 849 habitants et concentre 83% de la population régionale pour les seuls départements de Béoumi et de Bouaké (soit 834 900 habitants) qui renferment les grands centres urbains à savoir les villes de Bouaké et de Béoumi. Sa superficie est de 9 136 km², soit une densité d'environ 131,3 hbts /km².

Quant à la région de Hambol, elle a une population de 429 977 habitants (RGPH 2014) établie sur une superficie de 19 122 km² soit 17 habitants/km². La région compte trois départements, notamment Katiola, Dabakala et celui de Niakaramandougou. Les trois principales villes, chefs-lieux de Département concentrent une population de 71 265 hbts soit 17% de la population régionale.

❖ L'habitat

L'habitat dans les régions du Gbêkê et du Hambol est diversifié. Dans la plupart des agglomérations (urbaines et rurales) s'observent des bâtis de plus en plus modernes. Ils sont constitués de maisons en dur recouvertes de tôles simple ou de type villas. Dans les villages se trouvent également des maisons en banco, des baraques en bois. De façon globale, il est constaté que les constructions sont de plus en plus de type moderne (en dur) et se rencontrent généralement sur les nouveaux sites et/ou extensions des villages. Les maisons de type traditionnel (maison en banco) se retrouvent généralement dans les « anciens villages » sur des sites non lotis.

Activités économiques

Les potentialités économiques des régions du Gbêkê et du Hambol sont diverses et touchent plusieurs secteurs d'activités socio-économiques tels que l'agriculture, l'industrie et le commerce.

❖ L'agriculture

L'activité principale dans ces deux régions est l'agriculture vivrière, encore très marquée par une production de subsistance dont les cultures dominantes restent l'igname, le riz, le maïs, l'arachide, le manioc, les légumes... En effet, ces cultures sont principalement destinées à la consommation des populations elles-mêmes et le surplus est vendu sur les marchés locaux et extérieurs

Les principales cultures industrielles sont l'anacarde et le coton. La culture du coton au fil des années cède la prépondérance à la culture de l'anacarde en plein essor ces dernières années.

Ces cultures de rente dans cette zone du projet sont complétées par la culture de mangue qui connaît une extension récente dans la Région du Hambol ainsi que quelques petites plantations de café dans la zone du département de Béoumi et un peu de cacao dans le département de Sakassou.

❖ L'élevage et la pêche

L'élevage pratiqué est essentiellement de type traditionnel avec une forte proportion de l'élevage itinérant de bovins. Les animaux sont en divagation et généralement utilisés lors des événements importants dans les familles. Les animaux élevés sont le plus souvent les bovins, ovins, caprins, volailles (poules, pintades, canards)...

Malgré les énormes potentialités de la zone du projet en élevage, les initiatives de modernisation de l'élevage sont pratiquement inexistantes. Il est à noter que l'élevage d'ovins et de caprins a été vulgarisé et a prospéré grâce au Centre National Ovin (CNO) dans la région du Gbêkê qui a été malheureusement détruit lors de la crise militaro-politique.

La divagation et la transhumance des animaux engendrent souvent des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. L'élevage, bien qu'il soit du type traditionnel, a une forte existence dans la zone du projet.

La pêche dans les régions du Gbêkê et du Hambol, quant à elle, s'est développée surtout dans le département de Béoumi grâce au barrage de Kossou. Elle est dominée par les pêcheurs « bozos » venus du Mali aux côtés des populations autochtones qui s'y adonnent de façon minoritaire et qui pratiquent la pêche en tant qu'activité secondaire. Les deux plans d'eau les plus importants sur lesquels se pratiquent les activités de pêche sont le lac Kossou et le petit lac du barrage hydro-agricole de la LOKA.

❖ L'industrie

L'activité industrielle reste importante dans la région du Gbêkê et à un degré moindre au niveau de la Région du Hambol après la longue crise militaro-politique qui a éprouvé le tissu industriel préexistant. Les unités industrielles existantes actuellement sont :

- Etablissement Robert GONFREVILLE spécialisé dans le textile ;
- Oléhol industrie SA (Ex-TRITURAF), spécialisé dans l'huilerie ;
- SITAB, spécialisé dans le tabac ;
- CIDT, spécialisé dans le traitement de coton ;
- SODIAL-CI, spécialisée dans la fabrication de l'alcool ;
- SOFITIS, spécialisée dans la fabrication des sachets et emballages ;
- OLAM Côte d'Ivoire, spécialisée dans le traitement des noix de cajou (anacarde).

S'agissant de la Région du Hambol, l'industrialisation est, pour l'heure, à un stade embryonnaire avec l'installation de petites unités industrielles dont ACKEES et OLAM, ainsi qu'une unité de décorticage de riz. Les deux premières unités s'occupent respectivement de la transformation des fruits de « finzan » (plante locale) en des boîtes de conserves alimentaires essentiellement destinées à l'exportation, et de la transformation de noix de cajou en amandes alimentaires prête à la consommation.

❖ Le commerce

L'activité dominante dans la région du Gbêkê et celle du Hambol est le commerce dans toute sa diversité. Le marché de Gros de vivriers de Bouaké constitue le centre où convergent les productions ainsi que le point de départ de sa redistribution dans le reste de sa Côte d'Ivoire. et les marchés périphériques existant dans les grandes agglomérations le démontrent si bien.

Les villes et certains villages-centres sont animés par soit un marché quotidien ou hebdomadaire, où les populations des localités aux alentours viennent s'approvisionner et vendre leur production à l'instar des autres localités du pays.

Le commerce urbain dans les villes des départements de la région du Gbêkê est assuré par les nationaux et des autres commerçants venus de la sous-région (Mauritaniens, Guinéens, Nigériens, Nigériens...). Les produits de ce commerce sont principalement les produits finis comme les vêtements, les ustensiles de cuisine, des houes, des machettes et du savon, etc...

Mais il n'est pas rare de constater des organisations coopératives généralement féminines de production et de commercialisation du vivrier et des produits de la pêche opérant dans le domaine surtout des vivriers.

En définitive, la vente des produits agricoles constitue l'élément essentiel qui tient le commerce dans cette zone du projet.

Infrastructures et équipements collectifs

❖ Le réseau de transport

La région du Gbêkê et celle du Hambol disposent d'un important réseau de routes bitumées et non bitumées. Le réseau routier très dense, est composé de plus de 1.200 km linéaires de routes (tous types de trafic et nature juridique confondus), dont les principales rallient cinq (5) chefs-lieux de département, notamment Yamoussoukro au sud, Sakassou au Sud-ouest, Béoumi à l'Ouest, Ferkessédougou au Nord et M'Bahiakro à l'Est. La voirie bitumée est plus concentrée au niveau des villes de Bouaké et de Katiola. Aussi, les voies qui relient les chefs-lieux de départements entre eux sont bitumées.

Le transport terrestre en commun est assuré par des autocars de différentes compagnies de Bouaké vers les autres villes ivoiriennes. Le transport intra-urbain à Bouaké et Katiola est assuré par les taxis villes ordinaires et les moto-taxis apparus à la faveur de la crise sociopolitique.

La difficulté des déplacements réside au niveau des liaisons entre les différentes localités. Les populations attendent de longues heures pour leur déplacement à bord de taxi-brousses, tricycles ou motos-taxis.

Aussi, situées sur la ligne du chemin de fer qui relie Abidjan à Ouagadougou au Burkina Faso, les villes de Bouaké et Katiola disposent de gares ferroviaires exploitées par la SITARAIL. En outre, la ville de Bouaké dispose d'un aéroport.

❖ Infrastructures socio-sanitaires

Cette zone du projet que constitue les Régions du Gbêkê et du Hambol dispose d'une offre de soins jugée complète du fait de la présence de l'ensemble du dispositif de la pyramide des soins, CHU, CHR, HG et établissement de soins de santé primaires avec les instituts de soutien à la prise en charge notamment INHP, CNTS... logés à Bouaké. En outre, la ville de Bouaké comporte des polycliniques, et des établissements spécialisés (vétérinaire, dermatologie, dentiste, optométrie, maternité, psychologie, pédiatrie, etc.) et des cliniques médicales privées aussi bien à Bouaké qu'à Katiola.

❖ Infrastructures socio-éducatives⁷

Toutes les infrastructures socio-éducatives pour les différents niveaux sont présentes dans la région et sont plus concentrées dans la ville de Bouaké.

Au niveau de l'enseignement préscolaire et primaire, on dénombre 862 établissements dont 433 publics, 91 privés, 336 mixtes et deux islamiques.

L'enseignement secondaire général est assuré par les collèges et lycées d'enseignement général au nombre de 27 avec 14 publics et 13 privés. Il existe également 37 centres d'alphabétisation.

Onze (11) écoles techniques et professionnelles sont ouvertes dans le département de Bouaké. Six appartiennent à l'Etat et cinq sont des établissements privés.

Le cycle supérieur de l'enseignement est assuré par la présence de l'Université Alassane Ouattara dans la région.

❖ Infrastructures d'eau potable

Pour ce qui concerne l'hydraulique urbaine, le réseau est caractérisé par plus de 600 km linéaires de canalisations, trois (3) réservoirs fonctionnels d'une capacité totale de 8.000 m³ et deux (2) stations à traitement complet. L'ensemble des chefs-lieux de Département et de Sous-préfecture de la Région du Gbêkê ainsi que plusieurs grands centres villageois bénéficient d'un réseau d'hydraulique urbaine exploité par la SODECI.

Quant à l'hydraulique rurale, certaines localités sont dotées de système d'Hydraulique villageoise améliorée (HVA) fonctionnel et la plupart des villages dispose de pompes à motricité humaine. Force est de constater que l'entretien régulier de ces pompes faisant défaut, elles sont constamment en panne, privant ainsi les populations de leurs principales sources d'eau potable.

S'agissant de la Région du Hambol, l'approvisionnement en eau potable par la SODECI se limite seulement dans les chefs-lieux de département (Katiola, Niakara et Dabakala) et de sous-préfecture. Certaines grandes localités autres que Chefs lieu de circonscription administrative sont approvisionnées à l'aide des systèmes d'Hydraulique villageoise améliorée. Dans plusieurs villages et campements, la population s'approvisionne en eau potable à partir des forages d'Hydraulique Villageoise.

⁷ Les données sont uniquement de la Région du gbêkê

❖ Réseaux électriques

La ville de Bouaké est principalement desservie en électricité par le barrage hydroélectrique de Kossou, grâce à des lignes de transport à très haute tension 225 kV et 90 kV. L'exploitation de deux (2) postes de transformateurs HT/MT, Bouaké 1 (225 kV/15 kV) et Bouaké 2 (90 kV/15 kV et 90 kV/30 kV), favorise le développement d'intenses activités industrielles et un éclairage public adéquat ainsi que l'extension de l'électrification rurale.

La majorité des villages de plus de 500 habitants des deux régions sont électrifiés. Pour les villages non électrifiés, plusieurs sont pris en compte par des projets de CI-ENERGIES (tel que le PERACI) et le présent projet en cours d'étude.

En définitive, les régions du Gbêkê et du Hambol présentent de fortes potentialités économiques notamment (i) des ressources agricoles variées, (ii) la disponibilité en terres cultivables et (iii) la grande production de noix de cajou pouvant faire l'objet d'installation d'unités de transformation.

Aspects socioculturels dans la région du Gbêkê et du Hambol

❖ Composition ethnique

La région du Gbêkê est peuplée de différentes tribus de l'ethnie baoulé du groupe Akan avec une présence de Malinké venus dès les premières migrations pour échanges commerciaux entre le nord et le sud de la Côte d'Ivoire.

Quant à la région du Hambol, elle est majoritairement composée des populations d'ethnie Tagbana du grand groupe Senoufo et entre autres de Djimini et de Djamala.

Les deux régions apparaissent aujourd'hui une zone cosmopolite avec un brassage ethnique et de nationalités marquées par une forte prédominance de Baoulé, de Tagbana et de Malinkés et de ressortissants de la CEDEAO.

En plus de la langue française, les principales ethnies parlées sont le Baoulé, le Tagbana et le Malinké.

❖ Organisation sociale et gestion du foncier⁸

Famille et mode de succession

La famille est chez le baoulé, à l'instar de nombreuses sociétés humaines, la base de la société. La parenté trouve son sens dans les liens de sang qui unissent les descendants. Néanmoins, il est possible qu'une famille tutrice s'allie à des personnes de même tribu ou ethnies. Ces personnes sont considérées comme des parents mais ne peuvent pas exercer de pouvoir comme la royauté ou la chefferie. Le système de succession se définit majoritairement par le matrilineage (succession par la lignée de

⁸ Voir section relative aux Régions du Tchologo, du Poro et du Bagoué pour ce qui concerne la région du Hambol qui partage avec ces régions l'aire culturelle Sénoufo.

la mère) qui amène à accorder une attention particulière au fils de la sœur. Toutefois, Dans la tribu Godê relevant du département de Béoumi et ses composantes, la succession se fait en ligne paternelle.

Le mariage est considéré comme un signe de fierté et de maturité pour les familles. La société n'exclut pas la polygamie dans sa forme polygénique (Mariage d'un homme avec au moins deux femmes).

Les familles sont organisées en lignage ou grande famille (« Ossou » ou « Akpassoua ») qui se traduit par l'ensemble des personnes se rattachant à un ascendant de plusieurs générations et connue auquel l'on peut remonter facilement (la lignée). Cette organisation par lignage influence la configuration de l'habitat dans les villages ou les différentes familles s'installent par lignée. Ainsi, les quartiers se distinguent généralement en lignage.

Les villages sont regroupés en canton qui est un groupement de villages de la même ethnie ou affinité qui a, à sa tête, un chef accepté comme tel par ces communautés et reconnu par l'autorité étatique. Les cantons de la région se distinguent entre autres en Canton Nananfouê, Canton Akouè, Canton Aïtou, Canton N'dranouan, Canton N'zikpli...

L'exercice de l'autorité traditionnelle

L'autorité traditionnelle s'exerce à travers le chef du village qui est désigné dans la lignée de ceux qui en ont le droit sur la base du matrilineage dans la majorité des cas. Celui-ci est appuyé dans ses fonctions de garant de la tradition, des us et coutume et de la cohésion sociale par des chefs de familles dans le cadre d'un comité du village.

Un autre rôle éminemment important dans l'organisation sociale traditionnelle dans la zone du projet est celui joué par le chef de terre. En effet, celui-ci est le garant de toutes les terres de l'espace et octroie les parcelles inoccupées aux éventuels demandeurs. Dans les villages traversés par le tracé les chefs de terres et les chefs de village ont pour rôle la gestion des terres et des sacrifices rituels. Du coup, il apparaît incontournable dans la résolution à l'amiable des litiges qui pourraient subvenir dans le processus d'expropriation du projet. Il n'est pas aussi rare de constater que certains chefs de village cumulent les deux fonctions.

Droit et mode d'accès à la terre

En matière de droit et mode d'accès à la terre, il est à retenir que toutes les terres qui composent l'espace géographique occupé par les communautés villageoises sont sous la juridiction des chefs de terre, seuls dépositaires des us et coutumes concernant le régime foncier.

La loi foncière de 1998 (la loi n°98-750 du 23 décembre 1998) qui bien qu'adoptée mais pas suffisamment mise en application cohabite avec ce système foncier traditionnel. Le niveau d'application de cette loi pour l'instant constitue le recours surtout quand il s'agit des périmètres immatriculés et validés par les services domaniaux et du cadastre.

Dans la tradition baoulé en général, le premier habitant d'un territoire en devient le chef des terres. De ce fait, c'est à lui que revient le droit de céder une partie des terres aux familles et de garantir les bons rapports établis entre toute la communauté et les divinités « terres » et « eaux ». Les chefs des différentes familles par délégation du Chef de terre deviennent des propriétaires terriens et en assurent sa gestion au nom de toute la lignée en préservant son caractère communautaire et collectif. Les deux modes d'accès à la terre les plus pratiqués concernent :

- la cession gratuite et définitive au profit des familles
- la cession « gratuite » et temporaire à des demandeurs pour uniquement les besoins de cultures saisonnières.
- La vente qui aujourd'hui est une pratique dans les zones péri-urbaines et les grands villages lotis

Religion

A l'instar de nombreux pays en Afrique, la population autochtone était animiste. Mais si ces traditions subsistent toujours (bois sacré, fétiches, etc.), elles cohabitent avec les religions monothéistes importées tels le christianisme et l'islam. Toutefois, les reliques de la religion traditionnelle se traduisent encore par les cultes dévolus aux bois sacrés, roches sacrées... qui constituent des éléments déterminants lors des négociations relativement au processus d'expropriation.

❖ Tourisme et artisanat

La zone du Projet dispose d'un potentiel touristique important qui reste partiellement exploité. Il est à noter entre autres le célèbre Carnaval de Bouaké et ses produits dérivés, le masque Goly de Bendekouassikro, la fanfare traditionnelle de Djébonoua, les potières de Tanou-Sakassou, les tisserands de N'Gattakro et de Djébonoua, le parc animalier N'ziruverlodje sur la route de Satamassokoura, les pierres superposées en forme "d'awalé" de Laguibonou et "Anangaman Djahossou" (ou les pas de Dieu, selon la tradition en langue locale) dans le département de Sakassou.

Au titre des atouts, il est de façon générale relevé des infrastructures et des réceptifs hôteliers de différentes catégories avec des capacités d'accueil acceptables dans ces grandes villes.

Du point de vue de l'artisanat, diverses activités artisanales ont cours dans cette zone du projet. Toutefois, celles liées à la fabrication des pagnes traditionnels baoulé et La poterie faite par les femmes Mangoro de Katiola demeurent certainement les plus importantes et les plus rentables pour les artisans.

Le secteur de l'artisanat dans les villages joue un rôle social et économique important car pour certains artisans, la production artisanale contribue à la perpétuation d'une tradition en même temps qu'il est une source indispensable de revenu économique.

En dehors de la fabrication des pagnes traditionnels, les autres activités artisanales à vocation économique telles que la couture, la teinture, la coiffure sont insignifiantes

dans les villages mais très prépondérantes dans les grandes villes que sont Bouaké, Katiola et Niakaramandougou.

1.2 Données socioéconomiques des régions du Tchologo, du Poro et du Bagoué

1.2.1 Organisation administrative

Les régions du Tchologo, du Poro et du Bagoué constituent le District des Savanes situé dans le septentrion ivoirien.

La région du Tchologo est constituée de trois (3) départements à savoir Ferkessédougou, de Ouangolodougou et de Kong. Les circonscriptions départementales de Dikodougou, M'bengue, Sinématiali et Korhogo constituent la Région du Poro quand celles de Boundiali, Kouto et Tingrela font la région de la Bagoué.

Depuis le redéploiement de l'administration en 2007, tous les services administratifs et institutions étatiques sont représentés dans ces régions. Ces services peuvent être regroupés en quatre (04) grandes catégories notamment l'Administration Territoriale (Préfecture, Sous-préfecture, Conseil régional, Mairie), les services publics et parapublics (Université, Tribunal, Directions régionales, CHR, etc.) , les services de sécurité (région militaire, légion, escadron et compagnies de gendarmerie, direction régionale des douanes, directions régionales et Cantonnement des eaux et forêt ...) et autres services (banques et établissements financiers, établissements d'enseignement et autres services parapublics et privés tels l'ANADER, la COOPEC, la SODECI, la CIE, des officines privées, des réceptifs hôteliers...

La plupart de ces Services Publics sont implantés dans les chefs-lieux de ces Régions à savoir respectivement Ferkessédougou, Korhogo et Boundiali ainsi que dans les Départements à travers des directions départementales ou de simples services. On peut citer entre les Brigades de Gendarmerie, les cantonnements des Eaux et Forêts, les services de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, des Impôts, etc.

1.2.2 **Ancrage administratif des localités concernées par le projet dans le Tchologo, Poro et le Bagoué**

L'effectif total des localités concernées par le projet pour ces trois (3) régions est de 120 localités et se répartissent entre les départements de Ferkessédougou (3 localités), Korhogo (84 localités), Dikodougou (4 localités), Sinématiali (30 localités), M'bengué (2 localités), Tingrela (8 localités), Kouto (3 localités) et Boundiali (6 localités).

Ces localités concernées de la zone du projet dans ce district se répartissent entre ces trois (3) régions, par départements et Sous-préfectures comme indiqué dans le tableau en annexe.

1.2.3 Caractéristiques socioéconomiques et socioculturelles des régions Tchologo, Poro et le Bagoué

Aspects sociodémographiques

Le district compte une population de 1 607 497 hbts dont la plupart vit en milieu rural. Cette population rurale est composée en majorité d'autochtones sénoufo (groupe voltaïque) qui représentent environ 75 % de la population ainsi que Dioula (mandé du nord) qui pèsent pour 19,6 % de la population. Ces populations autochtones cohabitent avec des communautés allochtones et allogènes à savoir les Yacouba, Baoulé... et les autres ressortissants de la CEDEAO, particulièrement les Maliens et les Burkinabés.

La région du Tchologo compte 467 958 hbts dont 229 903 de sexe féminin. Cette population est répartie entre les départements de Ferkessedougou (143 263 hbts), Kong (87 929 hbts) et Ouangolodougou (236 766 hbts).

La région du Poro concentre près de 47,5 % de la population du district des savanes (1 607 497 habitants), soit 763 852 habitants dont 380 508 hommes et 383 344 femmes. La région du Poro présente une densité de 60,52 hab./km² principalement portée par la ville de Korhogo qui compte 286 071 habitants soit une densité de population de 443,5 hab/km².

Quant à la région du Bagoué, sa population est de 375 687 hbts dont 181 710 de sexe féminin. Cette population se répartit entre les départements de Tingrela, Kouto et Boundiali avec respectivement 118 405 hbts, 129 598 hbts et 127 684 hbts.

Activités économiques

A l'image de l'ensemble des régions de Côte d'Ivoire, l'économie de cette zone du projet est basée essentiellement sur l'agriculture. Le climat de type tropical dont elle jouit est propice à une variété de cultures dont le coton, l'anacarde et la mangue qui occupent une place de choix. A côté de ces trois (03) cultures véritables cultures de rente, le maïs, l'igname, le riz et le tabac, l'arachide, la patate douce, le fonio, le haricot... sont produits pour la consommation locale. Ces cultures pratiquées avec la culture du karité pourraient eux aussi connaître un développement plus important face à la disponibilité foncière qu'offrent ces régions.

Deuxième secteur d'activité après l'agriculture, le commerce bénéficie d'une animation relativement dynamique grâce à un réseau routier assez dense (3 600 km) mais qui reste quelque peu dégradé (seulement 169 km de bitume). La mine de Tongon, exploitée par la Société Rand Gold fait partie des plus grandes mines d'or de Côte d'Ivoire. Elle est entrée en exploitation dans la région du Poro depuis 2007.

Le secteur industriel constitue à l'heure actuelle le maillon faible des potentialités économiques de la région. Il existe cependant quelques petites unités de transformation mais très largement insuffisantes. Ce secteur doit donc faire l'objet d'une promotion vigoureuse pour exister véritablement.

Infrastructures socio-éducatives

L'éducation dans la région du Poro couvre tous les degrés d'enseignement, à savoir le préscolaire, le primaire, les premier et second cycles du secondaire ainsi que le supérieur avec l'Université Coulibaly Peleforo GON.

Selon les derniers chiffres⁹, la Région du Poro possède au niveau du préscolaire 63 écoles et 166 salles de classe, et 178 groupes pédagogiques. Au niveau de l'enseignement primaire, l'on enregistre un total de 454 établissements publics et privés avec 2098 salles de classe et 2325 groupes pédagogiques. Le taux de scolarisation des jeunes filles avoisine 48% (48626 filles sur un total de 101275 élèves). L'enseignement secondaire rassemble 33 établissements publics et privés avec un nombre total de classes estimé à 618. Le taux de scolarisation féminin est relativement faible (40,22%).

Aspects socioculturels

❖ Peuplement

Les régions du Tchologo, Poro et Bagoué sont peuplées par les sénoufo, issus du groupe ethnique Gür, des Dioula et des malinkés de par leur connexion avec les terroirs ou territoires voisins, ère de localisation de ces derniers. Le peuplement des Sénoufo s'est fait par vagues successives. La première étape de la pénétration des peuples sénoufos en Côte d'Ivoire va du 10ème au 15ème siècle et la deuxième se produit lors du 16ème siècle. Cette installation a été favorisée par la croissance démographique (recherche de nouvelles terres) et le développement du commerce transsaharien (qui portait essentiellement sur la kola et l'or). Le peuple sénoufo est subdivisé en plusieurs sous-groupes :

- les Pongalas dans la sous-préfecture de Kassere ;
- les Niarafolo dans le département de Ferkessedougou ;
- les Tchebaras dans le département de Korhogo ;
- les Nanfarans dans les sous-préfectures de Karakoro, Napie, Komborodougou ;
- les Fodonons à Lataha, Kataha, Plagbo ;
- les Gbatos à Seguelon, Ganaoni et Dianra ;
- les Kfibeles à Nafoun et Kanoroba.

La région est majoritairement peuplée par les Sénoufo qui constituent la population autochtone. Hormis ce peuple, il y a les Malinké¹⁰, communément appelés les Dioula, et d'autres populations allochtones venues des autres régions de la Côte d'Ivoire et des pays frontaliers comme le Mali, le Burkina Faso, le Niger, etc.

⁹ Ces statistiques concernent la seule Région du Poro où les données ont pu être collectées.

¹⁰ Voir section relative aux Régions du Kabadougou et du Folon pour ce qui concerne les malinké sur le plan culturel.

❖ Organisation socioculturelle et gestion du foncier

Organisation sociale et culturelle

La société Sénoufo est caractérisée par le lignage matrilineaire et un pouvoir centralisé. Le pouvoir Sénoufo s'exerce autour des institutions suivantes :

- Kéguéfolô : possesseur du village ;
- Tarafolô : possesseur de la terre. C'est celui qui délibère sur toutes les questions de terres de la collectivité ;
- Zizanfolô : possesseur du Poro.

La zone du projet que constitue le district des savanes est majoritairement peuplée de Sénoufos qui constituent les autochtones. A côté de ce peuple, il y a les Malinkés, communément appelés les Dioulas avec la présence d'autres populations venues des autres régions de la Côte d'Ivoire, des pays d'Afrique et du reste du monde.

L'aire sénoufo a un patrimoine culturel et traditionnel très riche. Elle se caractérise par la pratique du Poro qui se présente comme l'école de formation traditionnelle par excellence. Le Poro joue un rôle déterminant dans la vie sociale et religieuse du Sénoufo.

La perception théologique qui se dégage de la culture Sénoufo est basée sur la croyance en Koulotiolô (le Dieu Puissant) et Katiéléo (la Déesse-mère).

La culture sénoufo se distingue également par plusieurs danses traditionnelles initiatiques ou non comme les danses boloye, wambélé, des forgerons et le balafon ainsi que les fêtes initiatiques et cycliques et d'autres pratiques culturelles comme le Gbinhou chez les jeunes garçons (lutte traditionnelle pratiquée par les jeunes à la claire de lune) et le Katohô pratiqué par les jeunes filles.

Toutefois, les populations des trois(3) Régions sont majoritairement musulmanes. L'animisme est la seconde pratique religieuse, suivi des chrétiens catholiques.

Régime foncier

Les modes coutumiers d'accès à la terre sont les plus répandus. La terre ne doit et ne peut être vendue car elle constitue un bien inaliénable. Les principaux modes d'accès sont les dons et l'héritage. Ces modes sont définis par l'organisation sociale qui est généralement fondée sur les principes de gérontocratie, de séniorité, d'autochtonie, et de hiérarchisation des rapports de genre au détriment de la femme. Ces principes entraînent la précarisation des droits des femmes, des jeunes, ainsi que des allochtones. En effet, l'appropriation de la terre par les autochtones ne pose pas de problème, et l'autorisation du chef de terre peut ne pas être demandée. Par contre chez les allochtones, cela est indispensable et l'acquisition de parcelles est assortie de conditions (par exemple, interdiction de faire des cultures pérennes comme l'anacarde).

Les missions de terrain ont permis de constater que les propriétaires de terres sont dans la majeure partie des cas les chefs de village ou les chefs de terre.

Cependant, l'on constate que certains villages sont en conflits avec leurs voisins à propos de terre.

❖ Tourisme et artisanat

La région du Poro est riche en potentialités touristiques. Ces sites sont très variés. On peut citer:

- les tisserands de Warainéné ;
- les toiles de Fapaha ;
- les Vanniers de Torgokaha ;
- les Forges traditionnelles de Koni ;
- les fabricants de perle de Kapélé ;
- la case sacrée de Niofoin ou la case protectrice ;
- le mont Korhogo qui donne une vue panoramique de la ville de Korhogo ;
- le musée du patriarche Soro Péléforo Gbon qui retrace l'histoire et le règne du peuple Sénoufo à travers ce chef charismatique ;
- les danses panthère ou Boloye, de Natio, les Wambélé de Sinematiali
- le festival artistique et culturel de Korhogo (FESACKO) : qui fait chaque année, la promotion des danses de la région.

1.3 Données socioéconomiques des régions du Kabadougou et du Folon

1.3.1 Organisation administrative

Cette zone du projet concerne le district du Denguélé que constituent les régions du Folon et du Kabadougou.

La région du Kabadougou comporte 5 départements à savoir Madinani, Seguelon, Gbéléban, Samatiguila et Odienné (chef-lieu de région). Celle du folon renferme les départements de Minignan, le Chef-lieu de Région et Kaniasso.

1.3.2 Ancrage administratif des localités concernées par le projet dans le Kabadougou et du Folon

D'entre ces départements cités plus haut, Minignan et Kaniasso de la région du Folon ainsi que Odienné, Madinani et Seguelon de la région du Kabadougou sont concernés par le projet. Le tableau ci-dessous donne l'ancrage des localités éligibles aux circonscriptions administratives à savoir les départements et Sous-préfectures.

Tableau 22 : Ancrage administratif des villages éligibles de la zone du projet

REGION	DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	LOCALITES
KABADOUGOU	ODIENNE (6)	BAKO (3)	BADJOUALA, GONDIEDOUGOU, MINDIADOUGOU
		BOUGOUSSO (2)	BENGO, SIGNÈNÈ
		DIOULATIEDOUGOU (1)	KOBALA
	SEGUELON (1)	SEGUELON (1)	ZANGOHO-SOKOURA
	MADINANI (1)	MADINANI (1)	DOGNÉINDOUGOU
FOLON	MINIGNAN (3)	TIENKO (1)	BOKOUNA
		SOKORO (1)	KENINGOUARA
		MINIGNAN (1)	LINGUÉKORO
	KANIASSO (5)	GOULIA (2)	LINGUÉKORO, MISSILA
		KANIASSO (3)	TIÉLA, ZIÉMOUGOULA, BOUMBALA

1.3.3 Caractéristiques socioéconomiques et socioculturelles des régions Kabadougou et du Folon

Aspects sociodémographiques

Les Régions du Kabadougou et du Folon comptent respectivement 101 673 et 96 415 habitants le dernier Recensement General de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2014.

Tableau 23 : Population du District de Denguélé

Régions	Départements	Population total	Hommes	femmes
Folon	Minignan	38 199	19 620	18 579
	Kaniasso	58 216	29 037	29 179
Total région Folon		96 415	48 657	47 758
Kabadougou	Odienné	91 691	47 166	44 525
	Madinani	39 704	19 979	19 725
	Samatiguila	17 483	9 016	8 467
	Seguelon	26 305	13 118	13 187
	Gbeleban	18 181	9 267	8 914
Total région du Kabadougou		193 364	98 546	94 818

Source : INS, RGPH 2014

La composition par sexe des deux régions indique un rapport de masculinité à l'avantage des hommes dans les deux régions 102,55% pour le Folon et 103,44 pour le Kabadougou.

La population allochtone est constituée de fonctionnaires en service dans le Département et les étrangers sont essentiellement des Maliens, des Guinéens et des Burkinabé.

Activités économiques

❖ Agriculture, élevage et pêche

Les cultures industrielles prédominantes pratiquées dans les régions du Kabadougou et du Folon sont l'anacardier et le coton. L'importance économique surtout croissante des produits de l'anacardier non seulement sur le marché national mais international d'autre part, font de cette culture une des grandes potentialités agricoles de la zone du projet qui en plus dispose des conditions pédoclimatiques et foncières favorables.

Les cultures vivrières, quant à elles, peuvent être regroupées en trois catégories :

- céréales (riz, de maïs, de mil, de sorgho et de fonio)
- tubercules (igname, manioc et patate douce)
- cultures vivrières diverses (arachide, pois de terre, haricots, gombos, oignons, piments, tomates.

La plupart de ces cultures se rencontrent rarement en culture pure mais généralement, en cultures associées sur la même parcelle sous diverses formes à savoir associations dans les premières années comme l'anacarde par exemple et sur la même parcelle de façon saisonnière pour les autres.

L'élevage quant à lui constitue l'une des activités économiques importante aujourd'hui dans la zone du projet avec un effectif global de 105 916 têtes constitué de 57 561 bovins (54,35 %), 30 265 ovins (28,57 %), 18 090 caprins (17,08 %) ¹¹.

L'élevage bovin dans la zone du projet est indépendant de l'exploitation agricole car l'exploitant en général, ne s'occupe pas lui-même de ses animaux. En effet, loin d'être intégré à l'exploitation agricole, l'élevage bovin lui paraît plutôt concurrentiel, surtout à proximité des villages où les dégâts effectués par les bovins divagants sur les parcelles cultivées interdisent toute culture non protégée par de robustes clôtures de branchages et d'épineux. Il est de pratique de voir les animaux de plusieurs propriétaires confiés à des gardiens qui ont la charge la conduite du troupeau constitué.

L'élevage caprin et ovin est également pratiqué dans la zone du projet. Les animaux appartiennent à la race africaine dite du Fouta-Djallon qui se caractérise par leur petite taille avec corps trapu. La rusticité de ces animaux est remarquable et ils sont bien adaptés à l'élevage sédentaire.

¹¹ Source : Recensement National de l'Agriculture 2001, DRRAH Odienné

S'agissant des volailles, elles sont essentiellement constituées de poulets et de pintades, accessoirement les dindes. Il s'agit d'un élevage généralisé dans la plupart des exploitations et typique de la zone du projet qui, traditionnellement, a toujours exporté des volailles vers le sud. Le poulet et la pintade font l'objet de vente sur les marchés, de troc et de cadeaux à l'intérieur du village où le sacrifice d'un poulet accompagne maintes manifestations de la vie sociale et religieuse.

L'importance de l'élevage dans la zone du projet, tant au point de vue de l'autoconsommation qu'au point de vue des échanges, est loin d'être négligeable.

En ce qui concerne la pêche, elle est pratiquée de façon artisanale sur les principales rivières et leurs affluents (Gbanhanla, Kouroukélé, Tiemba, le baoulé...). La pêche se fait en toute saison et les pêcheurs sont en majorité des maliens et guinéens. Ceux-ci établissent des règles de conduite avec les chefs des villages dont dépendent les cours d'eau. La pêche est également pratiquée sur des barrages agropastoraux.

En ce qui concerne l'aquaculture, une seule ferme piscicole en production existe. Elle est située dans la Commune d'Odienné sur la route de Samatiguila.

❖ **Secteur industriel**

Le secteur industriel dans cette zone du projet est marginal et le peu d'unités industrielles est située dans le département d'Odienné. Il s'agit de quelques unités telles que SITA (Société Ivoirienne de Transformation d'Anacarde), COFRUNO (unité de conditionnement et d'exportation de mangues) et BIOSEMOULE (unité fabrique de l'attiéké déshydraté). Ces unités essentiellement sont des unités de transformation et de conservation des produits agricoles.

❖ **Commerce**

Les activités du secteur tertiaire privé est le plus significatif dans la ville d'Odienné à la différence de la ville de Minignan décrétée chef-lieu de Région assez récemment. Il s'agit du commerce et de certains services privés comme les assurances, les Banques, les structures de micro-finance (Coopératives d'épargne et de Crédit d'Odienné, wari...).

Par ce fait également, la ville d'Odienné, dispose davantage d'équipements qui sont pour la plupart des Directions Régionales des Ministères et certaines sociétés d'Etat et privées (CIDT, Côte d'Ivoire Télécom, CNPS, ANADER, IVOIRE COTON, CIE, SODECI, OCPV, etc.).

Aspects socioculturels

❖ **Peuplement**

Les Manding de Côte d'Ivoire, encore appelés Mandé du Nord occupent les régions du Nord- Ouest ainsi que les cités de Kong, Satama-Sokoura et Bondoukou dans le Nord-est. Ils sont issus de deux grands courants migratoires qui ont eu pour point de départ le Haut-Niger et Djenné.

Le territoire actuel des départements d'Odienné et de Minignan ont été préalablement peuplé de Sénoufo qui en ont perdu le contrôle à partir du 18ème siècle au profit des Malinké venus de l'actuel Mali pour ce qui concerne Odienné et de l'Ethiopie en transitant par la Guinée en ce concerne le département de Minignan. Ces peuples se sont installés dans les savanes du Nord et ont multiplié les localités qui sont autant de relais sur les pistes du grand commerce caravanier centré sur la Boucle du Niger.

Ainsi, les autochtones vivant dans les deux régions sont du groupe ethnique mandé du nord et des sénoufo du groupe ethnique Voltaïque.

❖ **Organisation sociale, politique et religieuse traditionnelles des Mandé du Nord**

Du point de vue de l'organisation sociale, la descendance chez les Mandé du Nord, le statut social, l'héritage et la succession sont régis suivant les règles du régime patrilinéaire. La famille patriarcale, rassemble autour d'un patriarche, le « fa », ses frères cadets et ses fils, leurs épouses et leurs enfants, de même que leurs captifs, quelques clients et des étrangers en voie d'assimilation.

Au niveau de l'organisation politique, trois conseils jouent un rôle fondamental dans la vie des Mandé-Nord :

- le conseil du « Dougoutigui », composé des représentants des quartiers de la ville et ouvert aux hommes de plus de cinquante ans,
- le « Dyémaa » ou conseil de anciens placé sous l'autorité effective du mansa et regroupant tous les gouverneurs militaires, les princes de sang et les délégués de toutes les couches professionnelles et
- le « Mansa-so » ou conseil du roi qui regroupe les frères et les fils du mansa, le conseiller du roi ou « dioulamansa » et le grand juge ou « arkadi ».

Les villages qui se reconnaissent encore Sénoufo utilisent cependant la langue malinké. L'attrait du groupe de référence Malinké a été si fort que les villageois ont renoncé à tout ce qui les rattachait à leur groupe d'appartenance Sénoufo.

La population, dans sa presque totalité est de religion musulmane. Chaque village a sa mosquée et son iman. Néanmoins, quelques vieilles pratiques animistes subsistent dans quelques confréries et familles. Minoritairement, il y existe quelques croyants chrétiens.

❖ **Services sociaux de base**

Education

La Région du Kabadougou en 2014-2015 dispose de 38 établissements préscolaires, 196 établissements du primaires, 6 du secondaire, 03 de l'enseignement professionnel et un CAFOP. Quant à la Région du Folon, ce sont 17 établissements préscolaires comptant 576 pensionnaires, 97 établissements du primaire pour 1 407 élèves et 5 établissements du secondaire pour 2 182 élèves.

Santé

Les établissements sanitaires dans la zone du projet se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau 24 : Ancrage administratif des villages éligibles de la zone du projet

Structures sanitaires	Région du Folon	Région du Kabadougou
CHR	0	01
HG	01	02
CSR	05	03
CSU	03	07
Maternité Urbaine	00	01
Dispensaire Urbain	00	01
Dispensaire Rural	05	14
SSU	00	01

Source : EIES, projet d'étude de faisabilité de la route Odienné-Samatiguila-Frontière du Mali

Hydraulique humaine et assainissement

En matière d'hydraulique humaine, les données au niveau de l'ensemble du District du Denguélé constitué des Régions du Kabadougou et du Folon donnent 14 localités en milieu urbain équipées sur 22 localités éligibles en Hydraulique Urbaine (HU). Le taux de pénétration est évalué à 68,1%. De façon spécifique, la Région du Kabadougou dispose de 12 HU et dans celle du Folon 3 localités alimentées à partir du réseau de la SODECI.

Concernant l'assainissement des centres urbains du District, il apparaît qu'il se fait généralement de manière individuelle sous forme de fosse septique, de puits perdus et de latrines traditionnelles ou améliorées. En l'absence de société de vidange, l'entretien des fosses se fait de façon artisanale.

ANNEXE 6. TERMES DE REFERENCE



REPUBLIQUE DE COTE
D'IVOIRE
UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

MINISTRE DU PETROLE, DE L'ENERGIE
ET DES ENERGIES RENOUVELABLES



GROUPE DE LA BAD

PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE DE 1106 LOCALITES ET PEPT

FINANCEMENT : BAD, ligne 2110

Plan Cadre de Réinstallation (PCR) Termes de référence

-- Juin 2019 --

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ACRONYMES.....	120
1. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	121
1.1 Contexte du projet	121
1.2 Justification du Plan Cadre de Réinstallation.....	121
2. DESCRIPTION DU PROJET	122
2.1 Objectifs du projet	122
2.2 Consistance du projet	122
2.3 Localisation de la zone du projet.....	122
2.4 Allotissements	123
3. MISSION DU CONSULTANT.....	124
3.1 Objectif de la mission.....	124
3.2 Mandat et tâches du Consultant	124
3.3 Exigences	126
3.4 Livrables.....	126
3.5 Délai d'exécution	126
4 PROFIL DU CONSULTANT ET EXPERTISE REQUISE.....	127
4.1 Profil du Consultant	127
4.2 Expertise requise.....	127
5. ASSISTANCE DE CI-ENERGIES AU CONSULTANT.....	127
5.1 Assistance administrative et documentaire	127
5.2 Personnes à contacter.....	128
6.APPROBATION DU RAPPORT	128
6.1 Approbation interne	128
6.2 Approbation externe.....	128

7. EVALUATION DE LA MISSION DU CONSULTANT	128
8. ANNEXES	129
Annexe 1 : Canevas du rapport de Plan Cadre de Réinstallation (PCR)	129

SIGLES ET ACRONYMES

ANDE	: Agence Nationale De l'Environnement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BT	: Basse Tension
CI-ENERGIES	: Côte d'Ivoire Energies
DCPI	: Direction Centrale de la Planification et de l'Ingénierie
DIN	: Direction de l'Ingénierie
DP	: Distribution Publique
HTA	: Haute Tension de catégorie A (Moyenne Tension) : Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies
MPEER	Renouvelables
MVA	: Méga Volts Ampère
PCR	: Plan Cadre de Réinstallation
PEES	: Procédure d'Evaluation Environnementale et Sociale : Programme de Renforcement des Ouvrages du Système
PROSER	Electrique et d'accès à l'électricité
SSI	: Système de Sauvegardes Intégré

1. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

1.1 Contexte du projet

Dans le cadre de la modernisation, de la sécurisation des réseaux de transport et de distribution, et de l'amélioration de l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, d'importants investissements ont été réalisés par le gouvernement ivoirien à travers le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables (MPEER) et Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) depuis 2011, avec l'appui de divers Partenaires techniques et financiers.

La planification de ces investissements a été rendue possible grâce à l'adoption des Plans Directeurs, Production, Transport, Distribution et Electrification Rurale couvrant la période 2014 – 2030.

La mise en œuvre de ces plans a permis d'améliorer la capacité de production, de développer le réseau de transport pour mailler l'ensemble des régions du pays, de densifier le réseau de distribution, et de doubler le nombre de localités électrifiées en Côte d'Ivoire, à travers la mise en œuvre d'un Programme de Renforcement du (PRONER).

L'ambition du gouvernement est de réduire le temps moyen de coupure à des seuils minimums, de fournir une électricité de qualité dans les centres urbains, et de raccorder les 8 519 localités de plus de 500 habitants que compte la Côte d'Ivoire avant fin 2020 et l'électrification totale du pays avant fin 2025 pour faire passer à cette échéance, le taux de couverture à 100%.

Pour atteindre ces objectifs, CI-ENERGIES a sollicité l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue du financement d'un important programme visant à améliorer l'accès à l'électricité en milieu rural par le raccordement par extension de réseaux de 1 107 localités réparties dans les districts et régions de la Côte d'Ivoire.

1.2 Justification du Plan Cadre de Réinstallation

Le Plan Cadre de Réinstallation (PCR) est exigé dans la mesure où la mise en œuvre du projet est susceptible d'entraîner :

- La relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ;
- La perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ;
- La perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance associée au projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres.

Pour ce faire, le Système de Sauvegardes Intégré prévoit la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO 2) : Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement de populations et indemnisation pour :

- Éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ;
- Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenus, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ;
Établir un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et pour la résolution des problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent de façon à éviter des programmes de réinstallation mal préparés et mal exécutés.

Dans le cadre de la formulation de ce Projet, les exigences ivoiriennes en matière de protection et promotion environnementale et sociale, la Procédure d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES)

et le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement, exigent la réalisation préalable d'une évaluation sociale.

C'est pourquoi, Côte d'Ivoire Energies (CI-ENERGIES) envisage la réalisation d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) dans la mesure où le projet va affecter des personnes se trouvant dans l'emprise des travaux à réaliser. Il est prévu l'élaboration d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR) en lieu et place d'un Plan d'Action Complet de Réinstallation (PARC) dans la mesure où en fait le projet est composé de composantes et sous-projets répartis dans tous les districts que compte la Côte d'Ivoire.

Le PCR devra être achevé et publié tant en Côte d'Ivoire que sur le site de la Banque avant la mission d'Evaluation du Projet.

Dans ce cadre, CI-ENERGIES envisage de recruter un Consultant pour la réalisation d'un Plan Cadre de Réinstallation (PCR).

Les présents termes de référence visent **à définir le cadre général de la mission du Consultant.**

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

L'objectif général de ce projet est l'amélioration des conditions de vie des populations rurales grâce à l'électricité. Spécifiquement, le projet contribuera à accroître les principaux indicateurs sectoriels, notamment le taux de couverture, d'accès à l'électricité et le taux de desserte. Il a pour objet l'extension des réseaux moyenne tension vers les localités à électrifier et la construction des postes de distribution dans des centres urbains et ruraux, la pose des foyers d'éclairage public.

2.2 Consistance du projet

Le projet vise au raccordement de 1 107 localités rurales de la Côte d'Ivoire au réseau national d'électricité à travers la construction de :

- 3 407 km de ligne Moyenne Tension ;
- 1 047 km de ligne Basse Tension ;
- 1 112 postes de transformation de type H61 :
 - 1 072 transformateurs d'une puissance unitaire de 50 kVA ;
 - 26 transformateurs d'une puissance unitaire de 100 kVA ;
 - 14 transformateurs d'une puissance unitaire de 160 kVA.

2.3 Localisation de la zone du projet

La composante Renforcement de postes sources existants couvre les régions du Bafing, de la Bagoué, du Gbèkè, du Lôh-Djiboua, du Tchologo, du Poro, du Kabadougou, du Tonkpi et de la Marahoué.

Les activités de la composante Modernisation du réseau de distribution concerne d'une part, le District Autonome d'Abidjan, et d'autre part les régions du Tonkpi, du Bafing, du Kabadougou et du Worodougou, pour le sous-projet passage en triphasé du réseau monophasé.

Enfin, les activités prévues dans le cadre de la composante 3 sont localisées dans le District Autonome de Yamoussoukro (1) et les Districts des SAVANES (140), MONTAGNES (44), DENGUELE (16), WOROBA (209), LACS (97), VALLEE DU BANDAMA (20), SASSANDRA-MARAHOUÉ (31), LAGUNES (09), COMOÉ (09) et ZANZAN (494).

2.4 Allotissements

LOTS	DISTRICTS	REGIONS	DEPARTEMENTS	NOMBRE LOCALITES
1	WOROBA (209)	BAFING (152)	TOUBA (56); KORO (46) ; OUANINOU (50)	253
		WORODOUGOU (33)	SEGUELA (33)	
		BERE (24)	KANI (01) ; KOUNAHIRI (04) ; DIANRA (04) ; MANKONO (15)	
	MONTAGNES (44)	CAVALLY (7)	TOULEPLEU (07)	
		GUEMON (03)	BANGOLO (03)	
		TONKPI (34)	MAN (10); DANANE (14) ; ZOUAN-HOUHIEN (09) ; BIANKOUMA (01)	
2	ZANZAN (442)	BOUNKANI (442)	BOUNA (165), DOROPO (202), TEHINI (71), NASSIAN (04)	442
3	VALLEE DU BANDAMA (20)	GBEKE (12)	BEOUMI (11) ; BOUAKE (01)	176
		HAMBOL (08)	NIKARAMADOUGOU (08)	
	SAVANES (140)	BAGOUÉ (17)	TENGRELA (08) ; KOUTO (03) ; BOUNDIALI (06)	
		PORO (39)	SINEMATIALI (30) ; DIKODOUGOU (03) ; KOROHGO (04) ; M'BENGUE (02)	
		PORO (81)	KORHOGO (80)	
		TCHOLOGO (03)	DIKODOUGOU (01)	
			FERKESSEDOUGOU (03)	
	DENGUELE (16)	FOLON (08)	MINIGNAN (03) ; KANIASSO (05)	
		KABADOUGOU (08)	ODIENNE (06) ; MADINANI (01) ; SEGUELON (01)	
4	SASSANDRA-MARAHOUÉ (31)	MARAHOUÉ (31)	SINFRA (06) ; BOUAFLE (11) ; ZENOULA (14)	236
	YAMOOUSSOUKRO (01)	ATTIEGOUAKRO (01)	ATTIEGOUAKRO (01)	
	LACS (97)	IFFOU (37)	DAOUKRO (08) ; M'BAHIAKRO (16) ; PRIKRO (13)	
		BELIER (33)	DIDIEVI (12) ; TIEBISSOU (10) ; TOUMODI (11)	
		MORONOU (08)	BONGOUANOU (03) ; M'BATTO (05)	
		N'ZI (19)	BOCANDA (19)	
	ZANZAN (89)	GONTOUGO (89)	BONDOUKOU (39) ; SANDEGUE (05) ; TANDA (23) ; KOUN-FAO (13) ; TRANSUA (09)	
	COMOE (09)	SUD COMOE (06)	TIAPOUM (05) ; GRAND-BASSAM (01)	
		INDENIE-DJUABLIN (03)	BETTIE (03)	
	LAGUNES (09)	GRANDS-PONTS (09)	JACQUEVILLE (04) ; GRAND-LAHOU (05)	

3. MISSION DU CONSULTANT

3.1 Objectif de la mission

L'objectif principal de l'élaboration du PCR est d'identifier et d'analyser les impacts et risques sur le milieu humain et socioéconomique dès la mise en œuvre du Projet d'Electrification et d'accès à l'électricité de 668 localités de Côte d'Ivoire. A cet effet, l'évaluation de l'impact de la réalisation du projet devra déboucher sur des recommandations et des mesures d'optimisation, d'atténuation et/ou de compensation des impacts identifiés, dans le respect des lois et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire et des directives et exigences de la Banque, en matière de sauvegardes sociales notamment par rapport au déplacement involontaire.

Le PCR établit les principes d'installation, arrangements d'organisation et critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du programme conformément aux lois Ivoiriennes et à la politique de sauvegardes sociales de la Banque Africaine de Développement (BAD) relative à la réinstallation involontaire de personnes.

Le PCR indiquera clairement le cadre de principes et procédures à suivre pour les acquisitions de terrain, la réinstallation temporaire des personnes, et la mitigation des impacts négatifs suite à la réinstallation économique. Ce document guidera l'exécution des investissements permettant la mise en œuvre du projet de manière durable sur le plan environnemental et social. Ce cadre devra prendre en compte les directives pertinentes de la Côte d'Ivoire et de la Banque Africaine de Développement (BAD). Le consultant comparera donc la réglementation de la République de Côte d'Ivoire et les directives pertinentes de la Banque Africaine de Développement notamment la Sauvegarde Opérationnelle 2 (SO2) - Déplacement Involontaire des personnes.

Ce PCR devra être achevé et publié tant en Côte d'Ivoire que sur le site de la Banque avant la mission d'Evaluation du Projet.

3.2 Mandat et tâches du Consultant

Le Consultant travaillera sous la supervision de CI-ENERGIES, à travers la Direction Centrale Planification et Ingénierie (DCPI) et la Direction de l'Ingénierie (DIN), et en étroite collaboration avec le Service Etudes Environnementales et Sociales, de l'ANDE et du Ministère en charge de l'Urbanisme (éventuellement). Il veillera à identifier et à impliquer toutes les parties prenantes du projet.

Le Consultant a pour mandat de : (i) mener les investigations nécessaires sur la documentation existante et sur le terrain en vue de la réalisation des documents concernés ; (ii) réaliser les consultations utiles auprès des populations locales dans la zone du projet, ainsi qu'auprès des acteurs concernés; (iii) produire les rapports requis ; (iv) organiser une séance de restitution des résultats de l'étude avec les acteurs concernés en vue de la prise en compte de leurs opinions et propositions et de leur implication en phase d'exécution des travaux ; (v) assister le maître d'ouvrage à effectuer les démarches pour l'obtention du certificat de conformité environnementale.

De manière spécifique, le Consultant devra assumer les principales tâches suivantes :

- ❖ Décrire le projet proposé en fournissant une description synthétique de ses composantes pertinentes ;
- ❖ Analyser le cadre politique, juridique et institutionnel dans lequel s'inscrit le projet et préparer les références pertinentes des textes applicables et des institutions impliquées dans la gestion environnementale et sociale aussi bien au niveau local, national, qu'international ;

-
- ❖ Analyser les capacités du maître d'ouvrage et maître d'œuvre ainsi que celles de la Structure en charge de la sauvegarde environnementale et sociale en Côte d'Ivoire et des principales structures concernées par le projet en matière de gestion environnementale et sociale ;
 - ❖ Décrire et justifier la zone d'étude du projet pour l'évaluation des impacts sociaux et socioéconomiques aussi bien directs, indirects, cumulatifs, etc. ;
 - ❖ Décrire les principaux objectifs, lignes directrices et principes du programme de réinstallation, y compris la minimisation dans la mesure du possible du déplacement, la conception des activités de réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, la mitigation des impacts négatifs à coût de remplacement, la consultation et la participation active des personnes affectées, l'attention aux populations vulnérables, et l'égalité du genre.
 - ❖ Définir les caractéristiques socio-économiques des populations susceptibles d'être déplacées, y inclus dans la mesure du possible :
 - a. Une description des systèmes de production, de l'organisation des ménages, comprenant les niveaux de production et de revenus issus des activités formelles et informelles, et les niveaux de vie (notamment sur le plan de la santé) de la population déplacée ;
 - b. Une estimation générale de l'ampleur des pertes - totale ou partielle - de biens, et ampleur du déplacement physique et économique ;
 - c. Une catégorisation des groupes ou personnes vulnérables pour lesquels des dispositions spécifiques doivent être prises ;
 - d. Les infrastructures et services publics susceptibles d'être affectés ;
 - e. Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, dont la description des institutions formelles et informelles (organisations communautaires, groupes religieux, ONGs), qui peuvent être associés à la stratégie de consultation et de participation à la conception des actions de réinstallation.
 - ❖ Mener une analyse de genre permettant de diagnostiquer les disparités d'accès à l'électricité et à l'énergie en général, entre groupes (hommes, femmes, jeunes, populations vulnérables, etc.) dans la zone d'intervention du projet et de proposer les actions spécifiques de promotion du genre et d'autonomisation des femmes à mener pendant la mise en œuvre du projet. Définir les dispositions opérationnelles permettant l'institutionnalisation du genre dans le secteur de l'énergie et de l'électrification en particulier ;
 - ❖ Décrire le contexte légal et institutionnel et identifier les responsabilités institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités des différentes parties prenantes, si nécessaire, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation environnementale et sociale ;
 - ❖ Evaluer les pertes constatées et définir les modalités d'indemnisation des personnes affectées tout en leur permettant de ne pas régresser dans leur qualité de vie ;
 - ❖ Définir le processus du développement des Plans d'Action de Réinstallation Involontaire. Définir les principes pour l'arbitrage et le règlement par des tierces parties des plaintes, litiges et conflits relatifs à la réinstallation. Ces principes doivent prendre en compte les recours judiciaires effectivement possibles et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits ;
 - ❖ Conduire des consultations auprès des parties prenantes primaires et secondaires afin de connaître leurs opinions et leurs préoccupations par rapport au projet ;
 - ❖ Définir le dispositif de suivi et évaluation de la mise en œuvre du PCR décliné en PACR ;

-
- ❖ Elaborer le coût et budget détaillé estimatif du PCR. Et définir la source de financement et mécanismes de mise à disposition des fonds ;
 - ❖ Rédiger le plan cadre de réinstallation selon les constatations du consultant sur le terrain conformément aux règles et procédures de la BAD ;
 - ❖ Assister CI-ENERGIES pour l'obtention de la validation du Ministère en charge des expropriations pour cause d'utilité publique ;
 - ❖ Conduire toute autre activité dans le cadre de l'instruction sociale du projet.

3.3 Exigences

Le consultant se doit d'appliquer les politiques, les directives et textes réglementaires Ivoiriens et de la Banque Africaine de Développement pour l'élaboration de ce PCR.

3.4 Livrables

Quarante-cinq (45) jours au plus tard après la réunion de démarrage de sa mission, le Consultant devra produire un rapport détaillé de Plan Cadre de Réinstallation (PCR) en langue française conformément aux règles et procédures nationales et de la BAD (cf. canevas en annexes aux termes de référence). Ce rapport devra être élaboré pour répondre aux exigences de la catégorie 1.

Le rapport provisoire sera fourni en cinq (05) copies physiques et une version électronique sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF.

Il devra intégrer les commentaires et suggestions qui seront effectués à l'occasion de l'atelier d'approbation interne du rapport provisoire du PCR ainsi que ceux formulés par les Spécialistes de la BAD et du Ministère en charge de l'Urbanisme.

A l'issue de cet atelier, le Consultant fournira à CI-ENERGIES, vingt-cinq (25) copies physiques (dont deux (2) copies originales) et une version électronique sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF, du rapport provisoire final à transmettre à l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).

Au terme de la séance d'examen technique du rapport par la commission interministérielle mise en place par l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), la version finale du rapport seront également transmises par le Consultant à CI-ENERGIES en cinq (5) copies physiques et une version électronique chacune sur Clé USB sous formats MS WORD (Office 10 ou version ultérieure) et PDF.

Le modèle-type de présentation du rapport est présenté en annexe.

3.5 Délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'étude jusqu'à la présentation du rapport provisoire est estimée à quarante-cinq (45) jours calendaires à partir de la notification du contrat. La durée calendaire entre le démarrage effectif et le dépôt du rapport provisoire final n'excèdera pas soixante (60) jours calendaires, selon ce qui suit :

- Préparation méthodologique et recherche documentaire
- Mission de terrain
- Analyse et traitement des données collectées
- Rédaction du rapport provisoire
- Atelier de restitution du rapport provisoire
- Rédaction du rapport définitif

Le consultant devra établir dans son offre et respecter le calendrier indicatif en fonction des activités suivantes :

1. Collecte des données et démarrage des travaux
2. Analyse et évaluation de l'état initial
3. Concertations / Consultations
4. Compilation des données et rédaction du rapport provisoire
5. Approbation du rapport par CI-ENERGIES
6. Soumission à l'ANDE
7. Finalisation et validation des rapports

Le délai de remise du rapport final à partir de la validation est de sept jours.

4. PROFIL DU CONSULTANT ET EXPERTISE REQUISE

4.1 Profil du Consultant

Le Consultant devra être un bureau d'étude agréé par l'ANDE, justifiant de cinq (5) années d'expérience dans la conduite d'Etudes Environnementales et Sociales et la réalisation de prestations similaires (préparation de document de PCR aux standards de la Banque Africaine de Développement).

4.2 Expertise requise

Les compétences minimales suivantes sont requises dans l'équipe :

- Un Socio-économiste ou Sociologue de niveau BAC +5 minimum en Economie, ou Sociologie, ayant une expérience minimum de dix (10) ans dans la réalisation d'études socioéconomiques et justifiant d'une bonne expérience dans la réalisation de Cadre de Politique de Réinstallation (PCR) ou de Plan Cadre de Réinstallation (PCR) dans le cadre de projets de développement occasionnant des déplacements involontaires de populations. L'expert devra également posséder une bonne maîtrise des standards environnementaux et sociaux des Bailleurs de fonds, notamment de la Banque Africaine de Développement en particulier en matière d'études environnementales et sociales. En outre, il devra disposer d'une connaissance des normes et réglementations environnementales en Côte d'Ivoire et y avoir mené au moins trois (03) Plans Cadre de Réinstallation (PCR) ;
- Un Expert en Genre (BAC+4) justifiant d'au moins cinq ans dans le domaine de l'évaluation d'impact social et en institutionnalisation sectorielle du genre.

En fonction des besoins de la mission, il pourra mobiliser des experts en matière foncière, juridique, biologique etc.

En fonction des besoins de la mission, il pourra mobiliser des experts selon les besoins et nécessités.

5. ASSISTANCE DE CI-ENERGIES AU CONSULTANT

5.1 Assistance administrative et documentaire

CI-ENERGIES fournira au Consultant, toute la documentation existante et utile sur le projet et lui facilitera les contacts appropriés avec les services nationaux et les collectivités territoriales concernés.

5.2 Personnes à contacter

Pour la conduite de cette mission, CI-ENERGIES désigne les personnes suivantes à contacter pour toute information complémentaire :

- KASSI Euloge, Directeur de l'Ingénierie : Tél : 20 20 62 45 / 77 30 29 81 – Email : ekassi@cinergies.ci ;
- OUATTARA Oumar, Chef de Service Etudes Environnementales et Sociales : Tél : 89 59 53 04 – Email : rouattara@cinergies.ci.

6. APPROBATION DU RAPPORT

Le consultant devra se soumettre aux procédures de validation interne et externe du rapport de CIES.

6.1 Approbation interne

Après la transmission rapport provisoire de PCR par le Consultant telle que prévue dans son chronogramme de travail, CI-ENERGIES organisera un atelier de restitution des résultats de l'étude à une date convenable.

Les frais d'organisation de cet atelier seront pris en charge par le Consultant.

Le Consultant devra mobiliser obligatoirement ses Experts principaux attirés (c'est-à-dire ceux identifiés dans son offre technique) pour prendre part effectivement à cet atelier de restitution.

A l'issue de l'atelier de restitution, le Consultant intégrera dans la nouvelle version de son rapport provisoire les observations et recommandations faites par les parties prenantes ainsi que par les Spécialistes de la BAD.

6.2 Approbation externe

La validation externe du rapport provisoire final du PCR est réalisée conformément à la procédure nationale en vigueur telle que prévue par la réglementation ivoirienne et conduite par le Ministère en charge de l'Environnement, à travers l'ANDE.

Le Consultant devra se soumettre à la procédure nationale de validation des rapports d'études environnementales et sociales. Il prendra notamment les dispositions nécessaires pour prendre part effectivement à l'enquête publique et à la séance d'examen technique du rapport de PCR par la commission interministérielle mise en place par l'ANDE.

7. EVALUATION DE LA MISSION DU CONSULTANT

Les prestations du Consultant feront l'objet d'une évaluation de la part de CI-ENERGIES sur la qualité et le respect des délais de réalisation des différents livrables. Cette évaluation sera prise en compte dans la délivrance au Consultant par CI-ENERGIES d'une attestation d'exécution.

8. ANNEXES

Annexe 1 : Canevas du rapport de Plan Cadre de Réinstallation (PCR)

1. DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS
2. RESUME
3. INTRODUCTION
4. DESCRIPTION DU PROJET
5. DISPOSITION POUR L'EXECUTION
6. OBJECTIFS ET CONDITIONS DE BASE DE LA PRÉPARATION DE CE PCR
7. IMPACTS, ACQUISITION DES TERRES ET REINSTALLATION
8. PRINCIPES ET OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN MATIERE DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE
 - 8.1 PRINCIPES DE BASE DU PROGRAMME DE REINSTALLATION
 - 8.2 OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE REINSTALLATION
 - 8.3 REVUE DE LA LEGISLATION NATIONALE QUI REGIT L'ACQUISITION DES TERRES ET LA REINSTALLATION DANS LES PAYS
 - 8.4 EXIGENCES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE DE REINSTALLATION FORCEE
 - 8.5 ECARTS ENTRE LES EXIGENCES JURIDIQUES NATIONALES ET CELLES DE LA BAD
9. PRÉPARATION, REVUE ET APPROBATION D'UN PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION
 - 9.1 AGENCES D'EXECUTION DES PAR
 - 9.2 PROCEDURE DE TRIAGE ET DE REVUE
 - 9.3 TRIAGE POUR LA REINSTALLATION INVOLONTAIRE
 - 9.4 ETUDE DE BASE ET DONNEES SOCIOECONOMIQUES
 - 9.5 PREPARATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS
 - 9.6 REVUE DES PLANS D'ACTION DE REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS
10. ESTIMATION DES POPULATIONS DÉPLACÉES ET CATÉGORIES D'ÉLIGIBILITÉ
 - 10.1 ESTIMATION DES POPULATIONS DEPLACEES
 - 10.2 ACQUISITION DE TERRES ET CATEGORIES PROBABLES D'IMPACT
 - 10.3 CRITERES D'ELIGIBILITE POUR DEFINIR LES DIFFERENTES CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET
11. MÉTHODES D'ÉVALUATION DE LA VALEUR DES BIENS AFFECTÉS
 - 11.1 EVALUATION DES TERRES UTILISEES PAR LE PUBLIC
 - 11.2 CALCULS POUR LE PAIEMENT DES COMPENSATIONS ET AUTRES CONSIDERATIONS

-
- 12. ÉLÉMENTS ET PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES POUR L'OCTROI DES DROITS
PROCEDURE DE PRESENTATION, REVUE ET APPROBATION DES PLANS D'ACTION DE
REINSTALLATION DES SOUS-PROJETS PAR LES AUTORITES
 - 13. GÉNÉRIQUES DU PROGRAMME D'EXÉCUTION ET LIAISON DE LA RÉINSTALLATION AVEC LES
TRAVAUX CIVILS
 - 13.1 PLANS D'ACTION DE REINSTALLATION
 - 13.2 LA CHRONOLOGIE DES ACTIVITES 48 10.3 REINSTALLATION, EXECUTION ET LIAISON AVEC
LES TRAVAUX DE GENIE CIVIL
 - 14. MÉCANISMES DE RECOURS EN CAS DE PLAINTE
 - 14.1 OBJECTIFS DES RECOURS EN CAS DE PLAINTES
 - 14.2 CONSENSUS, NEGOCIATION ET REGLEMENT DES CONFLITS
 - 15. MÉTHODES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION
 - 15.1 PROCEDURE DE NOTIFICATION
 - 15.2 MECANISMES DE CONSULTATION DU PUBLIC
 - 16. DISPOSITIONS POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION
 - 17. ESTIMATION DU BUDGET
 - 18. ANNEXES